



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS

Edition n° 28 du 14 septembre 2011

Les actes dans leur intégralité peuvent être consultés à la préfecture ou auprès des services concernés.

Le recueil peut aussi être consulté :

- ➡ sur le site Internet des services de l'État en Meurthe-et-Moselle :
www.meurthe-et-moselle.gouv.fr
- ➡ aux guichets d'accueil de la préfecture et des sous-préfectures,
pendant deux mois à partir du 14 septembre 2011

SOMMAIRE

ARRETES, DECISIONS, CIRCULAIRES.....	1173
SOUS-PREFECTURE DE BRIEY.....	1173
AFFAIRES LOCALES.....	1173
Arrêté du 30 août 2011 portant modification statutaire de la communauté de communes de l'agglomération de Longwy.....	1173
PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE.....	1173
CABINET.....	1173
Bureau du cabinet.....	1173
Arrêté du 30 août 2011 conférant l'honorariat à l'ancien maire de la commune de Gondreville.....	1173
Bureau des polices administratives.....	1174
Dossier n° 2008/4621 - Arrêté du 1er août 2011 portant modification d'un système de vidéoprotection à Pompey.....	1174
Dossier n° 2010/0053 - Extrait de l'arrêté du 5 août 2011 portant modification d'un système de vidéoprotection à Vandœuvre-lès-Nancy.....	1174
Dossier n° 2011/0157 - Extrait de l'arrêté du 1er août 2011 portant autorisation d'un système de vidéoprotection à Nancy.....	1174
Dossier n° 2011/0166 - Extrait de l'arrêté du 1er août 2011 portant autorisation d'un système de vidéoprotection à Lunéville.....	1175
Dossier n° 2011/0174 - Extrait de l'arrêté du 5 août 2011 portant autorisation d'un système de vidéoprotection à Nancy.....	1176
Dossier n° 2011/0176 - Extrait de l'arrêté du 1er août 2011 portant modification d'un système de vidéoprotection à Lunéville.....	1176
Dossier n° 2011/0221 - Extrait de l'arrêté du 1er août 2011 portant autorisation d'un système de vidéoprotection à Nancy.....	1177
Dossier n° 2011/0222 - Extrait de l'arrêté du 1er août 2011 portant autorisation d'un système de vidéoprotection à Bayon.....	1177
DIRECTION DE L'ACTION LOCALE.....	1178
Bureau des procédures environnementales.....	1178
Arrêté du 6 septembre 2011 prolongeant le délai d'approbation du plan de prévention des risques technologiques du site Brenntag de Toul.....	1178
Arrêté n° 54-2010-00074 du 2 septembre 2011 portant déclaration au titre de l'article L. 214-3 et déclaration d'intérêt général au titre de l'article L. 211-7 du code de l'environnement concernant le programme de restauration du Madon de VOINEMONT à PIERREVILLE, du ruisseau de Revry à PULLIGNY et du ruisseau du Haut du Ré à VOINEMONT.....	1178
DIRECTION DE LA COORDINATION INTERMINISTERIELLE ET DES MOYENS.....	1181
Bureau de l'interministérialité.....	1181
Arrêté modificatif n° 11.BI.110 du 12 septembre 2011 accordant délégation de signature à Mme Magali DAVERTON, sous-préfète, directrice de cabinet.....	1181
SERVICES DECONCENTRES DE L'ETAT.....	1181
DIRECTION DE LA SECURITE DE L'AVIATION CIVILE NORD-EST.....	1181
Arrêté du 9 septembre 2011 portant subdélégation de signature en matière d'administration générale.....	1181
DIRECTION INTERDEPARTEMENTALE DES ROUTES – EST.....	1182
DIVISION EXPLOITATION DE METZ.....	1182
Arrêté n° 2011-DIR-Est-M-54-065 en date du 1er septembre 2011 portant arrêté particulier pour la réglementation de la circulation au droit d'un « chantier non courant » sur le réseau routier national, hors agglomération, relatif aux travaux de réparations localisées de chaussées sur la RN 59, du PR 3+900 au PR 7+300.....	1182
Arrêté n° 2011-DIR-Est-M-54-066 en date du 1er septembre 2011 portant arrêté particulier pour la réglementation de la circulation au droit d'un « chantier non courant » sur le réseau routier national, hors agglomération, relatif aux travaux de réalisation de protections acoustiques à Villers la Montagne sur la RN 52, du PR 4+430 au PR 14+580.....	1184
Arrêté n° 2011-DIR-Est-M-54-067 en date du 1er septembre 2011 portant arrêté particulier pour la réglementation de la circulation au droit d'un « chantier non courant » sur le réseau routier national, hors agglomération, relatif aux travaux de renouvellement de la couche de roulement sur A 31 du PR 239.400 au PR 237.900.....	1188
Arrêté n° 2011-DIR-Est-M-57/54-068 en date du 6 septembre 2011 annule et remplace l'arrêté n° M-57/54-064 du 1er septembre 2011 portant arrêté particulier pour la réglementation de la circulation au droit d'un « chantier non courant » sur le réseau routier national, hors agglomération, relatif aux travaux de réfection de la couche de roulement sur la RN 4 du Giratoire de « Gogney » (54).....	1190
Arrêté n° 2011-DIR-Est-M-54-070 en date du 8 septembre 2011 portant arrêté particulier pour la réglementation de la circulation au droit d'un « chantier non courant » sur le réseau routier national, hors agglomération, relatif aux travaux de finitions de l'échangeur de Baccarat dans le cadre de la construction de la RN 59 à 2x2 voies (Saint-Clément/Azerailles).....	1192
Arrêté n° 2011-DIR-Est-M-54/55-071 en date du 8 septembre 2011 portant arrêté particulier pour la réglementation de la circulation au droit d'un « chantier non courant » sur le réseau routier national, hors agglomération, relatif aux travaux de purges localisées sur la RN 4, du PR 57+750 au PR 7+000.....	1194
Arrêté n° 2011-DIR-Est-M-54-073 en date du 9 septembre 2011 portant arrêté particulier pour la réglementation de la circulation au droit d'un « chantier non courant » sur le réseau routier national, hors agglomération, relatif aux travaux de réhabilitation de chaussée sur A 31, du PR 253,000 au PR 249,500.....	1196
AGENCE REGIONALE DE SANTE DE LORRAINE.....	1198
DELEGATION TERRITORIALE DE MEURTHE-ET-MOSELLE.....	1198
Etablissements de santé.....	1198
Arrêté ARS-DT 54 N° 119/2011 du 6 septembre 2011 modifiant l'arrêté N° 117/2011 du 31 août 2011, portant fixation des tarifs de prestations applicables au Centre Hospitalier de Briey au 1er juillet 2011 - N° FINESS Entité juridique : 540 000 767 - N° FINESS Etablissement : 540 001 070.....	1198
Arrêté ARS-DT 54 N° 120/2011 du 6 septembre 2011 modifiant l'arrêté N° 110 du 19 août 2011, portant fixation du tarif de prestation applicable au Centre Hospitalier de Toul au 1er août 2011 - N° FINESS Entité juridique : 540 000 049 - N° FINESS Etablissement : 540 000 023.....	1199
DIRECTION DE LA PERFORMANCE ET DE LA GESTION DU RISQUE.....	1200
Service produits de santé et biologie.....	1200
Arrêté ARS n° 2011/299 du 17 août 2011 relatif à la fermeture de la pharmacie à usage intérieur des Hôpitaux Maringer Villemain Fournier - CHU de Nancy - sis à Nancy - N° FINESS Entité juridique : 54 000 207 8 - N° FINESS Etablissement : 54 000 302 7.....	1200
Arrêté ARS n° 2011/300 du 17 août 2011 relatif à la fermeture de la pharmacie à usage intérieur de l'Hôpital Jeanne d'Arc - CHU de Nancy - sis à Dommartin-lès-Toul - N° FINESS Entité juridique : 54 000 207 8 - N° FINESS Etablissement : 54 000 208 6.....	1200
DIRECTION REGIONALE DES ENTREPRISES, DE LA CONCURRENCE, DE LA CONSOMMATION, DU TRAVAIL ET DE L'EMPLOI DE LORRAINE.....	1200
Arrêté n° 46/2011 du 12 septembre 2011 portant subdélégation de signature en faveur du Responsable de l'Unité Territoriale de Meurthe-et-Moselle de la Direccte Lorraine.....	1200
Arrêté n° 47/2011 du 12 septembre 2011 portant subdélégation de signature, en matière d'ordonnancement secondaire des recettes et dépenses de l'Etat, en faveur du Responsable de l'Unité Territoriale de Meurthe-et-Moselle de la Direccte Lorraine.....	1201
DIRECTION DEPARTEMENTALE DES FINANCES PUBLIQUES.....	1202
Arrêté du 2 septembre 2011 relatif au régime d'ouverture au public.....	1202
DIRECTION DEPARTEMENTALE DES TERRITOIRES.....	1202
AGRICULTURE - FORET - CHASSE.....	1202
Arrêté DDT/AFC/Association foncière/2011/338 du 30 août 2011 approuvant les statuts de l'association foncière de Blémerey.....	1202
Arrêté DDT/AFC/Association foncière/2011/339 du 30 août 2011 approuvant les statuts de l'association foncière de Verdental.....	1203
Arrêté DDT/AFC/2011-341 du 31 août 2011 portant modification de la composition de la commission départementale d'orientation agricole de Meurthe-et-Moselle.....	1203
Arrêté DDT/AFC/2011/344 du 7 septembre 2011 portant modification de la commission départementale d'orientation agricole de Meurthe-et-Moselle - section « structures et économie des exploitations agricoles ».....	1204
Arrêté DDT/AFC/2011/345 du 7 septembre 2011 portant modification de la commission départementale d'orientation agricole de Meurthe-et-Moselle - section « agriculture et territoire ».....	1205
Arrêté DDT/AFC/2011-346 du 8 septembre 2011 fixant les dates d'ouverture des vendanges.....	1205
Arrêté n° 2011/349 du 5 septembre 2011 modifiant l'emplacement de la réserve de chasse et de faune sauvage de l'association communale de chasse agréée de Rosières-aux-salines.....	1206
AMENAGEMENT DURABLE, URBANISME ET RISQUES.....	1206
Arrêté d'approbation du 25 août 2011 du plan de prévention des risques naturels prévisibles (PPR) inondation sur le territoire de Blâmont.....	1206

HABITAT.....	1207
Décision du 22 août 2011 portant délégation de signature au délégué territorial adjoint de l'Agence Nationale pour la Rénovation Urbaine du département de Meurthe-et-Moselle.....	1207
AUTRES SERVICES.....	1208
TRIBUNAL ADMINISTRATIF DE NANCY.....	1208
Décision du 1er septembre 2011 portant délégation de signatures.....	1208
AVIS ET COMMUNICATIONS.....	1208
SERVICES DECONCENTRES DE L'ETAT.....	1208
DIRECTION DEPARTEMENTALE DES TERRITOIRES.....	1208
AMENAGEMENT DURABLE, URBANISME, RISQUES.....	1208
Avis de parution de l'arrêté préfectoral n° 45039 du 2 septembre 2011 autorisant Electricité de France à exécuter des travaux sur la commune de Saint-Ail.....	1208
Avis de parution de l'arrêté préfectoral n° 51313 du 2 septembre 2011 autorisant EFFIM à exécuter des travaux sur la commune de Longwy.....	1208
Avis de parution de l'arrêté préfectoral n° 54417 du 2 septembre 2011 autorisant EFFIM à exécuter des travaux sur la commune de Mont-Saint-Martin.....	1208
Avis de parution de l'arrêté préfectoral n° 55621 du 5 septembre 2011 autorisant Electricité de France à exécuter des travaux sur la commune de Thiaucourt-Regnieville.....	1208
Avis de parution de l'arrêté préfectoral n° 58430 du 2 septembre 2011 autorisant Electricité de France à exécuter des travaux sur la commune de Velaine-en-Haye.....	1209
AUTRES SERVICES.....	1209
CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE DE NANCY.....	1209
DIRECTION DES RESSOURCES HUMAINES.....	1209
Bureau des concours et du recrutement.....	1209
Avis d'examen professionnel d'ouvrier professionnel qualifié (au titre de l'année 2011) en date du 1er septembre 2011.....	1209
Avis de concours interne sur titres de maître ouvrier en date du 12 septembre 2011.....	1209
Avis de concours externe sur titres de maître ouvrier en date du 12 septembre 2011.....	1210
MATERNITE REGIONALE UNIVERSITAIRE DE NANCY.....	1210
RESSOURCES HUMAINES.....	1210
Avis de recrutement d'agents des services hospitaliers qualifiés en date du 9 septembre 2011.....	1210
Avis de concours sur titres d'ouvrier professionnel qualifié en date du 26 août 2011.....	1210
UNIVERSITE NANCY 2.....	1211
DIRECTION DES RESSOURCES HUMAINES.....	1211
Avis de recrutements externes d'adjoints techniques de recherche et de formation.....	1211
Avis de recrutement externe de travailleurs handicapés adjoints techniques de recherche et de formation.....	1211

ARRETES, DECISIONS, CIRCULAIRES**SOUS-PREFECTURE DE BRIEY****AFFAIRES LOCALES****Arrêté du 30 août 2011 portant modification statutaire de la communauté de communes de l'agglomération de Longwy**

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L.5214-1 et suivants ;
VU la loi 82-213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;
VU la loi d'orientation n°92-125 du 6 février 1992, relative à l'administration territoriale de la République ;
VU le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements et son décret modificatif n°2010-146 du 16 février 2010 ;
VU l'arrêté préfectoral du 27 février 1960 autorisant la création du district urbain de l'agglomération longovicienne ;
VU l'arrêté préfectoral du 2 janvier 2002 transformant le district de l'agglomération de Longwy en communauté de communes dénommé « communauté de communes de l'agglomération de Longwy » ;
VU les arrêtés préfectoraux des 7 décembre 2007 et 26 avril 2010 approuvant la modification des statuts de la communauté de communes de l'agglomération de Longwy ;
VU la délibération du conseil communautaire de la communauté de communes de l'agglomération de Longwy du 31 mars 2011 décidant la suppression des articles 19 A, 19B et 19C de ses statuts concernant la suppression de la CFE de zone sur le territoire de la communauté de communes ;
VU le courrier en date du 11 mai 2011 notifiant la décision du 31 mars 2011 aux communes membres ;
VU les avis favorables rendus par les conseils municipaux des communes membres, à savoir :
- COSNES-ET-ROMAIN en date du 17 juin 2011
- CUTRY en date du 06 juin 2011
- GORCY en date du 17 juin 2011
- HAUCOURT-MOULAINNE en date du 17 juin 2011
- HERSERANGE en date du 21 avril 2011
- LAIX en date du 4 juillet 2011
- LEXY en date du 22 juin 2011
- LONGWY en date du 29 juin 2011
- MEXY en date du 27 juin 2011
- MONT-SAINT-MARTIN en date du 17 juin 2011
- MORFONTAINE en date du 1er août 2011
- REHON en date du 17 juin 2011 ;
VU l'arrêté préfectoral N° 11.BI.70 du 22 août 2011 accordant délégation de signature à Mme BOEHLER Christine, sous-préfète de BRIEY;
CONSIDERANT que l'absence de délibération des autres communes membres vaut avis favorable ;
CONSIDERANT qu'à l'issue de la procédure de consultation des communes membres de la communauté de communes, la majorité qualifiée, telle que définie par l'article L.5211-20 du code général des collectivités territoriales, est atteinte ;

ARRETE

Article 1er : Les articles 19A, 19B et 19C des statuts de la communauté de communes de l'agglomération de Longwy, autorisant la CFE de zone sur son territoire, sont supprimés.

Article 2 : Sont approuvés les nouveaux statuts de la communautés de communes de l'agglomération de Longwy, tels qu'annexés au présent arrêté.

Article 3 : Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, la sous-préfète de BRIEY, le président de la communauté de communes de l'agglomération de Longwy sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont copie sera adressé à la Directrice Départementale des Finances Publiques de Meurthe-et-Moselle et qui fera, en outre, l'objet d'une publication au Recueil des Actes Administratifs de la préfecture.

Briey, le 30 août 2011

Le Préfet,
Pour le Préfet et par délégation,
La Sous-Préfète,
Christine BOEHLER

PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE**CABINET**

Bureau du cabinet

Arrêté du 30 août 2011 conférant l'honorariat à l'ancien maire de la commune de Gondreville

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU l'article L 2122.35 du code général des collectivités territoriales,
VU la demande de M. Bernard POTY, ancien maire de la commune de Gondreville,
SUR proposition de Mme la sous-préfète, directrice de cabinet.

ARRETE

Article 1er : M. Bernard POTY, ancien maire de la commune de Gondreville est nommé maire honoraire.

Article 2 : Mme la sous-préfète, directrice de cabinet est chargée de l'exécution du présent arrêté dont copie sera notifiée à M. Bernard POTY et qui sera inséré au recueil des actes administratifs de la Préfecture.

Nancy, le 30 Août 2011

Le Préfet,
Raphaël BARTOLT

*Bureau des polices administratives***Dossier n° 2008/4621 - Arrêté du 1er août 2011 portant modification d'un système de vidéoprotection à Pompey**

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 d'orientation et de programmation modifiée, relative à la sécurité, notamment son article 10 ;
VU le décret n° 96-926 du 17 octobre 1996 modifié, relatif à la vidéoprotection, pris pour l'application de l'article 10 de la loi modifiée susvisée ;
VU l'arrêté ministériel du 3 août 2007 portant définition des normes techniques des systèmes de vidéoprotection ;
VU la circulaire ministérielle n° INT/D/09/00057/C du 12 mars 2009 relative à l'application des articles 10 et 10-1 de la loi n°95-73 modifiée susvisée ;
VU la circulaire du 3 août 2007 annexée à l'arrêté susvisé ;
VU l'arrêté préfectoral du 28 juillet 2006 portant autorisation pour une piscine d'un système de vidéoprotection accordé au Syndicat Intercommunal de la piscine Frouard, Liverdun, Pompey ;
VU la demande de modification d'un système de vidéoprotection autorisé situé 14 avenue GAMBETTA (piscine) - 54340 POMPEY présentée par M le Président de la Communauté de Communes du Bassin de Pompey ;
VU l'avis émis par la Commission Départementale de Vidéoprotection en sa séance du 14 juin 2011 ;
CONSIDÉRANT que le Syndicat Intercommunal susvisé a été intégré dans la communauté de communes du Bassin de Pompey ;
SUR proposition du Directeur de Cabinet de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle ;

ARRETE

Article 1er : M le Président de la Communauté de Communes du Bassin de Pompey est autorisé, pour une durée de cinq ans renouvelables, dans les conditions fixées au présent arrêté, à l'adresse sus-indiquée, à modifier l'installation de vidéoprotection, conformément au dossier annexé à la demande enregistrée sous le n° **2008/4621**.

Cette modification intervient sur l'installation de vidéoprotection précédemment autorisée par arrêté préfectoral du 28 juillet 2006 susvisé.

Article 2 : Le reste des dispositions prévues par l'arrêté susvisé demeure applicable.

Article 3 : Le Directeur de Cabinet du préfet et le Commandant du Groupement Départemental de Gendarmerie sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié à Monsieur le Président de la Communauté de Communes du Bassin de Pompey, rue des Quatre Eléments - 54340 POMPEY. ainsi qu'au Maire de la commune.

Nancy, le 1er août 2011

Pour le Préfet,
Le chef de bureau,
Jean-Pierre DEVIDET

Dossier n° 2010/0053 - Extrait de l'arrêté du 5 août 2011 portant modification d'un système de vidéoprotection à Vandoeuvre-lès-Nancy

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU l'arrêté préfectoral du 2 novembre 2004 portant autorisation d'un système de vidéoprotection ;
VU la demande de modification par CM CIC SERVICES, pour le nombre de caméras, d'un système de vidéoprotection autorisé situé au CHU NANCY BRABOIS - 54500 VANDOEUVRE LES NANCY

ARRETE

Article 1er : La banque CM CIC SERVICES est autorisée, pour une durée de cinq ans renouvelable, dans les conditions fixées au présent arrêté, à modifier l'installation de vidéoprotection susvisée, conformément au dossier annexé à la demande enregistrée sous le numéro **2010/0053**.

Cette modification intervient sur l'installation de vidéoprotection précédemment autorisée par arrêté préfectoral n° du 02 juillet 2010 susvisé.

Article 2 : Le reste des dispositions prévues par l'arrêté du 2 juillet 2010 demeure applicable.

Article 3 : Le Directeur de Cabinet du préfet et le Directeur Départemental de la Sécurité Publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à CM CIC SERVICES, 5 rue ANDRE MARIE AMPERE - 57070 METZ, et dont copie sera adressée au maire de la commune.

Nancy, le 5 août 2011

Pour le Préfet,
Le chef de bureau,
Jean-Pierre DEVIDET

Dossier n° 2011/0157 - Extrait de l'arrêté du 1er août 2011 portant autorisation d'un système de vidéoprotection à Nancy

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle

VU la demande d'autorisation présentée par la société EPARECA pour l'installation d'un système de vidéoprotection à l'intérieur d'un périmètre délimité géographiquement et pour les adresses suivantes :

- avenue Raymond PINCHARD - 54000 NANCY ;
- rue Jean MONNET - 54000 NANCY ;
- rue Jean MIHE - 54000 NANCY ;

ARRETE

Article 1er : La société EPARECA est autorisée, pour une durée de cinq ans renouvelable, dans les conditions fixées au présent arrêté à mettre en œuvre, le système de vidéoprotection conformément au dossier présenté, annexé à la demande enregistrée sous le numéro **2011/0157**.

Le système considéré répond aux finalités prévues par la loi :

- Sécurité des personnes, Prévention des atteintes aux biens.

Il ne devra pas être destiné à alimenter un fichier nominatif.

Le système sera conforme aux normes techniques fixées par la réglementation en vigueur.

Article 2 : Le public sera informé de ce dispositif par une signalétique appropriée

- de manière claire, permanente et significative, de l'existence du système de vidéoprotection et de l'autorité ou de la personne responsable, notamment pour le droit d'accès aux images des conditions dans lesquelles il peut exercer son droit d'accès aux enregistrements.

- l'affichette mentionnera les références de la loi et du décret susvisés et les références du service et de la fonction du titulaire du droit d'accès ainsi que le numéro de téléphone auquel celui-ci sera joignable.

Le droit d'accès aux images pourra s'exercer auprès du service exploitation.

Article 3 : Hormis le cas d'une enquête de flagrant délit, d'une enquête préliminaire ou d'une information judiciaire, les enregistrements seront détruits dans un délai maximum de 7 jours

Article 4 : Le titulaire de l'autorisation devra tenir un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au Parquet.

Article 5 : Le responsable de la mise en œuvre du système devra se porter garant des personnes susceptibles d'intervenir dans l'exploitation ou le visionnage des images, ainsi que dans la maintenance du système mis en place. Des consignes très précises sur la confidentialité des images captées ou/et enregistrées et des atteintes à la vie privée qu'elles peuvent éventuellement impliquer seront données à toutes les personnes concernées.

Article 6 : L'accès à la salle de visionnage, d'enregistrement et de traitement des images, devra être strictement interdit à toute personne n'y ayant pas une fonction précise ou qui n'aura pas été préalablement habilitée et autorisée par l'autorité responsable du système ou de son exploitation.

Article 7 : Le droit d'accès aux informations enregistrées est réglé par les dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et les articles 14 et 15 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés.

Article 8 : Toute modification présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès des services préfectoraux (notamment changement d'activité dans les lieux protégés - changement dans la configuration des lieux - changement affectant la protection des images).

Article 9 : Sans préjudice des sanctions pénales applicables et après la mise en demeure de l'intéressé, la présente autorisation pourra être retirée en cas de manquement aux dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et de l'article 13 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés et en cas de modification des conditions au vu desquelles elle a été délivrée.

Cette autorisation ne vaut qu'au regard de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée susvisée. Elle est délivrée sans préjudice d'autres procédures éventuellement applicables (code du travail, code civil, code pénal...).

Article 10 : La présente autorisation sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Elle pourra faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif dans un délai de deux mois à compter de la date de sa notification à l'intéressé(e) ou de sa publication au document précité.

Article 11 : La présente autorisation devra faire l'objet d'une demande de renouvellement dans un délai de quatre mois au moins avant l'échéance de la dite autorisation.

Article 12 : Le Directeur de Cabinet du préfet et le Directeur Départemental de la Sécurité Publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont un exemplaire leur sera adressé ainsi qu'à la société EPARECA, et au Maire de Nancy.

Nancy, le 1er août 2011

Pour le Préfet,
Le chef de bureau,
Jean-Pierre DEVIDET

Dossier n° 2011/0166 - Extrait de l'arrêté du 1er août 2011 portant autorisation d'un système de vidéoprotection à Lunéville

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU la demande d'autorisation présentée par la société BUS EST pour l'installation d'un système de vidéoprotection situé 1B rue du Pré Contal - 54300 LUNEVILLE ;

ARRETE

Article 1er : La société BUS EST est autorisée, pour une durée de cinq ans renouvelable, dans les conditions fixées au présent arrêté à mettre en œuvre à l'adresse sus-indiquée, un système de vidéoprotection conformément au dossier présenté, annexé à la demande enregistrée sous le numéro **2011/0166**.

Le système considéré répond aux finalités prévues par la loi :

- Sécurité des personnes, Prévention des atteintes aux biens, Autres (FRAUDE).

Il ne devra pas être destiné à alimenter un fichier nominatif.

Le système sera conforme aux normes techniques fixées par la réglementation en vigueur.

Article 2 : Le public sera informé dans l'établissement cité à l'article 1er, par une signalétique appropriée :

- de manière claire, permanente et significative, à chaque point d'accès du public, de l'existence du système de vidéoprotection et de l'autorité ou de la personne responsable, notamment pour le droit d'accès aux images des conditions dans lesquelles il peut exercer son droit d'accès aux enregistrements.

- l'affichette mentionnera les références de la loi et du décret susvisés et les références du service et de la fonction du titulaire du droit d'accès ainsi que le numéro de téléphone auquel celui-ci sera joignable.

Le droit d'accès aux images pourra s'exercer auprès du service exploitation.

Article 3 : Hormis le cas d'une enquête de flagrant délit, d'une enquête préliminaire ou d'une information judiciaire, les enregistrements seront détruits dans un délai maximum de 15 jours.

Article 4 : Le titulaire de l'autorisation devra tenir un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au Parquet.

Article 5 : Le responsable de la mise en œuvre du système devra se porter garant des personnes susceptibles d'intervenir dans l'exploitation ou le visionnage des images, ainsi que dans la maintenance du système mis en place. Des consignes très précises sur la confidentialité des images captées ou/et enregistrées et des atteintes à la vie privée qu'elles peuvent éventuellement impliquer seront données à toutes les personnes concernées.

Article 6 : L'accès à la salle de visionnage, d'enregistrement et de traitement des images, devra être strictement interdit à toute personne n'y ayant pas une fonction précise ou qui n'aura pas été préalablement habilitée et autorisée par l'autorité responsable du système ou de son exploitation.

Article 7 : Le droit d'accès aux informations enregistrées est réglé par les dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et les articles 14 et 15 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés.

Article 8 : Toute modification présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès des services préfectoraux (notamment changement d'activité dans les lieux protégés - changement dans la configuration des lieux - changement affectant la protection des images).

Article 9 : Sans préjudice des sanctions pénales applicables et après mise en demeure de l'intéressé, la présente autorisation, pourra être retirée en cas de manquement aux dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et de l'article 13 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés, et en cas de modification des conditions au vu desquelles elle a été délivrée.

Cette autorisation ne vaut qu'au regard de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée susvisée. Elle est délivrée sans préjudice d'autres procédures éventuellement applicables (code du travail, code civil, code pénal...).

Article 10 : La présente autorisation sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Elle pourra faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif dans un délai de deux mois à compter de la date de sa notification à l'intéressé(e) ou de sa publication au document précité.

Article 11 : La présente autorisation devra faire l'objet d'une demande de renouvellement dans un délai de quatre mois au moins avant l'échéance de la dite autorisation.

Article 12 : Le directeur de Cabinet du préfet et le Directeur Départemental de la sécurité publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié à la société BUS EST, 54 boulevard d'Austrasie - 54000 NANCY. et dont une copie sera transmise au Maire et au Sous-Préfet de Lunéville.

Nancy, le 1er août 2011

Pour le Préfet,
Le chef de bureau,
Jean-Pierre DEVIDET

Dossier n° 2011/0174 - Extrait de l'arrêté du 5 août 2011 portant autorisation d'un système de vidéoprotection à Nancy

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU la demande d'autorisation d'installation d'un système de vidéoprotection présentée par la SARL restaurant "Le Bouche à Oreille", situé 42 rue des Carmes - 54000 NANCY ;

ARRETE

Article 1er : La SARL restaurant "Le Bouche à Oreille" est autorisée, pour une durée de cinq ans renouvelable, dans les conditions fixées au présent arrêté à mettre en œuvre à l'adresse sus-indiquée, un système de vidéoprotection conformément au dossier présenté, annexé à la demande enregistrée sous le numéro **2011/0174**.

Le système considéré répond aux finalités prévues par la loi :

- Sécurité des personnes, Prévention des atteintes aux biens, Lutte contre la démarque inconnue.

Il ne devra pas être destiné à alimenter un fichier nominatif.

Le système sera conforme aux normes techniques fixées par la réglementation en vigueur.

Article 2 : Le public sera informé dans l'établissement cité à l'article 1er, par une signalétique appropriée :

- de manière claire, permanente et significative, à chaque point d'accès du public, de l'existence du système de vidéoprotection et de l'autorité ou de la personne responsable, notamment pour le droit d'accès aux images des conditions dans lesquelles il peut exercer son droit d'accès aux enregistrements.

- l'affichette mentionnera les références de la loi et du décret susvisés et les références du service et de la fonction du titulaire du droit d'accès ainsi que le numéro de téléphone auquel celui-ci sera joignable.

Le droit d'accès aux images pourra s'exercer auprès de la directrice et du gérant de la SARL restaurant "Le Bouche à Oreille".

Article 3 : Hormis le cas d'une enquête de flagrant délit, d'une enquête préliminaire ou d'une information judiciaire, les enregistrements seront détruits dans un délai maximum de 30 jours.

Article 4 : Le titulaire de l'autorisation devra tenir un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au Parquet.

Article 5 : Le responsable de la mise en œuvre du système devra se porter garant des personnes susceptibles d'intervenir dans l'exploitation ou le visionnage des images, ainsi que dans la maintenance du système mis en place. Des consignes très précises sur la confidentialité des images captées ou/et enregistrées et des atteintes à la vie privée qu'elles peuvent éventuellement impliquer seront données à toutes les personnes concernées.

Article 6 : L'accès à la salle de visionnage, d'enregistrement et de traitement des images, devra être strictement interdit à toute personne n'ayant pas une fonction précise ou qui n'aura pas été préalablement habilitée et autorisée par l'autorité responsable du système ou de son exploitation.

Article 7 : Le droit d'accès aux informations enregistrées est réglé par les dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et les articles 14 et 15 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés.

Article 8 : Toute modification présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès des services préfectoraux (notamment changement d'activité dans les lieux protégés - changement dans la configuration des lieux - changement affectant la protection des images).

Article 9 : Sans préjudice des sanctions pénales applicables et après mise en demeure de l'intéressé, la présente autorisation, pourra être retirée en cas de manquement aux dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et de l'article 13 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés, et en cas de modification des conditions au vu desquelles elle a été délivrée.

Cette autorisation ne vaut qu'au regard de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée susvisée. Elle est délivrée sans préjudice d'autres procédures éventuellement applicables (code du travail, code civil, code pénal...).

Article 10 : La présente autorisation sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Elle pourra faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif dans un délai de deux mois à compter de la date de sa notification à l'intéressé(e) ou de sa publication au document précité.

Article 11 : La présente autorisation devra faire l'objet d'une demande de renouvellement dans un délai de quatre mois au moins avant l'échéance de la dite autorisation.

Article 12 : Le Directeur de Cabinet du Préfet et le Directeur Départemental de la Sécurité Publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié à la SARL restaurant "Le Bouche à Oreille", situé 42 rue des Carmes - 54000 NANCY. et dont une copie sera transmise au Maire de NANCY.

Nancy, le 5 août 2011

Pour le Préfet,
Le chef de bureau,
Jean-Pierre DEVIDET

Dossier n° 2011/0176 - Extrait de l'arrêté du 1er août 2011 portant modification d'un système de vidéoprotection à Lunéville

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU l'arrêté préfectoral du 2 novembre 2004 portant autorisation d'un système de vidéoprotection ;

VU la demande de modification par la Ville de Lunéville, d'un système de vidéoprotection autorisé à l'intérieur d'un périmètre délimité géographiquement et pour les adresses suivantes :

- Rue BANAUDON - 54300 LUNEVILLE

- Rue CHANZY - 54300 LUNEVILLE

ARRETE

Article 1er : Le Maire de LUNEVILLE est autorisé, pour une durée de cinq ans renouvelable, dans les conditions fixées au présent arrêté, à modifier l'installation de vidéoprotection susvisée, conformément au dossier annexé à la demande enregistrée sous le numéro **2011/0176**.

Cette modification intervient sur l'installation de vidéoprotection précédemment autorisée par arrêté préfectoral n° du 1er juillet 2004 susvisé.

Article 2 : Le reste des dispositions prévues par l'arrêté du 1er juillet 2004 demeure applicable.

Article 3 : Le Directeur de Cabinet du préfet et le Directeur Départemental de la Sécurité Publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont un exemplaire leur sera adressé ainsi qu'au Maire et au Sous Préfet de LUNEVILLE.

Nancy, le 1er août 2011

Pour le Préfet,
Le chef de bureau,
Jean-Pierre DEVIDET

Dossier n° 2011/0221 - Extrait de l'arrêté du 1er août 2011 portant autorisation d'un système de vidéoprotection à Nancy

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU la demande d'autorisation d'installation d'un système de vidéoprotection situé 12 rue de la Douane - 54000 NANCY présentée par la société RAJZWING SARL RECYCLAGE;

ARRETE

Article 1er : La société RAJZWING SARL RECYCLAGE est autorisée, pour une durée de cinq ans renouvelable, dans les conditions fixées au présent arrêté, à mettre en œuvre à l'adresse sus-indiquée, un système de vidéoprotection conformément au dossier présenté, annexé à la demande enregistrée sous le numéro **2011/0221**.

Le système considéré répond aux finalités prévues par la loi :

- Sécurité des personnes, Prévention des atteintes aux biens, Autres (Contrôle flux des marchandises (métaux)).

Il ne devra pas être destiné à alimenter un fichier nominatif.

Le système sera conforme aux normes techniques fixées par la réglementation en vigueur.

Article 2 : Le public sera informé dans l'établissement cité à l'article 1er, par une signalétique appropriée :

- de manière claire, permanente et significative, à chaque point d'accès du public, de l'existence du système de vidéoprotection et de l'autorité ou de la personne responsable, notamment pour le droit d'accès aux images des conditions dans lesquelles il peut exercer son droit d'accès aux enregistrements.

- l'affichette mentionnera les références de la loi et du décret susvisés et les références du service et de la fonction du titulaire du droit d'accès ainsi que le numéro de téléphone auquel celui-ci sera joignable.

Le droit d'accès aux images pourra s'exercer auprès du gérant de la société RAJZWING SARL RECYCLAGE .

Article 3 : Hormis le cas d'une enquête de flagrant délit, d'une enquête préliminaire ou d'une information judiciaire, les enregistrements seront détruits dans un délai maximum de 24 jours.

Article 4 : Le titulaire de l'autorisation devra tenir un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au Parquet.

Article 5 : Le responsable de la mise en œuvre du système devra se porter garant des personnes susceptibles d'intervenir dans l'exploitation ou le visionnage des images, ainsi que dans la maintenance du système mis en place. Des consignes très précises sur la confidentialité des images captées ou/et enregistrées et des atteintes à la vie privée qu'elles peuvent éventuellement impliquer seront données à toutes les personnes concernées.

Article 6 : L'accès à la salle de visionnage, d'enregistrement et de traitement des images, devra être strictement interdit à toute personne n'ayant pas une fonction précise ou qui n'aura pas été préalablement habilitée et autorisée par l'autorité responsable du système ou de son exploitation.

Article 7 : Le droit d'accès aux informations enregistrées est réglé par les dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et les articles 14 et 15 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés.

Article 8 : Toute modification présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès des services préfectoraux (notamment changement d'activité dans les lieux protégés - changement dans la configuration des lieux - changement affectant la protection des images).

Article 9 : Sans préjudice des sanctions pénales applicables et après mise en demeure de l'intéressé, la présente autorisation pourra être retirée en cas de manquement aux dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et de l'article 13 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés, et en cas de modification des conditions au vu desquelles elle a été délivrée.

Cette autorisation ne vaut qu'au regard de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée susvisée. Elle est délivrée sans préjudice d'autres procédures éventuellement applicables (code du travail, code civil, code pénal...).

Article 10 : La présente autorisation sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Elle pourra faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif dans un délai de deux mois à compter de la date de sa notification à l'intéressé(e) ou de sa publication au document précité.

Article 11 : La présente autorisation devra faire l'objet d'une demande de renouvellement dans un délai de quatre mois au moins avant l'échéance de la dite autorisation.

Article 12 : Le Directeur de Cabinet du préfet et le Directeur Départemental de la Sécurité Publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié à la société RAJZWING SARL RECYCLAGE, 12 rue de la Douane - 54000 NANCY. et dont une copie sera transmise au Maire de Nancy.

Nancy, le 1er août 2011

Pour le Préfet,
Le chef de bureau,
Jean-Pierre DEVIDET

Dossier n° 2011/0222 - Extrait de l'arrêté du 1er août 2011 portant autorisation d'un système de vidéoprotection à Bayon

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU la demande d'autorisation d'installation d'un système de vidéoprotection situé 23 Grande Rue - 54290 BAYON, présentée par Monsieur le Directeur de l'EHPAD, "Maison de retraite résidence SAINT CHARLES";

ARRETE

Article 1er : L'EHPAD, "Maison de retraite résidence SAINT CHARLES" à Bayon est autorisé, pour une durée de cinq ans renouvelable, dans les conditions fixées au présent arrêté, à mettre en œuvre à l'adresse sus-indiquée, un système de vidéoprotection conformément au dossier présenté, annexé à la demande enregistrée sous le numéro **2011/0222**.

Le système considéré répond aux finalités prévues par la loi :

- Sécurité des personnes, Prévention des atteintes aux biens, Prévention d'actes terroristes.

Il ne devra pas être destiné à alimenter un fichier nominatif.

Le système sera conforme aux normes techniques fixées par la réglementation en vigueur.

Article 2 : Le public sera informé dans l'établissement cité à l'article 1er, par une signalétique appropriée :

- de manière claire, permanente et significative, à chaque point d'accès du public, de l'existence du système de vidéoprotection et de l'autorité ou de la personne responsable, notamment pour le droit d'accès aux images des conditions dans lesquelles il peut exercer son droit d'accès aux enregistrements.

- l'affichette mentionnera les références de la loi et du décret susvisés et les références du service et de la fonction du titulaire du droit d'accès ainsi que le numéro de téléphone auquel celui-ci sera joignable.

Le droit d'accès aux images pourra s'exercer auprès de M. le Directeur de l'EHPAD, "Maison de retraite résidence SAINT CHARLES".

Article 3 : Hormis le cas d'une enquête de flagrant délit, d'une enquête préliminaire ou d'une information judiciaire, les enregistrements seront détruits dans un délai maximum de 15 jours.

Article 4 : Le titulaire de l'autorisation devra tenir un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au Parquet.

Article 5 : Le responsable de la mise en œuvre du système devra se porter garant des personnes susceptibles d'intervenir dans l'exploitation ou le visionnage des images, ainsi que dans la maintenance du système mis en place. Des consignes très précises sur la confidentialité des images captées ou/et enregistrées et des atteintes à la vie privée qu'elles peuvent éventuellement impliquer seront données à toutes les personnes concernées.

Article 6 : L'accès à la salle de visionnage, d'enregistrement et de traitement des images, devra être strictement interdit à toute personne n'y ayant pas une fonction précise ou qui n'aura pas été préalablement habilitée et autorisée par l'autorité responsable du système ou de son exploitation.

Article 7 : Le droit d'accès aux informations enregistrées est réglé par les dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et les articles 14 et 15 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés.

Article 8 : Toute modification présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès des services préfectoraux (notamment changement d'activité dans les lieux protégés - changement dans la configuration des lieux - changement affectant la protection des images).

Article 9 : Sans préjudice des sanctions pénales applicables, la présente autorisation et après mise en demeure de l'intéressé, pourra être retirée en cas de manquement aux dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et de l'article 13 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés, et en cas de modification des conditions au vu desquelles elle a été délivrée.

Cette autorisation ne vaut qu'au regard de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée susvisée. Elle est délivrée sans préjudice d'autres procédures éventuellement applicables (code du travail, code civil, code pénal...).

Article 10 : La présente autorisation sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Elle pourra faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif dans un délai de deux mois à compter de la date de sa notification à l'intéressé(e) ou de sa publication au document précité.

Article 11 : La présente autorisation devra faire l'objet d'une demande de renouvellement dans un délai de quatre mois au moins avant l'échéance de la dite autorisation.

Article 12 : Le Directeur de Cabinet du Préfet et le Commandant du Groupement Départemental de Gendarmerie sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié à Monsieur le Directeur de l'EHPAD, "Maison de retraite résidence SAINT CHARLES", 23 Grande Rue - 54290 BAYON, et dont une copie sera transmise au Maire de la commune et au Sous-Préfet de Lunéville.

Nancy, le 1er août 2011

Pour le Préfet,
Le chef de bureau,
Jean-Pierre DEVIDET

DIRECTION DE L'ACTION LOCALE

Bureau des procédures environnementales

Arrêté du 6 septembre 2011 prolongeant le délai d'approbation du plan de prévention des risques technologiques du site Brenntag de Toul

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code de l'environnement et notamment ses articles L. 515-8 et L.515-15 à L. 515-25 et L.123-1 à L.123-16, R 515-39 à R515-51 ;

VU le code de l'urbanisme et notamment ses articles L.126-1, L.211, L.230.1 et L.300-2 et R.126-1 et R.126-2 ;

VU le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;

VU l'arrêté préfectoral n° 2009-002 du 18 mars 2009 prescrivant l'élaboration du Plan de Prévention des Risques Technologiques (PPRT) du site Brenntag Lorraine de Toul ;

VU l'arrêté préfectoral du 1er décembre 2010 prorogeant le délai d'approbation du PPRT du site Brenntag de Toul ;

CONSIDÉRANT que conformément aux dispositions de l'article R 515-40 IV du code de l'environnement, le PPRT précité doit être approuvé avant le 18 septembre 2010 ;

CONSIDÉRANT que le projet de PPRT est actuellement en phase d'examen par les personnes et organismes associés depuis le 9 août 2011 et que ces personnes disposent d'un délai de deux mois pour formuler leurs observations ;

CONSIDÉRANT que le projet de PPRT devra encore être soumis à une enquête publique d'une durée de un mois après la phase de consultation précitée ;

CONSIDÉRANT qu'en conséquence, le délai d'approbation du PPRT cité précédemment ne pourra être respecté et qu'il y a lieu de proroger ce délai ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture,

ARRETE

Article 1er : Le délai d'approbation du Plan de Prévention des Risques Technologiques du site Brenntag de Toul est prorogé jusqu'au 31 décembre 2011.

Article 2 : Diffusion et publication :

Le présent arrêté sera adressé aux personnes et organismes associés.

Il sera affiché pendant un mois en mairie de Toul.

Il sera en outre publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et fait mention dans le quotidien "L'Est Républicain"

Article 3 : Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, le sous-préfet de Toul, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Lorraine, le directeur départemental des territoires de Meurthe-et-Moselle, la maire de Toul sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Nancy, le 6 septembre 2011

Le Préfet,
Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
François MALHANCHE

Arrêté n° 54-2010-00074 du 2 septembre 2011 portant déclaration au titre de l'article L. 214-3 et déclaration d'intérêt général au titre de l'article L. 211-7 du code de l'environnement concernant le programme de restauration du Madon de VOINEMONT à PIERREVILLE, du ruisseau de Revry à PULLIGNY et du ruisseau du Haut du Ré à VOINEMONT

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code de l'environnement ;

VU le code de l'expropriation et notamment les articles R. 11-4 à R. 11-14 ;

VU le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU le schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE) ;
 VU le dossier de déclaration d'intérêt général nécessitant un dossier de déclaration complet et régulier déposé au titre de l'article L. 214-3 du code de l'environnement reçu le 27/09/2010, présenté par le Syndicat de Travaux de la Vallée du Madon représenté par Madame la présidente Marie-France SIRON, enregistré sous le n° 54-2010-00074 et relatif à la restauration du Madon, du ruisseau de Revry à Pulligny et du ruisseau du Haut du Ré à Voinémont - Demande de Déclaration d'Intérêt Général et de Déclaration au titre du code de l'environnement ;
 VU l'enquête publique réglementaire qui s'est déroulée du 02/05/2011 au 21/05/2011 inclus ;
 VU le rapport et les conclusions du commissaire enquêteur déposés le 6 juin 2011 ;
 VU l'absence d'avis des communes de AUTREY SUR MADON, CEINTREY, PIERREVILLE, PULLIGNY et VOINEMONT ;
 VU le rapport rédigé par le service police de l'eau en date du 25 août 2011 ;
 VU le courrier transmis le 11 août 2011 au pétitionnaire et sollicitant son avis concernant le projet du présent arrêté ;
 CONSIDERANT que les prescriptions du présent arrêté permettent de garantir une gestion globale et équilibrée de la ressource en eau ;
 CONSIDERANT que les travaux de reconquête du milieu ne peuvent être réalisés de façon cohérente sur les communes du bassin versant du Madon que dans le cadre d'une déclaration d'intérêt général ;
 CONSIDERANT que le pétitionnaire n'a pas émis d'avis dans le délai de 15 jours qui lui est réglementairement imparti sur le projet d'arrêté d'autorisation qui lui a été transmis ;
 SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

A R R E T E

TITRE I : OBJET DE LA DECLARATION D'INTERET GENERAL

Article 1 : Objet de la déclaration et de la déclaration d'intérêt général

Article 1 A la demande du Syndicat de Travaux de la Vallée du Madon représenté par Madame la présidente, Marie-France SIRON, les travaux, actions, ouvrages ou installations relatifs à la restauration du Madon, du ruisseau de Revry à Pulligny et du ruisseau du Haut du Ré à Voinémont, sont déclarés d'intérêt général au titre de l'article L211-7 du code de l'environnement.

Le projet concerne le cours d'eau Le Madon sur les communes de AUTREY-SUR- MADON, CEINTREY, PIERREVILLE, PULLIGNY et VOINEMONT ainsi que deux des affluents du Madon, le ruisseau de Revry sur la commune de PULLIGNY et le ruisseau du Haut du Ré sur la commune de VOINEMONT .

Le Syndicat de Travaux de la Vallée du Madon est autorisé en application de l'article L. 214-3 du code de l'environnement, sous réserve des prescriptions énoncées aux articles suivants, à réaliser les travaux de restauration et d'entretien du Madon.

Les rubriques définies au tableau de l'article R. 214-1 du code de l'environnement concernées par cette opération sont les suivantes :

Rubrique	Intitulé	Régime
3.1.2.0	Installations, ouvrages, travaux ou activités conduisant à modifier le profil en long ou le profil en travers du lit mineur d'un cours d'eau, à l'exclusion de ceux visés à la rubrique 3.1.4.0, ou conduisant à la dérivation d'un cours d'eau: 1° Sur une longueur de cours d'eau supérieure ou égale à 100 m (A) 2° Sur une longueur de cours d'eau inférieure à 100 m (D)	Déclaration
3.1.4.0	Consolidation ou protection des berges, à l'exclusion des canaux artificiels, par des techniques autres que végétales vivantes : 1° Sur une longueur supérieure ou égale à 200 m (A) 2° Sur une longueur supérieure ou égale à 20 m mais inférieure à 200 m (D)	Déclaration
3.1.5.0	Installations, ouvrages, travaux ou activités étant de nature à détruire les frayères, les zones de croissance ou les zones d'alimentation de la faune piscicole, des crustacés et des batraciens : 1° Destruction de plus de 200 m ² de frayères (A), 2° Dans les autres cas (D)	Déclaration

Article 2 : Caractéristiques des travaux

Le programme total de travaux de restauration du Madon et de ses deux affluents porte sur un linéaire d'environ 17 km de cours d'eau (plan de situation annexé).

Le programme de travaux de restauration du Madon de Voinémont à Pierreville, tronçon d'une longueur d'environ 14 km, porte sur :

- Le traitement de la végétation des berges par coupe d'arbres, élagage, enlèvement sélectif des embâcles

Le programme de travaux de restauration du ruisseau de Revry à Pulligny, tronçon d'une longueur d'environ 0,55 km, porte sur :

- Le traitement de la végétation des berges par coupe d'arbres, élagage, enlèvement sélectif des embâcles

- Les plantations de berges, visant à réduire le développement de la végétation herbacée dans le lit mineur des ruisseaux , à restaurer une ripisylve actuellement très discontinue voir absente et à stabiliser des berges.

- La restauration de berges en bordure de route, au moyen de boudins en géogrille synthétique sur seuils de fond en enrochements.

- La création d'un fossé de bord de route sur 800 m pour recueillir les eaux provenant du versant Nord et limiter les inondations sur PULLIGNY.

Le rétablissement des accès aux terrains privés sera assuré par la mise en place de buses.

Le programme de travaux de restauration du ruisseau du Haut du Ré à Voinémont, tronçon d'une longueur d'environ 2,1 km, porte sur :

- La mise en place d'un dégrilleur en amont du dégrilleur existant afin d'éviter le colmatage de ce dernier en période de crue. Les berges seront talutées et enrochées en amont direct de l'ouvrage pour faciliter l'écoulement des eaux vers l'ouvrage. L'ancien dégrilleur sera conservé.

Un programme d'entretien permettant un suivi régulier de la végétation et des ouvrages sera mis en œuvre sur l'ensemble du linéaire du Madon, du ruisseau de Revry à Pulligny et du ruisseau du Haut du Ré à Voinémont, afin de maintenir un bon état global des cours d'eau. Ce programme d'entretien sera défini par le Syndicat de travaux de la Vallée du Madon une fois les travaux du programme de restauration terminés.

Il s'étalera sur une période de 5 ans renouvelable.

Ces travaux d'entretien viseront à :

- Assurer un bon écoulement des eaux en limitant le risque de formation d'embâcles par le déchaussement d'arbres fragilisés ou morts.

- Assurer la stabilité des berges en limitant les risques de dégradation par le déchaussement d'arbres, en veillant à maintenir une végétation adaptée (système racinaire fixateur) et saine.

- Améliorer les capacités naturelles d'autoépuration de la rivière, maintenir et favoriser les fonctions biologiques et paysagères des berges :

* en conservant la végétation des berges, en améliorant la diversité des essences, des strates et des âges, en favorisant le développement des jeunes pousses et en entretenant les plantations récentes,

* en favorisant les espèces intéressantes pour la faune et le paysage,

* en favorisant une alternance de zones ombragées et de zones ensoleillées.

TITRE II : PRESCRIPTIONS

Article 3 : Prescriptions relatives à la restauration et renaturation

La protection pérenne des plants sera assurée par des manchons de protection.

Les essences présentes sur les rives du Madon devront être prises en compte. Afin de respecter l'aspect paysagé et naturel de la vallée du Madon, il faudra traiter quelques saules blancs en têtards, constituer des boqueteaux sans faire du linéaire systématique et favoriser les plantations de hautes tiges aux basses tiges.

Les arrosages des plantations devront être faits en nombre suffisant, en fonction de la pluviométrie, afin d'en assurer la reprise.

Les plantations sur rives ne pourront être entreprises qu'avec l'accord préalable du propriétaire riverain concerné.

Les terriers-huttes principaux de castors seront identifiés avant les phases travaux afin de leur porter une attention particulière pendant le déroulement de ceux-ci.

Les installations de chantier seront positionnées à l'écart du cours d'eau, au moins à 100 mètres.

Le service départemental de l'ONEMA et le service police de l'eau de la DDT seront associés aux réunions préparatoires de chantier afin de déterminer si des mesures supplémentaires doivent être mises en place. Ils seront également conviés à chaque réunion de chantier durant toute la durée des travaux.

Les systèmes hydrauliques et les réservoirs de carburant des engins seront vérifiés afin d'écarter tout risque de pollution des eaux. Les stockages d'hydrocarbures comporteront une cuve de rétention de capacité suffisante.

Des matériaux absorbants seront présents sur le chantier pour confiner tout départ de pollution.

Le nettoyage effectuel des engins mis en œuvre sur le chantier sera réalisé sur une aire aménagée à cet effet et équipée de dispositifs débourbeurs déshuileurs. Cette surface sera impérativement en dehors des zones inondables.

En cas de montée des eaux ou d'interruption du chantier, les engins seront repliés en dehors de la zone inondable.

Aussitôt après l'achèvement des travaux, le pétitionnaire devra enlever tous les décombres, terres, matériaux divers qui pourraient subsister.

Le calendrier prévisionnel des travaux sera réactualisé un mois après la signature de l'arrêt et affiché dans les communes concernées.

Article 4 : Mesures correctrices

Les mesures correctrices suivantes sont proposées au dossier :

- Les travaux qui portent sur la végétation des berges seront réalisés depuis les rives en longeant la rivière, hors période de nidification des oiseaux,
- Les travaux effectués dans le lit seront réalisés de manière à limiter la mise en mouvement des matières en suspensions par la mise en place de barrages filtrants afin de retenir le maximum de matières en suspension.

- Les travaux de printemps, au sein du lit mineur, sont interdits afin de ne pas perturber la reproduction de l'avifaune, de l'ichtyofaune, etc... par la mise en suspension des matières générées par les travaux risquant de colmater les frayères; ils devront être réalisés en période de basses eaux, afin de limiter les incidences sur le milieu aquatique (entre août et février).

- Une attention toute particulière sera portée aux éventuels rejets d'hydrocarbures provenant des engins de chantier. Les stockages d'hydrocarbures comporteront une cuve de rétention de capacité suffisante.

Article 5 : Servitude de passage

Pendant les travaux, les riverains devront laisser passage sur leurs terrains, depuis le lever jusqu'au coucher du soleil, aux agents et surveillants chargés des travaux ainsi qu'aux agents chargés de la police de l'eau et de la police de la pêche.

Les propriétaires riverains seront personnellement informés à l'avance des travaux les concernant par le maître d'ouvrage ou le maître d'œuvre.

Article 6 : Mesures de sauvegarde

Pendant les travaux, les ouvrages et les écoulements au droit de l'emprise des travaux seront constamment entretenus aux frais du permissionnaire en bon état de fonctionnement.

Le permissionnaire sera tenu de se conformer à tous les règlements existants ou à intervenir sur la demande de la police des eaux et de la pêche.

Article 7 : Mesures de sécurité publique

L'entrepreneur veillera aux mesures de sécurité (signalisations, port de matériel de sécurité : casque, gants...).

TITRE III : DISPOSITIONS GENERALES

Article 9 : Durée de la déclaration d'intérêt général

Conformément à l'article R.214-97 du code de l'environnement, la présente déclaration d'intérêt général deviendra caduque si les travaux n'ont pas fait l'objet d'un commencement substantiel de réalisation dans le délai de 5 ans à compter de la date du présent arrêté.

Conformément à l'article L.215-15 du code de l'environnement, la présente Déclaration d'Intérêt Général est prononcée pour une durée de validité de 5 ans, à compter de la date de signature du présent arrêté, pour permettre l'achèvement du programme pluriannuel d'entretien. Elle pourra être renouvelée pour 5 ans si le Syndicat de Travaux de la Vallée du Madon présente, au moins 6 mois avant l'échéance, un nouveau plan de gestion pour des opérations groupées d'entretien régulier du cours d'eau.

Article 10 : Conformité au dossier et modifications

Les installations, ouvrages, travaux ou activités, objets de la présente déclaration, sont situés, installés et exploités conformément aux plans et contenus du dossier de demande de déclaration sans préjudice des dispositions du présent acte.

Le pétitionnaire informe préalablement le préfet de toute modification apportée au programme de travaux.

Les prescriptions du présent arrêté pourront être modifiées ou adaptées, sans que le pétitionnaire ne puisse réclamer la moindre indemnisation, en fonction d'exigences qui s'imposeraient.

Article 11 : Prescriptions générales de la déclaration

Les arrêtés ministériels suivants doivent être respectés :

- arrêté ministériel du 28 novembre 2007 fixant les prescriptions générales applicables aux installations, ouvrages, travaux ou activités soumis à déclaration en application des articles L. 214-1 à L. 214-6 du code de l'environnement et relevant de la rubrique 3.1.2.0 (2°) de la nomenclature annexée au tableau de l'article R. 214-1 du code de l'environnement.

- arrêté ministériel du 13 février 2002, ci-joint, fixant les prescriptions générales applicables aux consolidations, traitements ou protections de berges soumis à déclaration en application des articles L. 214-1 à L. 214-3 du code de l'environnement et relevant de la rubrique 3.1.4.0 (2°) de la nomenclature annexée au tableau de l'article R. 214-1 du code de l'environnement.

Article 12 : Caractère de l'arrêt préfectoral

Le présent arrêté est accordé à titre personnel, précaire et révocable sans indemnité de l'état exerçant ses pouvoirs de police.

Faute pour le permissionnaire de se conformer dans le délai fixé aux dispositions prescrites, l'administration pourra prononcer la déchéance du présent arrêté et, prendre les mesures nécessaires pour faire disparaître aux frais du permissionnaire tout dommage provenant de son fait, ou pour prévenir ces dommages dans l'intérêt de l'environnement de la sécurité et de la santé publique, sans préjudice de l'application des dispositions pénales relatives aux contraventions au code de l'environnement.

Article 13 : Déclaration des incidents ou accidents

Le permissionnaire est tenu de déclarer, dès qu'il en a connaissance, au préfet les accidents ou incidents intéressant les installations, ouvrages, travaux ou activités faisant l'objet du présent arrêté, qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L.211-1 du code de l'environnement.

Sans préjudice des mesures que pourra prescrire le préfet, le maître d'ouvrage devra prendre ou faire prendre les dispositions nécessaires pour mettre fin aux causes de l'incident ou accident, pour évaluer ses conséquences et y remédier.

Le permissionnaire demeure responsable des accidents ou dommages qui seraient la conséquence de l'activité ou de l'exécution des travaux et de l'aménagement.

Article 15 : Accès aux installations

Les agents chargés de la police de l'eau et des milieux aquatiques auront libre accès aux installations, ouvrages, travaux ou activités autorisés par le présent arrêté, dans les conditions fixées par le code de l'environnement, article L.215-18. Ils pourront demander communication de toute pièce utile au contrôle de la bonne exécution du présent arrêté.

Article 16 : Droit des tiers

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Article 17 : Autres réglementations

Le présent arrêté ne dispense en aucun cas le permissionnaire de faire les déclarations ou d'obtenir les autorisations requises par d'autres réglementations.

Article 18 : Publication et information des tiers

Le présent arrêté fera l'objet :

- d'un affichage, pendant un mois, dans les mairies de AUTREY-SUR-MADON, CEINTREY, PIERREVILLE, PULLIGNY et VOINEMONT, par les soins du maire qui attestera de l'accomplissement de cette formalité par un certificat d'affichage,
- d'une publication aux recueils des actes administratifs des services de l'Etat dans le département de Meurthe-et-Moselle,
- d'une publication sur le site internet de la préfecture du département de Meurthe-et-Moselle, pour une durée d'au moins un an.

Article 19 : Voies et délais de recours

Le présent arrêté est susceptible de recours devant le tribunal administratif territorialement compétent à compter de sa publication au recueil des actes administratifs par le pétitionnaire dans un délai de deux mois suivant sa notification et par les tiers dans un délai de un an suivant sa notification dans les conditions de l'article L. 514-6 et R. 514-3-1 du code de l'environnement.

Dans le même délai de deux mois, le pétitionnaire peut présenter un recours gracieux. Le silence gardé par l'administration pendant plus de deux mois sur la demande de recours gracieux emporte décision implicite de rejet de cette demande conformément à l'article R. 421-2 du code de justice administrative.

Article 20 : Exécution

Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, les maires des communes de AUTREY-SUR-MADON, CEINTREY, PIERREVILLE, PULLIGNY et VOINEMONT, le directeur départemental des Territoires de Meurthe-et-Moselle, le chef du service départemental de l'ONEMA, le Directeur de l'Agence de L'Eau Rhin-Meuse, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, et dont une copie sera tenue à la disposition du public dans chaque mairie intéressée.

Nancy, le 2 septembre 2011

Pour le préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
François MALHANCHE

Les documents mentionnés ci-dessous sont consultables au bureau des procédures environnementales à la préfecture :

- *Arrêté Ministériel du 13 février 2002 fixant les prescriptions générales applicables aux consolidations, traitements ou protections de berges soumis à déclaration en application des articles L. 214-1 à L. 214-3 du code de l'environnement et relevant de la rubrique 3.1.4.0 (2°) de la nomenclature.*
- *Arrêté Ministériel du 28 novembre 2007 fixant les prescriptions générales applicables aux installations, ouvrages, travaux ou activités soumis à déclaration en application des articles L. 214-1 à L. 214-6 du code de l'environnement et relevant de la rubrique 3.1.2.0 (2°) de la nomenclature annexée au tableau de l'article R. 214-1 du code de l'environnement.*
- *Plan de situation*

DIRECTION DE LA COORDINATION INTERMINISTERIELLE ET DES MOYENS
Bureau de l'interministérialité

Arrêté modificatif n° 11.BI.110 du 12 septembre 2011 accordant délégation de signature à Mme Magali DAVERTON, sous-préfète, directrice de cabinet

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU la loi du 28 pluviôse An VIII, relative à la division du territoire de la République et à l'administration ;

VU le décret N° 2004-374 du 29 avril 2004, modifié par le décret N° 2010-146 du 16 février 2010, relatif aux pouvoirs des préfets et à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU le décret du président de la République en date du 22 juillet 2011 nommant M. Raphaël BARTOLT préfet de Meurthe-et-Moselle ;

VU le décret du président de la République en date du 29 juillet 2011 nommant Mme Magali DAVERTON, sous-préfète, directrice de cabinet du préfet de Meurthe-et-Moselle ;

VU l'arrêté préfectoral N° 11.BI.107 du 29 août 2011 accordant délégation de signature à Mme Magali DAVERTON, sous-préfète, directrice de cabinet ;
SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

A R R E T E

Article 1er : L'article 1 est modifié ainsi qu'il suit :

Délégation est donnée à Mme Magali DAVERTON, sous-préfète, directrice du cabinet, à l'effet de signer tous actes, documents, correspondances et arrêtés individuels ou réglementaires au titre des compétences exercées par le préfet et dans le cadre des attributions du cabinet du préfet, notamment :

- les arrêtés d'hospitalisation complète sans consentement pour soins psychiatriques
- les réquisitions adressées au commandant du groupement de gendarmerie de Meurthe-et-Moselle pour assurer ou prêter main forte aux transfèrements des détenus entre les établissements pénitentiaires et l'unité hospitalière sécurisée inter-régionale (UHSI) de Nancy
- les arrêtés de réquisition de médecins dans le cadre de la permanence des soins
- les arrêtés concernant les situations issues du comité consultatif départemental des sapeurs-pompiers volontaires de Meurthe-et-Moselle
- les arrêtés concernant la situation administrative des sapeurs-pompiers professionnels de Meurthe-et-Moselle.

Le reste sans changement.

Article 2 : Le secrétaire général de la préfecture et Mme Magali DAVERTON, directrice du cabinet, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera affiché pendant 15 jours dans les locaux de la préfecture et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Une copie en sera adressée à la directrice départementale des finances publiques de Meurthe-et-Moselle et à la directrice des archives départementales.

Nancy, le 12 septembre 2011

Le Préfet,
Raphaël BARTOLT

SERVICES DECONCENTRES DE L'ETAT

DIRECTION DE LA SECURITE DE L'AVIATION CIVILE NORD-EST

Arrêté du 9 septembre 2011 portant subdélégation de signature en matière d'administration générale

Le Directeur de la sécurité de l'aviation civile Nord-Est,

VU

- la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions, et notamment son article 79 ;
- le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et les départements et notamment l'article 38 4° ;

- l'arrêté du 23 septembre 2010 nommant Gérard LEFEVRE, directeur de la sécurité de l'aviation civile Nord-Est à compter du 11 octobre 2010 ;
- l'arrêté préfectoral du département de Meurthe et Moselle n° 11.BI.92 du 22 août 2011 portant délégation de signature à M. Gérard LEFEVRE, directeur de la sécurité de l'aviation civile Nord-Est.

ARRETE

Article 1er : En application de l'arrêté préfectoral portant délégation de signature à M. Gérard LEFEVRE, directeur de la sécurité de l'aviation civile Nord-Est, délégation est donnée à l'effet de signer, dans le cadre de leurs attributions et compétences, aux agents suivants :

- M. Philippe NAAS, chef de cabinet du directeur de la sécurité de l'aviation civile Nord-Est, en cas d'absence ou d'empêchement de M. Gérard LEFEVRE ;
- M. Rémy MERTZ, chef du département surveillance et régulation, en cas d'absence ou d'empêchement de MM. Gérard LEFEVRE et Philippe NAAS ;

Et cela pour l'ensemble des alinéas suivants :

1. de prononcer la décision de retenir tout aéronef français ou étranger ne remplissant pas les conditions pour se livrer à la circulation aérienne prévues par le livre 1er du code de l'aviation civile ou dont le pilote a commis une infraction au sens de ce code ;
 2. de prononcer les mesures d'interdiction de survol du département ;
 3. de prescrire le balisage de jour et de nuit de tous les obstacles jugés dangereux pour la navigation aérienne ;
 4. de délivrer, mettre en demeure d'apporter les mesures correctives nécessaires, suspendre ou retirer l'agrément des organismes d'assistance en escale ;
 5. de sélectionner les prestataires d'assistance en escale, lorsque cette sélection ne relève pas du gestionnaire de l'aérodrome ;
 6. de soumettre à l'avis du conseil supérieur de l'infrastructure et de la navigation aérienne (CSINA) la création d'un aérodrome de catégorie D destiné à être ouvert à la circulation aérienne publique ;
 7. de signer les décisions d'octroi, de retrait ou de suspension des agréments des organismes chargés d'assurer les services de lutte contre l'incendie des aéronefs et les services chargés du péril animalier sur les aérodromes ;
 8. de créer la commission d'aptitude SSLIA et d'organiser l'examen théorique de présélection du responsable du service de sauvetage et de lutte contre l'incendie des aéronefs sur les aérodromes ;
 9. de valider les formations, de signer les décisions d'octroi, de retrait ou de suspension des agréments des personnels chargés du service de sauvetage et de lutte contre l'incendie ;
 10. de déterminer les périodes minimales de mise en œuvre des mesures relatives au péril animalier ;
 11. de contrôler le respect des dispositions applicables au service de sauvetage et de lutte contre l'incendie par les exploitants d'aérodromes ou les organismes auxquels ils ont confié le service ;
 12. d'autoriser le redécollage d'aéronefs ayant dû se poser en campagne suite à des problèmes graves, à l'exclusion des aéronefs venant de l'étranger ou s'y rendant ;
 13. de délivrer les agréments concernant les "agents habilités" (article R 321-3 du code de l'aviation civile) et les « chargeurs connus » (article R 321-4 du code de l'aviation civile) ;
 14. de signer les dérogations aux hauteurs minimales de survol hors agglomération (autorisation de vols rasants).
- En cas d'absence ou d'empêchement de MM. Gérard LEFEVRE, Philippe NAAS et Rémy MERTZ, la délégation de signature prévue à l'article premier ci-dessus est exercée :
- par Mme Sophie LEJEUNE, déléguée pour la Lorraine et la Champagne-Ardenne, pour les alinéas 2, 3, 9 et 12,
 - par M. Jacques ISNARD, chef de la division sûreté de la direction de la sécurité de l'aviation civile Nord-Est, pour l'alinéa 13.

Article 2 : Le directeur de la sécurité de l'aviation civile Nord-Est est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et dont copie sera adressée à M. le trésorier payeur général de région.

Entzheim, le 9 septembre 2011

Le Directeur de la sécurité de l'aviation civile Nord-Est,
Gérard LEFEVRE

DIRECTION INTERDEPARTEMENTALE DES ROUTES – EST**DIVISION EXPLOITATION DE METZ**

Arrêté n° 2011-DIR-Est-M-54-065 en date du 1er septembre 2011 portant arrêté particulier pour la réglementation de la circulation au droit d'un « chantier non courant » sur le réseau routier national, hors agglomération, relatif aux travaux de réparations localisées de chaussées sur la RN 59, du PR 3+900 au PR 7+300

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

- VU le code de la voirie routière ;
- VU le code de la route ;
- VU le code de justice administrative ;
- VU le code pénal ;
- VU le code de procédure pénale ;
- VU la loi N° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;
- VU le décret N° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;
- VU l'arrêté du 24 novembre 1967 relatif à la signalisation des routes et autoroutes et l'ensemble des arrêtés modificatifs, ainsi que l'instruction interministérielle sur la signalisation routière approuvée par l'arrêté du 7 juin 1977 et l'ensemble des textes d'application (guides techniques spécifiques) ;
- VU l'arrêté N° 2010-20 du 19 janvier 2010 du Préfet coordonnateur des itinéraires routiers – Est portant organisation de la direction interdépartementale des routes Est ;
- VU l'arrêté préfectoral de délégation de signature N°11.BI.30 du 17 janvier 2011, portant délégation de signature à Monsieur Georges TEMPEZ directeur interdépartemental des routes-Est, relative aux pouvoirs de police de la circulation sur le réseau routier national, aux pouvoirs de police de la conservation du domaine public routier national, aux pouvoirs de gestion du domaine public routier national et au pouvoir de représentation de l'Etat devant les juridictions ;
- VU l'arrêté de la DIR-Est N° 2011/DIR-Est/SG/CJ/54-01 du 17 janvier 2011 portant subdélégation de signature par Monsieur Georges TEMPEZ directeur interdépartemental des routes-Est, relative aux pouvoirs de police de la circulation sur le réseau routier national, aux pouvoirs de police de la conservation du domaine public routier national, aux pouvoirs de gestion du domaine public routier national et au pouvoir de représentation de l'Etat devant les juridictions civiles, pénales et administratives ;
- VU l'arrêté préfectoral du 18 septembre 2009 concernant les chantiers courants et réglementant la mise en œuvre des chantiers exécutés sur les réseaux autoroutiers et routiers nationaux non concédés ;

VU la circulaire N° 96-14 du 6 février 1996 relative à l'exploitation sous chantier ;
 VU le dossier d'exploitation en date du 25 août 2011 présenté par le district de Nancy ;
 VU l'avis du CISGT « Myrabel » en date du 30 août 2011 ;
 VU l'avis du district de Nancy en date du 25 août 2011 ;

CONSIDERANT qu'il importe d'assurer la sécurité des usagers de la voie publique ainsi que celle des agents de la Direction Interdépartementale des Routes - Est, des concessionnaires ou opérateurs occupant le réseau routier national hors agglomération et des entreprises chargées de l'exécution des travaux, et de réduire autant que possible les entraves à la circulation, en réglementant la circulation à l'occasion du chantier particulier évoqué dans le présent arrêté ;

ARRETE

Article 1er : Le présent arrêté particulier s'applique au chantier engagé et exécuté sur le réseau routier national dans les conditions définies à l'article 2.

Il réglemente la circulation aux abords de ce chantier et définit les mesures de restrictions qui seront mises en œuvre et signalées conformément à la réglementation en vigueur.

Il détermine également les mesures d'information des usagers qui devront être appliquées.

Article 2 : Un chantier particulier est engagé dans les conditions suivantes :

VOIE	RN 59	
POINTS REPÈRES PR. ET SENS	PR3+900 à 7+300	
SECTION	Sens 1	
NATURE DES TRAVAUX	Réparation de couche de surface	
PERIODE GLOBALE	Lundi 5 au vendredi 9 septembre 2011	
SYSTEME D'EXPLOITATION	Basculement du sens 1 sur sens 2 par les ITPC aux PR 4+400 et 7+600	
SIGNALISATION TEMPORAIRE	A LA CHARGE DE : - CEI DE LUNEVILLE	MISE EN PLACE PAR : - CEI DE LUNEVILLE

Article 3 : Les travaux seront réalisés conformément au plan de phasage ci-dessous :

DATE	PR. ET SENS	DESCRIPTION DES TRAVAUX	DEVIATION MISE EN PLACE
5/09 au 9/09/2011	Sens 1, au PR 3+300 AK5 sur giratoire en début de section à 2 voies+B3 et B14 « 70 » puis KD8 et B14 « 50 »	Colmatage de fissures et enrobés projetés sur faïençages	Via N 59, vers échangeur de St-Clément/Chenevières et retour vers échangeur de Gerbéviller
idem	Sens 1, bretelle N4/N59 vers Saint-Dié	idem	Fermeture partielle avec détournement via le giratoire situé en début de N59;
idem	Sens 2, au PR 8+900 Neutralisation de voie selon schéma CF114A et B100c	idem	Sans objet

Article 4 : En cas d'intempéries ou de problèmes techniques, les travaux prévus à l'article 2 sont susceptibles d'être reportés du nombre de jours d'intempéries ou nécessaires à la résolution des problèmes techniques. Ces dispositions sont aussi applicables au phasage des travaux de l'article 3.

Les dispositions d'exploitation de la circulation cesseront à la fin effective des travaux concrétisée par la levée de la signalisation.

Article 5 : Ce chantier fera l'objet des mesures de publicité et d'information du public suivantes :

- publication et/ou affichage du présent arrêté au sein des communes de MONCEL-LES-LUNEVILLE et SAINT-CLEMENT,
- affichage à chaque extrémité de la zone des travaux,
- mise en place de la signalisation de police conforme aux instructions contenues dans le présent arrêté,
- diffusion de l'information aux usagers par l'intermédiaire d'un communiqué de presse.

Article 6 : La signalisation du chantier sera conforme à l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 relatif à la signalisation des routes et des autoroutes et ses arrêtés modificatifs, à l'instruction interministérielle sur la signalisation routière approuvée par l'arrêté du 7 juin 1977, et aux Manuels de Chef de Chantier (routes bidirectionnelles ou routes à chaussées séparées selon les cas) et guides thématiques spécifiques (SETRA, CERTU).

La signalisation du chantier sera mise en place conformément aux mentions figurant sous l'article 2 du présent arrêté.

Article 7 : Pendant les périodes d'inactivité des chantiers, notamment de nuit et les jours non ouvrables, les signaux en place seront déposés quand les motifs ayant conduit à les implanter auront disparu (présence de personnel, d'engins ou d'obstacles).

Article 8 : Toute contravention au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

Article 9 : Les dispositions du présent arrêté prennent effet le jour de la signature du présent arrêté et prendront fin conformément aux dispositions des articles 3 et 4 ci-dessus et en tout état de cause pas avant la fin effective des travaux concrétisée par la levée de la signalisation.

Article 10 : Monsieur le Secrétaire général de la Préfecture de Meurthe et Moselle, Monsieur le Directeur Interdépartemental des Routes – Est, Monsieur le Commandant du Groupement Départemental de Gendarmerie de Meurthe et Moselle sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Une ampliation sera adressée pour affichage et/ou publication à :

- Messieurs les Maires des communes de MONCEL-LES-LUNEVILLE et SAINT-CLEMENT.

Une ampliation sera adressée pour information à :

- Monsieur le Commandant de la Région Militaire de Défense Nord-Est,
- Monsieur le Directeur du Centre Régional d'Information et de Coordination Routières Est,
- Monsieur le Directeur Départemental du Territoire (DDT) de Meurthe et Moselle,
- Monsieur le Président du Conseil Général de Meurthe et Moselle,
- Monsieur le Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours de Meurthe et Moselle,

- Monsieur le Directeur Départemental du Service d'Aide Médicale Urgente de Meurthe et Moselle,
 - Monsieur le Directeur de l'hôpital de Nancy responsable du SMUR,
 - Monsieur le Directeur de la société SCREG EST,
 - Monsieur le responsable de la cellule juridique de la DIR-Est.
 Moulines lès Metz, le 1er septembre 2011

Le Préfet du Département de la Meurthe et Moselle,
 Pour le Préfet et par délégation,
 L'Adjointe au chef de la division d'exploitation de Metz,
 Véronique CARPENTIER

Arrêté n° 2011-DIR-Est-M-54-066 en date du 1er septembre 2011 portant arrêté particulier pour la réglementation de la circulation au droit d'un « chantier non courant » sur le réseau routier national, hors agglomération, relatif aux travaux de réalisation de protections acoustiques à Villers la Montagne sur la RN 52, du PR 4+430 au PR 14+580

Le Préfet de Meurthe et Moselle,

VU le code de la voirie routière ;
 VU le code de la route ;
 VU le code de justice administrative ;
 VU le code pénal ;
 VU le code de procédure pénale ;
 VU la loi N° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;
 VU le décret N° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et les départements ;
 VU l'arrêté du 24 novembre 1967 relatif à la signalisation des routes et autoroutes et l'ensemble des arrêtés modificatifs, ainsi que l'instruction interministérielle sur la signalisation routière approuvée par l'arrêté du 7 juin 1977 et l'ensemble des textes d'application (guides techniques spécifiques) ;
 VU l'arrêté N° 2010-20 du 19 janvier 2010 du Préfet coordonnateur des itinéraires routiers – Est portant organisation de la direction interdépartementale des routes Est ;
 VU l'arrêté préfectoral de délégation de signature N°11.BI.30 du 17 janvier 2011, portant délégation de signature à Monsieur Georges TEMPEZ directeur interdépartemental des routes-Est, relative aux pouvoirs de police de la circulation sur le réseau routier national, aux pouvoirs de police de la conservation du domaine public routier national, aux pouvoirs de gestion du domaine public routier national et au pouvoir de représentation de l'Etat devant les juridictions ;
 VU l'arrêté de la DIR-Est N° 2011/DIR-Est/SG/CJ/54-01 du 17 janvier 2011 portant subdélégation de signature par Monsieur Georges TEMPEZ directeur interdépartemental des routes-Est, relative aux pouvoirs de police de la circulation sur le réseau routier national, aux pouvoirs de police de la conservation du domaine public routier national, aux pouvoirs de gestion du domaine public routier national et au pouvoir de représentation de l'Etat devant les juridictions civiles, pénales et administratives ;
 VU l'arrêté préfectoral du 18 septembre 2009 concernant les chantiers courants et réglementant la mise en œuvre des chantiers exécutés sur les réseaux autoroutiers et routiers nationaux non concédés ;
 VU la circulaire N° 96-14 du 6 février 1996 relative à l'exploitation sous chantier ;
 VU le dossier d'exploitation en date du 30/08/2011 présenté par le SIR Lorrain SETN1 ;
 VU l'avis des Maires de Haucourt-Moulaine (11/08/2011), Mexy (10/08/2011), Tiercelet, Villers la Montagne (11/08/2011); du CG 54 et du commissariat de Villerupt (11/08/2011) ;
 VU l'avis du CISGT « Myrabel » en date du 9/06/2011 ;
 VU l'information du district de Metz en date du 26/07/2011 ;
 CONSIDERANT qu'il importe d'assurer la sécurité des usagers de la voie publique ainsi que celle des agents de la Direction Interdépartementale des Routes - Est, des concessionnaires ou opérateurs occupant le réseau routier national hors agglomération et des entreprises chargées de l'exécution des travaux, et de réduire autant que possible les entraves à la circulation, en réglementant la circulation à l'occasion du chantier particulier évoqué dans le présent arrêté ;

ARRETE

Article 1er : Le présent arrêté particulier s'applique au chantier engagé et exécuté sur le réseau routier national dans les conditions définies à l'article 2.

Il régit la circulation aux abords de ce chantier et définit les mesures de restrictions qui seront mises en œuvre et signalées conformément à la réglementation en vigueur.

Il détermine également les mesures d'information des usagers qui devront être appliquées.

Article 2 : Un chantier particulier est engagé dans les conditions suivantes :

VOIE	Route Nationale RN 52	
POINTS REPERES (PR)	PR 4+430 à PR 14+580	
SENS	2 sens de circulation	
SECTION	Tiercelet à Mexy	
NATURE DES TRAVAUX	Réalisation de 2 écrans acoustiques à l'Ouest et à l'Est de la RN52 au Sud de l'échangeur de Villers la Montagne.	
PERIODE GLOBALE	Du 12 septembre au 13 décembre 2011	
SYSTEME D'EXPLOITATION	Neutralisations de voies et basculements de circulation avec fermeture de bretelles d'accès et de sortie. Vitesse limitée à 50 km/h dans le basculement et 90 km/h dans la section courante du chantier et 70km/h dans la phase 4 et 5.	
SIGNALISATION TEMPORAIRE	A LA CHARGE DE : - DIR-Est - Entrepreneur (SMV dans le sens 2 et accès chantier)	MISE EN PLACE PAR : - District de Metz - Entrepreneur (SMV dans le sens 2 et accès chantier)

Article 3 : Les travaux seront réalisés conformément au plan de phasage ci-dessous :

N°	DATE/HEURE	PR ET SENS	SYSTEMES D'EXPLOITATION	RESTRICTIONS DE CIRCULATION
Ouverture de 2 ITPC : PR 7+400 et PR 13+700				
1	12 septembre 2011 de 9h00 à 15h00. Dates prévisionnelles sous réserve des aléas climatiques et techniques.	RN52 sens 1 du PR 4+430 au PR 7+500 et du PR 12+600 au PR 13+900 RN52 sens 2 du PR 9+000 au PR 7+300 et du PR 14+580 au PR 13+600	<ul style="list-style-type: none"> Neutralisation voie de gauche. Neutralisation voie de gauche. 	<ul style="list-style-type: none"> Limitation de vitesse à 90 km/h. Limitation de vitesse à 90 km/h.
Pose des séparateurs modulaires de voies de type BT4 et K16 dans le sens Longwy-Metz				
2	12 septembre 2011 de 22h00 à 5h00. Dates prévisionnelles sous réserve des aléas climatiques et techniques.	RN52 sens 1 du PR 4+430 au PR 13+800 RN52 sens 2 du PR 14+580 au PR 7+300	<ul style="list-style-type: none"> Neutralisation voie de gauche. Basculement total (1+1 et 0) du sens 2 vers le sens 1 entre les ITPC : PR 7+400 et PR 13+700. Fermeture des bretelles de sortie RN52 (sens 2) : <ul style="list-style-type: none"> à l'échangeur de Haucourt-Moulaine, à l'échangeur de Villers la Montagne. Fermeture des bretelles d'accès RN52 (sens 2) : <ul style="list-style-type: none"> à l'échangeur de Haucourt-Moulaine, à l'échangeur de Villers la Montagne. 	<ul style="list-style-type: none"> Limitation de vitesse à 90 km/h. Limitation de vitesse à 90 km/h sur la section basculée. Limitation de vitesse à 70 km/h et à 50 km/h (par palier progressif) à chaque extrémité du basculement. <p>Déviations :</p> <ul style="list-style-type: none"> Les usagers de la RN52 en provenance de Longwy désirant quitter la RN52 à l'échangeur de Haucourt-Moulaine ou à l'échangeur de Villers la Montagne devront poursuivre sur la RN52 jusqu'à l'échangeur de Tiercelet afin de faire demi-tour et se réorienter. Les usagers désirant emprunter la RN52 en direction de Metz à l'échangeur de Haucourt-Moulaine ou à l'échangeur de Villers la Montagne devront emprunter la RN52 en direction de Longwy jusqu'à l'échangeur de Mexy où ils feront demi-tour afin de se réorienter vers Metz.
Fermeture de 2 ITPC : PR 7+400 et PR 13+700				
3	13 septembre 2011 de 9h00 à 15h00. Dates prévisionnelles sous réserve des aléas climatiques et techniques.	RN52 sens 1 du PR 4+430 au PR 7+500 et du PR 12+600 au PR 13+900 RN52 sens 2 du PR 11+250 au PR 7+300 et du PR 14+580 au PR 13+600	<ul style="list-style-type: none"> Neutralisation voie de gauche. Neutralisation voie de droite puis voie de gauche. Fermeture de la bretelle d'accès à l'échangeur de Villers-la-Montagne. 	<ul style="list-style-type: none"> Limitation de vitesse à 90 km/h. Limitation de vitesse à 90 km/h et 70 km/h (par palier progressif) sur la voie de gauche, puis limitation de vitesse à 90 km/h sur la voie de droite. <p>Déviations :</p> <ul style="list-style-type: none"> Les usagers désirant emprunter la RN52 en direction de Metz à l'échangeur de Villers la Montagne devront emprunter la RN52 en direction de Longwy jusqu'à l'échangeur de Haucourt-Moulaine où ils feront demi-tour afin de se réorienter vers Metz.
Pose des séparateurs de voies de type K16 dans le sens Metz-Longwy				
4	14 septembre 2011 de 9h00 à 15h00.	RN52 sens 2 du PR 11+250 au PR 9+000	<ul style="list-style-type: none"> Neutralisation voie de droite. 	<ul style="list-style-type: none"> Limitation de vitesse à 90 km/h et 70 km/h par palier progressif.

N°	DATE/HEURE	PR ET SENS	SYSTEMES D'EXPLOITATION	RESTRICTIONS DE CIRCULATION
	Dates prévisionnelles sous réserve des aléas climatiques et techniques.	RN52 sens 1 du PR 7+810 au PR 9+200	<ul style="list-style-type: none"> Neutralisation voie de droite. Fermeture de la bretelle de sortie à l'échangeur de Villers la Montagne. 	<ul style="list-style-type: none"> Limitation de vitesse à 90 km/h. Déviation : <ul style="list-style-type: none"> Les usagers de la RN52 en provenance de Metz désirant quitter la RN52 à l'échangeur de Villers la Montagne devront poursuivre sur la RN52 jusqu'à l'échangeur de Haucourt-Moulaine afin de faire demi-tour et se réorienter.
Réalisation des écrans				
5	<p>Début prévisionnel : 12 septembre 2011 (sens 2) et 14 septembre 2011 (sens 1)</p> <p>Fin prévisionnelle : 2 novembre 2011 (sens 2) et 12 décembre 2011 (sens 1)</p> <p>Dates prévisionnelles sous réserve des aléas climatiques et techniques.</p>	<p>RN52 sens 2 du PR 11+250 au PR 9+000</p> <p>RN52 sens 1 du PR 8+400 au PR 9+200</p>	<ul style="list-style-type: none"> Neutralisation voie de droite. Fermeture de la bretelle de sortie à l'échangeur de Villers la Montagne. 	<ul style="list-style-type: none"> Limitation de vitesse à 90 km/h et 70 km/h par palier progressif. Déviation : <ul style="list-style-type: none"> Les usagers de la RN52 en provenance de Metz désirant quitter la RN52 à l'échangeur de Villers la Montagne devront poursuivre sur la RN52 jusqu'à l'échangeur de Haucourt-Moulaine afin de faire demi-tour et se réorienter.
Ouverture de 2 ITPC : PR 7+400 et PR 13+700				
6	<p>3 novembre 2011 de 9h00 à 15h00.</p> <p>Dates prévisionnelles sous réserve des aléas climatiques et techniques.</p>	<p>RN52 sens 1 du PR 4+430 au PR 7+500 et du PR 12+600 au PR 13+900</p> <p>RN52 sens 2 du PR 11+250 au PR 7+300 et du PR 14+580 au PR 13+600</p>	<ul style="list-style-type: none"> Neutralisation voie de gauche. Fermeture de la bretelle de sortie à l'échangeur de Villers la Montagne. Neutralisation voie de droite puis voie de gauche. Fermeture de la bretelle d'accès à l'échangeur de Villers la Montagne. 	<ul style="list-style-type: none"> Limitation de vitesse à 90 km/h. Déviation : <ul style="list-style-type: none"> Les usagers de la RN52 en provenance de Metz désirant quitter la RN52 à l'échangeur de Villers la Montagne devront poursuivre sur la RN52 jusqu'à l'échangeur de Haucourt-Moulaine afin de faire demi-tour et se réorienter. <ul style="list-style-type: none"> Limitation de vitesse à 90 km/h et 70 km/h (par palier progressif) sur la voie de gauche, puis limitation de vitesse à 90 km/h sur la voie de droite. Déviation : <ul style="list-style-type: none"> Les usagers désirant emprunter la RN52 en direction de Metz à l'échangeur de Villers la Montagne devront emprunter la RN52 en direction de Longwy jusqu'à l'échangeur de Haucourt-Moulaine où ils feront demi-tour afin de se réorienter vers Metz.
Dépôt des séparateurs modulaires de voies de type BT4 et K16 dans le sens Longwy-Metz				
7	<p>3 novembre 2011 de 22h00 à 5h00.</p>	<p>RN52 sens 1 du PR 4+430 au PR 13+800</p> <p>RN52 sens 2 du PR 14+580 au PR 7+300</p>	<ul style="list-style-type: none"> Neutralisation voie de gauche. Ouverture provisoire de la bretelle de sortie à l'échangeur de Villers la Montagne. Basculement total (1+1 et 0) du sens 2 vers le sens 1 entre les ITPC : PR 7+400 et PR 13+700. Fermeture des bretelles de sortie RN52 (sens 2) : - à l'échangeur de Haucourt-Moulaine. 	<ul style="list-style-type: none"> Limitation de vitesse à 90 km/h. Limitation de vitesse à 90 km/h sur la section basculée. Limitation de vitesse à 70 km/h et à 50 km/h (par palier progressif) à chaque extrémité du basculement. Déviations : <ul style="list-style-type: none"> Les usagers de la RN52 en provenance de Longwy désirant quitter la RN52 à l'échangeur de Haucourt-Moulaine ou à

N°	DATE/HEURE	PR ET SENS	SYSTEMES D'EXPLOITATION	RESTRICTIONS DE CIRCULATION
	Dates prévisionnelles sous réserve des aléas climatiques et techniques.		<ul style="list-style-type: none"> - à l'échangeur de Villers la Montagne. Fermeture des bretelles d'accès RN52 (sens 2) : <ul style="list-style-type: none"> - à l'échangeur de Haucourt-Moulaine, - à l'échangeur de Villers la Montagne. 	<ul style="list-style-type: none"> l'échangeur de Villers la Montagne devront poursuivre sur la RN52 jusqu'à l'échangeur de Tiercelet afin de faire demi-tour et se réorienter. Les usagers désirant emprunter la RN52 en direction de Metz à l'échangeur de Haucourt-Moulaine ou à l'échangeur de Villers la Montagne devront emprunter la RN52 en direction de Longwy jusqu'à l'échangeur de Mexy où ils feront demi-tour afin de se réorienter vers Metz.
Fermeture de 2 ITPC : PR 7+400 et PR 13+700				
8	4 novembre 2011 de 9h00 à 15h00.	RN52 sens 1 du PR 4+430 au PR 7+500 et du PR 12+600 au PR 13+900 RN52 sens 2 du PR 9+000 au PR 7+300 et du PR 14+580 au PR 13+600	<ul style="list-style-type: none"> Neutralisation voie de gauche. Fermeture de la bretelle de sortie à l'échangeur de Villers la Montagne. Neutralisation voie de gauche. 	<ul style="list-style-type: none"> Limitation de vitesse à 90 km/h. Déviation : <ul style="list-style-type: none"> Les usagers de la RN52 en provenance de Metz désirant quitter la RN52 à l'échangeur de Villers la Montagne devront poursuivre sur la RN52 jusqu'à l'échangeur de Haucourt-Moulaine afin de faire demi-tour et se réorienter. Limitation de vitesse à 90 km/h.
Dépose des séparateurs de voies de type K16 dans le sens Metz-Longwy				
9	13 décembre 2011 de 9h00 à 15h00.	RN52 sens 1 du PR 7+810 au PR 9+200	<ul style="list-style-type: none"> Neutralisation voie de droite. Fermeture de la bretelle de sortie à l'échangeur de Villers la Montagne. 	<ul style="list-style-type: none"> Limitation de vitesse à 90 km/h. Déviation : <ul style="list-style-type: none"> Les usagers de la RN52 en provenance de Metz désirant quitter la RN52 à l'échangeur de Villers la Montagne devront poursuivre sur la RN52 jusqu'à l'échangeur de Haucourt-Moulaine afin de faire demi-tour et se réorienter.

Article 4 : En cas d'intempéries ou de problèmes techniques, les travaux prévus à l'article 2 sont susceptibles d'être reportés du nombre de jours d'intempéries ou nécessaires à la résolution des problèmes techniques. Ces dispositions sont aussi applicables au phasage des travaux de l'article 3.

Les dispositions d'exploitation de la circulation cesseront à la fin effective des travaux concrétisée par la levée de la signalisation.

Article 5 : Ce chantier fera l'objet des mesures de publicité et d'information du public suivantes :

- publication et/ou affichage du présent arrêté au sein des communes de Haucourt-Moulaine , Mexy ,Tiercelet, et Villers la Montagne ; affichage à chaque extrémité de la zone des travaux,
- mise en place de la signalisation de police conforme aux instructions contenues dans le présent arrêté,
- diffusion de l'information aux usagers par l'intermédiaire d'un communiqué de presse.

Article 6 : La signalisation du chantier sera conforme à l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 relatif à la signalisation des routes et des autoroutes et ses arrêtés modificatifs, à l'instruction interministérielle sur la signalisation routière approuvée par l'arrêté du 7 juin 1977, et aux Manuels de Chef de Chantier (routes bidirectionnelles ou routes à chaussées séparées selon les cas) et guides thématiques spécifiques (SETRA, CERTU).

La signalisation du chantier sera mise en place conformément aux mentions figurant sous l'article 2 du présent arrêté.

Article 7 : Pendant les périodes d'inactivité des chantiers, notamment de nuit et les jours non ouvrables, les signaux en place seront déposés quand les motifs ayant conduit à les implanter auront disparu (présence de personnel, d'engins ou d'obstacles).

Article 8 : Toute contravention au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

Article 9 : Les dispositions du présent arrêté prennent effet le jour de la signature du présent arrêté et prendront fin conformément aux dispositions des articles 3 et 4 ci-dessus et en tout état de cause pas avant la fin effective des travaux concrétisée par la levée de la signalisation.

Article 10 : Monsieur le Secrétaire général de la Préfecture de Meurthe et Moselle, Monsieur le Directeur Interdépartemental des Routes – Est, Monsieur le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de Meurthe et Moselle, Monsieur le Commandant de la CRS autoroutière Lorraine-Alsace, Monsieur le Commandant du Groupement Départemental de Gendarmerie de Meurthe et Moselle sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Une ampliation sera adressée pour affichage et/ou publication à :

- Messieurs les Maires des communes de Haucourt-Moulaine , Mexy ,Tiercelet, et Villers la Montagne.

Une ampliation sera adressée pour information à :

- Monsieur le Commandant de la Région Militaire de Défense Nord-Est,
- Monsieur le Directeur du Centre Régional d'Information et de Coordination Routières Est,
- Monsieur le Directeur Départemental du Territoire (DDT) de Meurthe et Moselle,
- Monsieur le Président du Conseil Général de Meurthe et Moselle,
- Monsieur le Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours de Meurthe et Moselle,
- Monsieur le Directeur Départemental du Service d'Aide Médicale Urgente de Meurthe et Moselle,
- Monsieur le Directeur de l'hôpital de Nancy responsable du SMUR,
- Monsieur le responsable de la cellule juridique de la DIR-Est.

Moulines lès Metz, le 1er septembre 2011

Le Préfet du Département de la Meurthe et Moselle,
Pour le Préfet et par délégation,
L'Adjointe de la division d'exploitation de Metz,
Véronique CARPENTIER

Arrêté n° 2011-DIR-Est-M-54-067 en date du 1er septembre 2011 portant arrêté particulier pour la réglementation de la circulation au droit d'un « chantier non courant » sur le réseau routier national, hors agglomération, relatif aux travaux de renouvellement de la couche de roulement sur A 31 du PR 239.400 au PR 237.900

Le Préfet de Meurthe et Moselle,

VU le code de la voirie routière ;
VU le code de la route ;
VU le code de justice administrative ;
VU le code pénal ;
VU le code de procédure pénale ;
VU la loi N° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions;
VU le décret N° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements;
VU l'arrêté du 24 novembre 1967 relatif à la signalisation des routes et autoroutes et l'ensemble des arrêtés modificatifs, ainsi que l'instruction interministérielle sur la signalisation routière approuvée par l'arrêté du 7 juin 1977 et l'ensemble des textes d'application (guides techniques spécifiques) ;
VU l'arrêté N° 2010-20 du 19 janvier 2010 du Préfet coordonnateur des itinéraires routiers – Est portant organisation de la direction interdépartementale des routes Est ;
VU l'arrêté préfectoral de délégation de signature N°11.BI.30 du 17 janvier 2011, portant délégation de signature à Monsieur Georges TEMPEZ directeur interdépartemental des routes-Est, relative aux pouvoirs de police de la circulation sur le réseau routier national, aux pouvoirs de police de la conservation du domaine public routier national, aux pouvoirs de gestion du domaine public routier national et au pouvoir de représentation de l'État devant les juridictions
VU l'arrêté de la DIR-Est N° 2011/DIR-Est/SG/CJ/54-01 du 17 janvier 2011 portant subdélégation de signature par Monsieur Georges TEMPEZ directeur interdépartemental des routes-Est, relative aux pouvoirs de police de la circulation sur le réseau routier national, aux pouvoirs de police de la conservation du domaine public routier national, aux pouvoirs de gestion du domaine public routier national et au pouvoir de représentation de l'Etat devant les juridictions civiles, pénales et administratives.
VU l'arrêté préfectoral du 18 septembre 2009 concernant les chantiers courants et réglementant la mise en œuvre des chantiers exécutés sur les réseaux autoroutiers et routiers nationaux non concédés.
VU la circulaire N° 96-14 du 6 février 1996 relative à l'exploitation sous chantier ;
VU le dossier d'exploitation en date du 01/08/2011 présenté par le district de Nancy;
VU l'avis du CG54 en date du 28/07/2011;
VU l'avis de la commune de Gondreville en date du 28/07/2011;
VU l'avis de la commune de Velaine-en-Haye en date du 28/07/2011;
VU l'avis du CISGT « Myrabel » en date du 04/08/2011;
VU l'avis du district de Nancy en date du 01/08/2011;
CONSIDÉRANT qu'il importe d'assurer la sécurité des usagers de la voie publique ainsi que celle des agents de la Direction Interdépartementale des Routes - Est, des concessionnaires ou opérateurs occupant le réseau routier national hors agglomération et des entreprises chargées de l'exécution des travaux, et de réduire autant que possible les entraves à la circulation, en réglementant la circulation à l'occasion du chantier particulier évoqué dans le présent arrêté ;

ARRETE

Article 1er : Le présent arrêté particulier s'applique au chantier engagé et exécuté sur le réseau routier national dans les conditions définies à l'article 2.

Il régit la circulation aux abords de ce chantier et définit les mesures de restrictions qui seront mises en œuvre et signalées conformément à la réglementation en vigueur.

Il détermine également les mesures d'information des usagers qui devront être appliquées.

Article 2 : Un chantier particulier est engagé dans les conditions suivantes :

VOIE	A 31	
POINTS REPERES (PR) ET SENS	PR 239,400 au PR 237,900 sens Nancy-Paris	
SECTION		
NATURE DES TRAVAUX	Renouvellement de la couche de roulement	
PERIODE GLOBALE	12 au 19 Septembre 2011	
SYSTEME D'EXPLOITATION	Neutralisation VG sens Paris/Nancy Neutralisation VD sens Nancy/Paris Basculement circulation sens Nancy/Paris sur le sens Paris/Nancy	
SIGNALISATION TEMPORAIRE	A LA CHARGE DE : - District de Nancy CEI de Fléville	MISE EN PLACE PAR : - CEI de Fléville

Article 3 : Les travaux seront réalisés conformément au plan de phasage ci-dessous :

N°	DATE	PR. ET SENS	DESCRIPTION DES TRAVAUX	DEVIATION MISE EN PLACE
	12 septembre 2011	AK5 PR 235,950 A31 sens 1	Neutralisation Voie de gauche sens Paris/Nancy	Itinéraire de déviation Dans le cadre des travaux, les bretelles de Nancy-Gondreville, Gondreville-Paris sens 2 et Paris/ Gondreville et Gondreville/ Nancy sens 1 seront fermées à la circulation
	au	AK5PR 240,800 A31 sens 2	Neutralisation Voie de droite sens Nancy/Paris	1- déviation Bretelle Gondreville /Paris sens2 les usagers sont invités à rester en section courante de la RD 400 direction Gondreville route de Nancy , traversée de Gondreville, RD400 jusqu'à l'échangeur n° 15 de Toul centre, bretelle Toul centre-Paris
	19 septembre 2011	ITPC 239,550 A31	Basculement circulation sens Nancy /Paris sur le sens Paris/Nancy voie de gauche	2-déviation Bretelle Nancy/Gondreville sens2 sortie obligatoire bretelle Nancy/Velaine de l'échangeur de Velaine en amont du chantier,RD 400,traversée de Velaine, rue de Nancy et route deToul, RD 400 en direction de Gondreville,
	de 20h30 à 7h00	ITPC 237,200		3- déviation Bretelle Paris / Gondreville sens 1 les usagers sont invités à rester en section courante de L' A31 jusqu'à l'échangeur n° 17 de Velaine, bretelle Paris/Velaine, RD 400 direction Velaine, traversée de Velaine, rue de Nancy et route deToul, RD 400 en direction de Gondreville, 4- déviation Bretelle Gondreville / Nancy sens1 les usagers seront invités à prendre le RD 400 direction Velaine, Traversée de Velaine, RD400 jusqu'à l'échangeur n°17 de Velaine puis la bretelle Velaine/ Nancy et A 31 direction Nancy.

Article 4 : En cas d'intempéries ou de problèmes techniques, les travaux prévus à l'article 2 sont susceptibles d'être reportés du nombre de jours d'intempéries ou nécessaires à la résolution des problèmes techniques. Ces dispositions sont aussi applicables au phasage des travaux de l'article 3.

Les dispositions d'exploitation de la circulation cesseront à la fin effective des travaux concrétisée par la levée de la signalisation.

Article 5 : Ce chantier fera l'objet des mesures de publicité et d'information du public suivantes :

- publication et/ou affichage du présent arrêté au sein des communes de Gondreville et de Velaine-en-Haye,
- affichage à chaque extrémité de la zone des travaux,
- mise en place de la signalisation de police conforme aux instructions contenues dans le présent arrêté,
- diffusion de l'information aux usagers par l'intermédiaire des médias et d'un communiqué de presse.

Article 6 : La signalisation du chantier sera conforme à l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 relatif à la signalisation des routes et des autoroutes et ses arrêtés modificatifs, à l'instruction interministérielle sur la signalisation routière approuvée par l'arrêté du 7 juin 1977, et aux Manuels de Chef de Chantier (routes bidirectionnelles ou routes à chaussées séparées selon les cas) et guides thématiques spécifiques (SETRA, CERTU).

La signalisation du chantier sera mise en place conformément aux mentions figurant sous l'article 2 du présent arrêté.

Article 7 : Pendant les périodes d'inactivité des chantiers, notamment de nuit et les jours non ouvrables, les signaux en place seront déposés quand les motifs ayant conduit à les implanter auront disparu (présence de personnel, d'engins ou d'obstacles).

Article 8 : Toute contravention au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

Article 9 : Les dispositions du présent arrêté prennent effet le jour de la signature du présent arrêté et prendront fin conformément aux dispositions des articles 3 et 4 ci-dessus et en tout état de cause pas avant la fin effective des travaux concrétisée par la levée de la signalisation.

Article 10 : Monsieur le Secrétaire général de la Préfecture de Meurthe et Moselle, Monsieur le Directeur Interdépartemental des Routes – Est, Monsieur le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de Meurthe et Moselle, Monsieur le Commandant de la CRS autoroutière Lorraine-Alsace, Monsieur le Commandant du Groupement Départemental de Gendarmerie de Meurthe et Moselle sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Une ampliation sera adressée pour affichage et/ou publication à :

- Messieurs les Maires des communes de Gondreville et Velaine-en-Haye.

Une ampliation sera adressée pour information à :

- Monsieur le Commandant de la Région Militaire de Défense Nord-Est,
- Monsieur le Directeur du Centre Régional d'Information et de Coordination Routières Est,
- Monsieur le Directeur Départemental du Territoire (DDT) de Meurthe et Moselle,
- Monsieur le Président du Conseil Général de Meurthe et Moselle,
- Monsieur le Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours de Meurthe et Moselle,
- Monsieur le Directeur Départemental du Service d'Aide Médicale Urgente de Meurthe et Moselle,
- Monsieur le Directeur de l'hôpital de Nancy responsable du SMUR,
- Monsieur le responsable de la cellule juridique de la DIR-Est.

Moulins lès Metz, le 1er septembre 2011

Le Préfet du Département de la Meurthe et Moselle,
Pour le Préfet et par délégation,
L'Adjointe au chef de la division d'exploitation de Metz,
Véronique CARPENTIER

Arrêté n° 2011-DIR-Est-M-57/54-068 en date du 6 septembre 2011 annule et remplace l'arrêté n° M-57/54-064 du 1er septembre 2011 portant arrêté particulier pour la réglementation de la circulation au droit d'un « chantier non courant » sur le réseau routier national, hors agglomération, relatif aux travaux de réfection de la couche de roulement sur la RN 4 du Giratoire de « Gogney » (54)

Le Préfet de la Région Lorraine,
Préfet de la Zone de Défense et de Sécurité Est,
Le Préfet de la Moselle,
Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code de la voirie routière ;
VU le code de la route ;
VU le code de justice administrative ;
VU le code pénal ;
VU le code de procédure pénale ;
VU la loi N° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;
VU le décret N° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et les départements ;
VU l'arrêté du 24 novembre 1967 relatif à la signalisation des routes et autoroutes et l'ensemble des arrêtés modificatifs, ainsi que l'instruction interministérielle sur la signalisation routière approuvée par l'arrêté du 7 juin 1977 et l'ensemble des textes d'application (guides techniques spécifiques) ;
VU l'arrêté N° 2010-20 du 19 janvier 2010 du Préfet coordonnateur des itinéraires routiers – Est portant organisation de la direction interdépartementale des routes Est ;
VU l'arrêté préfectoral de délégation de signature ; DCTAJ N° 2011-66 du 3 janvier 2011, portant délégation de signature à Monsieur Georges TEMPEZ directeur interdépartemental des routes-Est, relative aux pouvoirs de police de la circulation sur le réseau routier national, aux pouvoirs de police de la conservation du domaine public routier national, aux pouvoirs de gestion du domaine public routier national et au pouvoir de représentation de l'Etat devant les juridictions civiles, pénales et administratives ;
VU l'arrêté de la DIR-Est N° 2011/DIR-est/SG/CJ/57-01 du 3 janvier 2011 portant subdélégation de signature par M. Georges TEMPEZ directeur interdépartemental des routes-Est, relative aux pouvoirs de police de la circulation sur le réseau routier national, aux pouvoirs de police de la conservation du domaine public routier national, aux pouvoirs de gestion du domaine public routier national et au pouvoir de représentation de l'Etat devant les juridictions civiles, pénales et administratives ;
VU l'arrêté préfectoral de délégation de signature N°11.BI.30 du 17 janvier 2011, portant délégation de signature à Monsieur Georges TEMPEZ directeur interdépartemental des routes-Est, relative aux pouvoirs de police de la circulation sur le réseau routier national, aux pouvoirs de police de la conservation du domaine public routier national, aux pouvoirs de gestion du domaine public routier national et au pouvoir de représentation de l'Etat devant les juridictions ;
VU l'arrêté de la DIR-Est N° 2011/DIR-Est/SG/CJ/54-01 du 17 janvier 2011 portant subdélégation de signature par Monsieur Georges TEMPEZ directeur interdépartemental des routes-Est, relative aux pouvoirs de police de la circulation sur le réseau routier national, aux pouvoirs de police de la conservation du domaine public routier national, aux pouvoirs de gestion du domaine public routier national et au pouvoir de représentation de l'Etat devant les juridictions civiles, pénales et administratives ;
VU l'arrêté préfectoral permanent du 3 juillet 2009 N° 2009 DCLP/CIRC-071 concernant les chantiers courants et réglementant la mise en œuvre des chantiers exécutés sur les réseaux autoroutiers et routiers nationaux non concédés ;
VU la circulaire N° 96-14 du 6 février 1996 relative à l'exploitation sous chantier ;
VU le dossier d'exploitation en date du 5/07/2011 et 8/07/2011 présenté par le district de Nancy et la demande complémentaire du 25/08/2011 et 5/09/2011 ;
VU l'avis du CG 57 () et CG 54 () ainsi que des communes de AZOUDANGE, MAIZIERES LES VIC, MOUSSEY, AVRICOURT (57), AVRICOURT (54), IGNEY, REPAIX, SAINT-GEORGES, HEMING, GONDREXANGE, LANDANGE, HERTZING, GOGNEY, BLAMONT, RICHEVAL et IBIGNY ;
VU l'avis du SPR/CESR en date du 26/03/2011 ;
VU l'avis du CISGT « Myrabel » en date du 11/07/2011 ;
VU l'avis du CRICR -Est en date du 13 /07/2011 ;
VU l'avis du district de Nancy en date du 5/07/2011; 8/07/2011 et 25/08/2011 ;
CONSIDERANT qu'il importe d'assurer la sécurité des usagers de la voie publique ainsi que celle des agents de la Direction Interdépartementale des Routes - Est, des concessionnaires ou opérateurs occupant le réseau routier national hors agglomération et des entreprises chargées de l'exécution des travaux, et de réduire autant que possible les entraves à la circulation, en réglementant la circulation à l'occasion du chantier particulier évoqué dans le présent arrêté ;

ARRETEMENT

Article 1er : Le présent arrêté particulier s'applique au chantier engagé et exécuté sur le réseau routier national dans les conditions définies à l'article 2.

Il réglemente la circulation aux abords de ce chantier et définit les mesures de restrictions qui seront mises en œuvre et signalées conformément à la réglementation en vigueur.

Il détermine également les mesures d'information des usagers qui devront être appliquées.

Article 2 : Un chantier particulier est engagé dans les conditions suivantes :

VOIE	RN 4 EN MOSELLE	
POINTS DE REPÈRES	Giratoire de Gogney	Deux sens
SECTION	Anneau du giratoire	
NATURE DES TRAVAUX	Réfection couche de roulement à -6/+6cm	
PÉRIODE GLOBALE	10/09/2011 durée du chantier : 1 jours	
SYSTÈME D'EXPLOITATION	Coupure sens 2 et mise en place d'une déviation Basculement sens 1 sur sens 2	
SIGNALISATION TEMPORAIRE	A LA CHARGE DE : - CEI LUNÉVILLE	MISE EN PLACE PAR : - CEI LUNÉVILLE

Article 3 : Les travaux seront réalisés conformément au plan de phasage ci-dessous :

DATE	PR ET SENS	DESCRIPTION DES TRAVAUX	SIGNALISATION ET DÉVIATION POSÉES LE
10/09/2011	Sens 2 AK5 au PR12 Sens 1 AK5 PR 63+300 ITPC 64+800	Coupure sens 2 Basculement sens 1 sur sens 2	Coupure complète de la circulation du sens 2 entre l'échangeur d'Héming et l'échangeur de Blamont. Basculement du sens 1 sur le sens 2 de l'ITPC du 64+800 au giratoire de Gogney Déviations : <ul style="list-style-type: none"> pour les usagers en provenance de Sarrebourg : sortie obligatoire à l'échangeur d'Héming conformément au schéma CF129a et prise de la grande déviation (Azoudange, Maizières-lès-Vic, Moussey, Avricourt, Igney, Repaix et reprise de la RN4 direction Nancy à l'échangeur de Blâmont). Pour les usagers en provenance des RD entre le giratoire de Gogney et l'échangeur de Saint-Georges (Richeval, Ibigny, Hattigny, Gogney, la Salière, Frémonville) et souhaitant se rendre vers Nancy : Obligation de prendre le sens 1 direction Sarrebourg puis sortie à l'échangeur de Saint-Georges et prise de la petite déviation (Réchicourt le chateau, Avricourt, Repaix et reprise de la RN4 à l'échangeur de Blâmont). pour les usagers en provenance des RD entre l'échangeur de Saint-Georges et l'échangeur de Héming (Landange, Gondrexange) et souhaitant se rendre vers Nancy : obligation de prendre la RN4 dans le sens 1 direction Sarrebourg et sortie à l'échangeur ed Héming pour prendre la grande déviation (Azoudange, Maizières-lès-Vic, Moussey, Avricourt, Igney, Repaix et reprise de la RN4 direction Nancy à l'échangeur de Blâmont)
Matin du 10/09/2011		Maintien de la circulation dans le sens 1 sur la chaussée du sens 2	Coupure de la RD400 au niveau du carrefour RD 7/RD400 avec report sur la RN 4 au droit de l'échangeur de Blâmont (Ouverture de la bretelle d'entrée)

Article 4 : En cas d'intempéries ou de problèmes techniques, les travaux prévus à l'article 2 sont susceptibles d'être reportés du nombre de jours d'intempéries ou nécessaires à la résolution des problèmes techniques. Ces dispositions sont aussi applicables au phasage des travaux de l'article 3.

Les dispositions d'exploitation de la circulation cesseront à la fin effective des travaux concrétisée par la levée de la signalisation.

Article 5 : Ce chantier fera l'objet des mesures de publicité et d'information du public suivantes :

- publication et/ou affichage du présent arrêté au sein des communes de AZOUDANGE, MAIZIERES LES VIC, MOUSSEY, AVRICOURT (57), AVRICOURT (54), IGNEY, REPAIX, SAINT-GEORGES, HEMING, GONDREXANGE, LANDANGE, HERTZING, GOGNEY, BLAMONT, RICHEVAL et IBIGNY,

- affichage à chaque extrémité de la zone des travaux,

- mise en place de la signalisation de police conforme aux instructions contenues dans le présent arrêté,

- diffusion de l'information aux usagers par l'intermédiaire d'un communiqué de presse.

Article 6 : La signalisation du chantier sera conforme à l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 relatif à la signalisation des routes et des autoroutes et ses arrêtés modificatifs, à l'instruction interministérielle sur la signalisation routière approuvée par l'arrêté du 7 juin 1977, et aux Manuels de Chef de Chantier (routes bidirectionnelles ou routes à chaussées séparées selon les cas) et guides thématiques spécifiques (SETRA, CERTU). La signalisation du chantier sera mise en place conformément aux mentions figurant sous l'article 2 du présent arrêté.

Article 7 : Pendant les périodes d'inactivité des chantiers, notamment de nuit et les jours non ouvrables, les signaux en place seront déposés quand les motifs ayant conduit à les implanter auront disparu (présence de personnel, d'engins ou d'obstacles).

Article 8 : Toute contravention au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

Article 9 : Les dispositions du présent arrêté prennent effet le jour de la signature du présent arrêté et prendront fin conformément aux dispositions des articles 3 et 4 ci-dessus et en tout état de cause pas avant la fin effective des travaux concrétisée par la levée de la signalisation.

Article 10 : Monsieur le Secrétaire général de la Préfecture de Moselle. Monsieur le Secrétaire général de la Préfecture de Meurthe et Moselle, Monsieur le Directeur Interdépartemental des Routes – Est, Monsieur le Commandant de la CRS autoroutière Lorraine-Alsace, Monsieur le Commandant du Groupement Départemental de Gendarmerie de Moselle, Monsieur le Commandant du Groupement Départemental de Gendarmerie de Meurthe et Moselle, Monsieur le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de Moselle, Monsieur le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de Meurthe et Moselle sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Une ampliation sera adressée pour affichage et/ou publication à :

- Messieurs les Maires des communes de AZOUDANGE, MAIZIERES LES VIC, MOUSSEY, AVRICOURT (57), AVRICOURT (54), IGNEY, REPAIX, SAINT-GEORGES, HEMING, GONDREXANGE, LANDANGE, HERTZING, GOGNEY, BLAMONT, RICHEVAL et IBIGNY.

Une ampliation sera adressée pour information à :

- Monsieur le Commandant de la Région Militaire de Défense Nord-Est,
- Monsieur le Directeur du Centre Régional d'Information et de Coordination Routières Est,
- Monsieur le Directeur Départemental du Territoire (DDT) de Moselle,
- Monsieur le Président du Conseil Général de Moselle,
- Monsieur le Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours de Moselle,
- Monsieur le Directeur Départemental du Service d'Aide Médicale Urgente de Moselle,
- Monsieur le Directeur de l'hôpital de METZ responsable du SMUR,
- Monsieur le Directeur Départemental du Territoire (DDT) de Meurthe et Moselle,
- Monsieur le Président du Conseil Général de Meurthe et Moselle,
- Monsieur le Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours de Meurthe et Moselle,
- Monsieur le Directeur Départemental du Service d'Aide Médicale Urgente de Meurthe et Moselle,
- Monsieur le Directeur de l'hôpital de Nancy responsable du SMUR,
- Monsieur le Directeur de la société EUROVIA LORRAINE,
- Monsieur le responsable de la cellule juridique de la DIR-Est.

Moulinès lès Metz, le 6 septembre 2011

Le Préfet du Département de la Moselle,
Pour le Préfet et par délégation,
L'Adjointe de la division d'exploitation de Metz,
Véronique CARPENTIER

Arrêté n° 2011-DIR-Est-M-54-070 en date du 8 septembre 2011 portant arrêté particulier pour la réglementation de la circulation au droit d'un « chantier non courant » sur le réseau routier national, hors agglomération, relatif aux travaux de finitions de l'échangeur de Baccarat dans le cadre de la construction de la RN 59 à 2x2 voies (Saint-Clément/Azerailles)

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code de la voirie routière ;
VU le code de la route ;
VU le code de justice administrative ;
VU le code pénal ;
VU le code de procédure pénale ;
VU la loi N° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;
VU le décret N° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et les départements ;
VU l'arrêté du 24 novembre 1967 relatif à la signalisation des routes et autoroutes et l'ensemble des arrêtés modificatifs, ainsi que l'instruction interministérielle sur la signalisation routière approuvée par l'arrêté du 7 juin 1977 et l'ensemble des textes d'application (guides techniques spécifiques) ;
VU l'arrêté N° 2010-20 du 19 janvier 2010 du Préfet coordonnateur des itinéraires routiers – Est portant organisation de la direction interdépartementale des routes Est ; VU l'arrêté préfectoral de délégation de signature N°11.BI.30 du 17 janvier 2011, portant délégation de signature à Monsieur Georges TEMPEZ directeur interdépartemental des routes-Est, relative aux pouvoirs de police de la circulation sur le réseau routier national, aux pouvoirs de police de la conservation du domaine public routier national, aux pouvoirs de gestion du domaine public routier national et au pouvoir de représentation de l'Etat devant les juridictions ;
VU l'arrêté de la DIR-Est N° 2011/DIR-Est/SG/CJ/54-01 du 17 janvier 2011 portant subdélégation de signature par Monsieur Georges TEMPEZ directeur interdépartemental des routes-Est, relative aux pouvoirs de police de la circulation sur le réseau routier national, aux pouvoirs de police de la conservation du domaine public routier national, aux pouvoirs de gestion du domaine public routier national et au pouvoir de représentation de l'Etat devant les juridictions civiles, pénales et administratives ;
VU l'arrêté préfectoral du 18 septembre 2009 concernant les chantiers courants et réglementant la mise en œuvre des chantiers exécutés sur les réseaux autoroutiers et routiers nationaux non concédés ;
VU la circulaire N° 96-14 du 6 février 1996 relative à l'exploitation sous chantier ;
VU le dossier d'exploitation en date du 26/08/2011 présenté par le SIR lorrain ETN 3 ;
VU l'avis du CG 54 (11/08/2009) et l'information des Maires de Azerailles ; Chenevières ; Menil-Flin ; Baccarat en date du 12/08/2011 ;
VU l'avis du CISGT « Myrabel » en date du 8/09/2011 ;
VU l'avis du district de Nancy en date du 30 et 31/08/2011 ;
CONSIDERANT qu'il importe d'assurer la sécurité des usagers de la voie publique ainsi que celle des agents de la Direction Interdépartementale des Routes - Est, des concessionnaires ou opérateurs occupant le réseau routier national hors agglomération et des entreprises chargées de l'exécution des travaux, et de réduire autant que possible les entraves à la circulation, en réglementant la circulation à l'occasion du chantier particulier évoqué dans le présent arrêté ;

ARRETE

Article 1er : Le présent arrêté particulier s'applique au chantier engagé et exécuté sur le réseau routier national dans les conditions définies à l'article 2.

Il réglemente la circulation aux abords de ce chantier et définit les mesures de restrictions qui seront mises en œuvre et signalées conformément à la réglementation en vigueur.

Il détermine également les mesures d'information des usagers qui devront être appliquées.

Article 2 : Un chantier particulier est engagé dans les conditions suivantes :

VOIE	RN 59	
Points Repères PR. et sens	PR 23 à 25 deux sens et échangeur de Baccarat	
SECTION	Section courante et échangeur de Baccarat	
NATURE DES TRAVAUX	Réfection de la couche de roulement	
PERIODE GLOBALE	Du lundi 12 septembre au vendredi 16 septembre 2011	
SYSTEME D'EXPLOITATION	Basculement de circulation Fermeture des bretelles de l'échangeur de Baccarat	
SIGNALISATION TEMPORAIRE	A LA CHARGE DE : - CEI de Lunéville	MISE EN PLACE PAR : - CEI de Lunéville

Article 3 : Les travaux seront réalisés conformément au plan de phasage ci-dessous :

N°	DATE	PR. ET SENS	DESCRIPTION DES TRAVAUX	DEVIATION MISE EN PLACE
1	Lundi 12 septembre au mercredi 14 septembre 2011	Sens 1 AK5 PR 21+000 Sens 2 AK5 PR 25+500 ITPC 22+314 ITPC 24+114	Neutralisation Voie de droite sens 1 Neutralisation Voie de gauche sens 2 Basculement circulation sens 2 sur le sens 1 Fermeture des bretelles n°1, n°2 n°3, n°4 de l'échangeur de Baccarat	- Fermeture de la bretelle de sortie St-Dié / Baccarat jusqu'au giratoire de l'aire de Cristal: déviation par l'échangeur de St-Clément puis reprise RN59, sortie à l'échangeur d'Azerailles et direction Baccarat par la RD 590a puis RD590. - Fermeture de la bretelle d'entrée Baccarat / Lunéville: déviation à partir du giratoire de l'aire de Cristal en prenant la RD 590 puis rejoindre la 2x2 par le ½ échangeur d'Azerailles. - Fermeture de la bretelle de sortie Lunéville / Baccarat : déviation par le ½ échangeur d'Azerailles et direction Baccarat par la RD590a puis RD590. - Fermeture de la bretelle Baccarat-Saint-Dié : déviation par le RD590 jusque Saint-Clément pour prendre la RN59 direction Saint-Dié
2	Jeudi 15 septembre au vendredi 16 septembre 2011	Sens 1 AK5 PR 20+900 Sens 2 AK5 PR 25+600 ITPC 22+314 ITPC 24+114	Neutralisation Voie de gauche sens 1 Neutralisation Voie de droite sens 2 Basculement circulation sens 1 sur le sens 2 Fermeture des bretelles n°1, n°2 n°3, n°4 de l'échangeur de Baccarat	- Fermeture de la bretelle de sortie St-Dié / Baccarat jusqu'au giratoire de l'aire de Cristal: déviation par l'échangeur de St-Clément puis reprise RN59, sortie à l'échangeur d'Azerailles et direction Baccarat par la RD 590a puis RD590. - Fermeture de la bretelle d'entrée Baccarat / Lunéville: déviation à partir du giratoire de l'aire de Cristal en prenant la RD 590 puis rejoindre la 2x2 par le ½ échangeur d'Azerailles. - Fermeture de la bretelle de sortie Lunéville / Baccarat : déviation par le ½ échangeur d'Azerailles et direction Baccarat par la RD590a puis RD590. - Fermeture de la bretelle Baccarat-Saint-Dié : déviation par le RD590 jusque Saint-Clément pour prendre la RN59 direction Saint-Dié

Article 4 : En cas d'intempéries ou de problèmes techniques, les travaux prévus à l'article 2 sont susceptibles d'être reportés du nombre de jours d'intempéries ou nécessaires à la résolution des problèmes techniques. Ces dispositions sont aussi applicables au phasage des travaux de l'article 3.

Les dispositions d'exploitation de la circulation cesseront à la fin effective des travaux concrétisée par la levée de la signalisation.

Article 5 : Ce chantier fera l'objet des mesures de publicité et d'information du public suivantes :

- publication et/ou affichage du présent arrêté au sein des communes de Azerailles; Chenevières; Menil-Flin et Baccarat,
- affichage à chaque extrémité de la zone des travaux,
- mise en place de la signalisation de police conforme aux instructions contenues dans le présent arrêté,
- diffusion de l'information aux usagers par l'intermédiaire d'un communiqué de presse.

Article 6 : La signalisation du chantier sera conforme à l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 relatif à la signalisation des routes et des autoroutes et ses arrêtés modificatifs, à l'instruction interministérielle sur la signalisation routière approuvée par l'arrêté du 7 juin 1977, et aux Manuels de Chef de Chantier (routes bidirectionnelles ou routes à chaussées séparées selon les cas) et guides thématiques spécifiques (SETRA, CERTU).

La signalisation du chantier sera mise en place conformément aux mentions figurant sous l'article 2 du présent arrêté.

Article 7 : Pendant les périodes d'inactivité des chantiers, notamment de nuit et les jours non ouvrables, les signaux en place seront déposés quand les motifs ayant conduit à les implanter auront disparu (présence de personnel, d'engins ou d'obstacles).

Article 8 : Toute contravention au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

Article 9 : Les dispositions du présent arrêté prennent effet le jour de la signature du présent arrêté et prendront fin conformément aux dispositions des articles 3 et 4 ci-dessus et en tout état de cause pas avant la fin effective des travaux concrétisée par la levée de la signalisation.

Article 10 : Monsieur le Secrétaire général de la Préfecture de Meurthe et Moselle, Monsieur le Directeur Interdépartemental des Routes – Est, Monsieur le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de Meurthe et Moselle, Monsieur le Commandant de la CRS autoroutière Lorraine-Alsace, Monsieur le Commandant du Groupement Départemental de Gendarmerie de Meurthe et Moselle sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Une ampliation sera adressée pour affichage et/ou publication à :

- Messieurs les Maires des communes de Azerailles; Chenevières; Menil-Flin et Baccarat.

Une ampliation sera adressée pour information à :

- Monsieur le Commandant de la Région Militaire de Défense Nord-Est,
- Monsieur le Directeur du Centre Régional d'Information et de Coordination Routières Est,
- Monsieur le Directeur Départemental du Territoire (DDT) de Meurthe et Moselle,
- Monsieur le Président du Conseil Général de Meurthe et Moselle,
- Monsieur le Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours de Meurthe et Moselle,
- Monsieur le Directeur Départemental du Service d'Aide Médicale Urgente de Meurthe et Moselle,
- Monsieur le Directeur de l'hôpital de Nancy responsable du SMUR,
- Monsieur le Directeur de la société LINGENHELD ZI rue Amédée Bollé,
- Monsieur le responsable de la cellule juridique de la DIR-Est.

Moulins lès Metz, le 8 septembre 2011

Le Préfet du Département de la Meurthe et Moselle,
Pour le Préfet et par délégation,
L'Adjointe de la division d'exploitation de Metz,
Véronique CARPENTIER

Arrêté n° 2011-DIR-Est-M-54/55-071 en date du 8 septembre 2011 portant arrêté particulier pour la réglementation de la circulation au droit d'un « chantier non courant » sur le réseau routier national, hors agglomération, relatif aux travaux de purges localisées sur la RN 4, du PR 57+750 au PR 7+000

Le Préfet de Meurthe et Moselle,

Le Préfet de la Meuse,

VU le code de la voirie routière ;

VU le code de la route ;

VU le code de justice administrative ;

VU le code pénal ;

VU le code de procédure pénale ;

VU la loi N° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

VU le décret N° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;

VU l'arrêté du 24 novembre 1967 relatif à la signalisation des routes et autoroutes et l'ensemble des arrêtés modificatifs, ainsi que l'instruction interministérielle sur la signalisation routière approuvée par l'arrêté du 7 juin 1977 et l'ensemble des textes d'application (guides techniques spécifiques) ;

VU l'arrêté N° 2010-20 du 19 janvier 2010 du Préfet coordonnateur des itinéraires routiers – Est portant organisation de la direction interdépartementale des routes Est ;

VU l'arrêté préfectoral de délégation de signature N°11.BI.95 du 22 août 2011, accordant délégation de signature à Monsieur Georges TEMPEZ directeur interdépartemental des routes-Est, relative aux pouvoirs de police de la circulation sur le réseau routier national, aux pouvoirs de police de la conservation du domaine public routier national, aux pouvoirs de gestion du domaine public routier national et au pouvoir de représentation de l'Etat devant les juridictions.

VU l'arrêté de la DIR-Est N° 2011/DIR-Est/SG/CJ/54-02 du 22 août 2011 portant subdélégation de signature par Monsieur Georges TEMPEZ directeur interdépartemental des routes-Est, relative aux pouvoirs de police de la circulation sur le réseau routier national, aux pouvoirs de police de la conservation du domaine public routier national, aux pouvoirs de gestion du domaine public routier national et au pouvoir de représentation de l'Etat devant les juridictions civiles, pénales et administratives.

VU l'arrêté préfectoral de délégation de signature N° 2010-1923 du 1 septembre 2010, portant délégation de signature à Monsieur Georges TEMPEZ directeur interdépartemental des routes-Est, relative aux pouvoirs de police de la circulation sur le réseau routier national, aux pouvoirs de police de la conservation du domaine public routier national, aux pouvoirs de gestion du domaine public routier national et au pouvoir de représentation de l'Etat devant les juridictions

VU l'arrêté de la DIR-Est N° 2010/DIR-Est/SG/CJ/55-01 du 1 Septembre 2010 portant subdélégation de signature par Monsieur Georges TEMPEZ directeur interdépartemental des routes-Est, relative aux pouvoirs de police de la circulation sur le réseau routier national, aux pouvoirs de police de la conservation du domaine public routier national, aux pouvoirs de gestion du domaine public routier national et au pouvoir de représentation de l'Etat devant les juridictions civiles, pénales et administratives.

VU l'arrêté préfectoral du 18 septembre 2009 concernant les chantiers courants et réglementant la mise en œuvre des chantiers exécutés sur les réseaux autoroutiers et routiers nationaux non concédés.

VU l'arrêté préfectoral permanent du 20 juillet 2009 concernant les chantiers courants et réglementant la mise en œuvre des chantiers exécutés sur les réseaux autoroutiers et routiers nationaux non concédés.

VU la circulaire N° 96-14 du 6 février 1996 relative à l'exploitation sous chantier ;

VU le dossier d'exploitation en date du 16 août 2011 présenté par le district de Nancy ;

VU l'avis du Conseil Général de Meurthe-et-Moselle en date du 01 juillet 2011 ;

VU l'avis du Conseil Général de la Meuse en date du 05 juillet 2011 ;

VU l'avis du CISGT « Myrabel » en date du 06 septembre 2011 ;

VU l'avis du district de Nancy en date du 16 août 2011 ;

CONSIDERANT qu'il importe d'assurer la sécurité des usagers de la voie publique ainsi que celle des agents de la Direction Interdépartementale des Routes - Est, des concessionnaires ou opérateurs occupant le réseau routier national hors agglomération et des entreprises chargées de l'exécution des travaux, et de réduire autant que possible les entraves à la circulation, en réglementant la circulation à l'occasion du chantier particulier évoqué dans le présent arrêté ;

ARRETEMENT

Article 1er : Le présent arrêté particulier s'applique au chantier engagé et exécuté sur le réseau routier national dans les conditions définies à l'article 2.

Il réglemente la circulation aux abords de ce chantier et définit les mesures de restrictions qui seront mises en œuvre et signalées conformément à la réglementation en vigueur.

Il détermine également les mesures d'information des usagers qui devront être appliquées.

Article 2 : Un chantier particulier est engagé dans les conditions suivantes :

VOIE	RN 4	
POINTS REPÈRES PR. ET SENS	RN4 Meuse du PR57+750 au PR7+000	
SECTION	2X2	
NATURE DES TRAVAUX	Purges localisées	
PERIODE GLOBALE	Du 12 septembre au 23 septembre hors intempéries	
SYSTEME D'EXPLOITATION	Basculement de circulation. Fermeture de bretelles avec déviation de circulation.	
SIGNALISATION TEMPORAIRE	A LA CHARGE DE : - CEI de Ligny en Barrois	MISE EN PLACE PAR : - CEI de Ligny en Barrois

Article 3 : Les travaux seront réalisés conformément au plan de phasage ci-dessous :

N°	DATE	PR. ET SENS	DESCRIPTION DES TRAVAUX	DEVIATION MISE EN PLACE
Phase N°1	Semaine 37	Sens plus AK5 PR 56+500	Neutralisation de la voie de gauche	Phase 1 semaine 37 : Fermeture de la bretelle Nancy Pagny sur Meuse: la circulation continuera sur la RN4 en direction de Paris sortira au niveau de Trousey, pour reprendre la direction de Nancy via la RD36 et retrouver à l'échangeur de Pagny sur Meuse. Fermeture de la bretelle Pagny sur Meuse Paris : la circulation sera déviée en direction de Nancy, sortira à L'échangeur de Foug pour reprendre la RN4 en direction de Paris via la RD 11.
		Sens moins AK5 PR 0+000	Neutralisation de la voie de gauche	
		ITPC PR 57+750	basculement circulation du sens 2 sur le sens 1	
		ITPC PR 60+800		
Phase N°2	Semaine 38	Sens plus AK5 PR 59+200	Neutralisation de la voie de gauche	Phase 2 semaine 38 : Fermeture Bretelle Nancy Foug : La circulation continuera sur la RN4 en direction de Paris, sortira à l'échangeur de Pagny sur Meuse pour reprendre la direction de Nancy via la RD 36 et retrouver la sortie de Foug. Fermeture de la bretelle Foug Paris : Les usagers emprunteront la RN4 en direction de Nancy via la RD 11 jusque l'échangeur de Toul pour reprendre la direction de Paris via la RD 960.
		Sens moins AK5 PR 8-900	Neutralisation de la voie de gauche	
		ITPC PR 6+800	basculement circulation du sens 2 sur le sens 1	
		ITPC PR 3+050	Vitesse limitée à 90 km/h en section courante et 50km/h dans le basculement. Interdiction de doubler.	

Article 4 : En cas d'intempéries ou de problèmes techniques, les travaux prévus à l'article 2 sont susceptibles d'être reportés du nombre de jours d'intempéries ou nécessaires à la résolution des problèmes techniques. Ces dispositions sont aussi applicables au phasage des travaux de l'article 3.

Les dispositions d'exploitation de la circulation cesseront à la fin effective des travaux concrétisée par la levée de la signalisation.

Article 5 : Ce chantier fera l'objet des mesures de publicité et d'information du public suivantes :

- publication et/ou affichage du présent arrêté au sein des communes de TROUSSEY, PAGNY-SUR-MEUSE, LAY-SAINT-REMY, FOUG, CHOLOY-MENILLOT, DOMGERMAIN et TOUL,
- affichage à chaque extrémité de la zone des travaux,
- mise en place de la signalisation de police conforme aux instructions contenues dans le présent arrêté,
- diffusion de l'information aux usagers par l'intermédiaire d'un communiqué de presse.

Article 6 : La signalisation du chantier sera conforme à l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 relatif à la signalisation des routes et des autoroutes et ses arrêtés modificatifs, à l'instruction interministérielle sur la signalisation routière approuvée par l'arrêté du 7 juin 1977, et aux Manuels de Chef de Chantier (routes bidirectionnelles ou routes à chaussées séparées selon les cas) et guides thématiques spécifiques (SETRA, CERTU).

La signalisation du chantier sera mise en place conformément aux mentions figurant sous l'article 2 du présent arrêté.

Article 7 : Pendant les périodes d'inactivité des chantiers, notamment de nuit et les jours non ouvrables, les signaux en place seront déposés quand les motifs ayant conduit à les implanter auront disparu (présence de personnel, d'engins ou d'obstacles).

Article 8 : Toute contravention au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

Article 9 : Les dispositions du présent arrêté prennent effet le jour de la signature du présent arrêté et prendront fin conformément aux dispositions des articles 3 et 4 ci-dessus et en tout état de cause pas avant la fin effective des travaux concrétisée par la levée de la signalisation.

Article 10 : Monsieur le Secrétaire général de la Préfecture de Meurthe et Moselle, Monsieur le Secrétaire général de la Préfecture de la Meuse, Monsieur le Directeur Interdépartemental des Routes – Est, Monsieur le Commandant du Groupement Départemental de Gendarmerie de Meurthe et Moselle, Monsieur le Commandant du Groupement Départemental de Gendarmerie de la Meuse sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Une ampliation sera adressée pour affichage et/ou publication à :

- Messieurs les Maires des communes de TROUSSEY, PAGNY-SUR-MEUSE, LAY-SAINT-REMY, FOUG, CHOLOY-MENILLOT, DOMGERMAIN et TOUL.

Une ampliation sera adressée pour information à :

- Monsieur le Commandant de la Région Militaire de Défense Nord-Est,
- Monsieur le Directeur du Centre Régional d'Information et de Coordination Routières Est,
- Monsieur le Directeur Départemental du Territoire (DDT) de Meurthe et Moselle,
- Monsieur le Directeur Départemental du Territoire (DDT) de la Meuse,
- Monsieur le Président du Conseil Général de Meurthe et Moselle,
- Monsieur le Président du Conseil Général de la Meuse,
- Monsieur le Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours de Meurthe et Moselle,
- Monsieur le Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours de la Meuse,
- Monsieur le Directeur Départemental du Service d'Aide Médicale Urgente de Meurthe et Moselle,
- Monsieur le Directeur Départemental du Service d'Aide Médicale Urgente de la Meuse,
- Monsieur le Directeur de l'hôpital de Nancy responsable du SMUR,
- Monsieur le Directeur de l'hôpital de Bar-le-Duc responsable du SMUR,
- Monsieur le Directeur de la société SCREG EST,
- Monsieur le responsable de la cellule juridique de la DIR-Est.

Moulins lès Metz, le 8 septembre 2011

Le Préfet du Département de la Meurthe et Moselle,
Le Préfet du Département de la Meuse,
Pour le Préfet et par délégation,
L'Adjointe au chef de la division d'exploitation de Metz,
Véronique CARPENTIER

Arrêté n° 2011-DIR-Est-M-54-073 en date du 9 septembre 2011 portant arrêté particulier pour la réglementation de la circulation au droit d'un « chantier non courant » sur le réseau routier national, hors agglomération, relatif aux travaux de réhabilitation de chaussée sur A 31, du PR 253,000 au PR 249,500

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code de la voirie routière ;

VU le code de la route ;

VU le code de justice administrative ;

VU le code pénal ;

VU le code de procédure pénale ;

VU la loi N° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

VU le décret N° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;

VU l'arrêté du 24 novembre 1967 relatif à la signalisation des routes et autoroutes et l'ensemble des arrêtés modificatifs, ainsi que l'instruction interministérielle sur la signalisation routière approuvée par l'arrêté du 7 juin 1977 et l'ensemble des textes d'application (guides techniques spécifiques) ;

VU l'arrêté N° 2010-20 du 19 janvier 2010 du Préfet coordonnateur des itinéraires routiers – Est portant organisation de la direction interdépartementale des routes Est ;

VU l'arrêté préfectoral de délégation de signature N°11.BI.95 du 22 août 2011, accordant délégation de signature à Monsieur Georges TEMPEZ directeur interdépartemental des routes-Est, relative aux pouvoirs de police de la circulation sur le réseau routier national, aux pouvoirs de police de la conservation du domaine public routier national, aux pouvoirs de gestion du domaine public routier national et au pouvoir de représentation de l'Etat devant les juridictions ;

VU l'arrêté de la DIR-Est N° 2011/DIR-Est/SG/CJ/54-02 du 22 août 2011 portant subdélégation de signature par Monsieur Georges TEMPEZ directeur interdépartemental des routes-Est, relative aux pouvoirs de police de la circulation sur le réseau routier national, aux pouvoirs de police de la conservation du domaine public routier national, aux pouvoirs de gestion du domaine public routier national et au pouvoir de représentation de l'Etat devant les juridictions civiles, pénales et administratives ;

VU l'arrêté préfectoral du 18 septembre 2009 concernant les chantiers courants et réglementant la mise en œuvre des chantiers exécutés sur les réseaux autoroutiers et routiers nationaux non concédés ;

VU la circulaire N° 96-14 du 6 février 1996 relative à l'exploitation sous chantier ;

VU le dossier d'exploitation en date du 11/08/2011 présenté par le district de Metz ;

VU l'avis du CG54 en date du 24/08/2011 ;

VU l'information de la commune de Dieulouard ;

VU l'information de la Communauté Urbaine du Grand Nancy ;

VU l'information de la commune de Belleville ;

VU l'avis du CISGT « Myrabel » en date du 23/08/ 2011 ;

VU l'information du CRICR ;

VU l'avis du district de Metz en date du 11/08/2011 ;

CONSIDÉRANT qu'il importe d'assurer la sécurité des usagers de la voie publique ainsi que celle des agents de la Direction Interdépartementale des Routes - Est, des concessionnaires ou opérateurs occupant le réseau routier national hors agglomération et des entreprises chargées de l'exécution des travaux, et de réduire autant que possible les entraves à la circulation, en réglementant la circulation à l'occasion du chantier particulier évoqué dans le présent arrêté ;

ARRETE

Article 1er : Le présent arrêté particulier s'applique au chantier engagé et exécuté sur le réseau routier national dans les conditions définies à l'article 2.

Il réglemente la circulation aux abords de ce chantier et définit les mesures de restrictions qui seront mises en œuvre et signalées conformément à la réglementation en vigueur.

Il détermine également les mesures d'information des usagers qui devront être appliquées.

Article 2 : Un chantier particulier est engagé dans les conditions suivantes :

VOIE	Autoroute A31	
POINTS REPERES (PR)	PR 253 à 249+500	
SENS	BEAUNE=>LUXEMBOURG et LUXEMBOURG=>BEAUNE	
SECTION	Courante et échangeur de Laxou n°19	
NATURE DES TRAVAUX	- fraisage à -6 cm et mise en œuvre de 6 cm de BBSG - renforcement voie spécifique PL	
PERIODE GLOBALE	3 semaines du 12 au 30 septembre 2011	
SYSTEME D'EXPLOITATION	- basculement total d'un sens de circulation dans le sens opposé - fermeture de bretelle de sortie avec déviations - neutralisation de voie de droite	
SIGNALISATION TEMPORAIRE	A LA CHARGE DE : - District de Metz	MISE EN PLACE PAR : - CEI de Champigneulle

Article 3 : Les travaux seront réalisés conformément au plan de phasage ci-dessous :

N°	DATE/HEURE	PR ET SENS	SYSTEMES D'EXPLOITATION	RESTRICTIONS DE CIRCULATION
1	Nuits du : 12 au 13, 13 au 14 septembre, Horaires: de 21h à 6h	Du PR 255+100 au PR 248+500 Sens 2 LUXEMBOURG/ BEAUNE	- Basculement de la circulation du sens Luxembourg/Beaune sur le sens Beaune /Luxembourg entre les ITPC située au PR 253+400 et au PR 249+600, Dans le sens Luxembourg/Beaune, la bretelle de sortie de l'autoroute A31 vers l'échangeur n°19 de Laxou-Gentilly sera coupée à la circulation	Circulation sur une voie dans les 2 sens de circulation avec limitation de vitesse à 90 km/h et ponctuellement à 50 km/h au droit des 2 bascullements de chaussées. Mise en place d'une déviation en poursuivant sur A31 jusqu'à l'échangeur de Velaine n°17 pour reprendre A31 en direction de Metz et sortir à l'échangeur n°18 en direction de Laxou.
	Nuit du : 14 au 15 septembre, Horaires: de 21h à 6h	Du PR 255+100 au PR 2+000 d'A33 Sens 2 LUXEMBOURG/ BEAUNE	- Basculement de la circulation du sens Luxembourg/Beaune sur le sens Beaune /Luxembourg entre les ITPC située au PR 253+400 et au PR 1+000 d'A33 Dans le sens Luxembourg/Beaune, la bretelle de sortie de l'autoroute A31 vers l'échangeur n°19 de Laxou-Gentilly sera coupée à la circulation, ainsi que la bifurcation A31 Metz vers Toul. La bretelle d'entrée de Laxou (échangeur n°18) vers A33 Strasbourg sera également fermée	Circulation sur une voie dans les 2 sens de circulation avec limitation de vitesse à 90 km/h et ponctuellement à 50 km/h au droit des 2 bascullements de chaussées. Mise en place d'une déviation en poursuivant sur A33 jusqu'à l'échangeur de Brabois n°2 pour reprendre A33 en direction de Metz et soit sortir à l'échangeur n°18 en direction de Laxou, soit prendre la bifurcation A33 Strasbourg vers A31 Toul Mise en place d'une déviation via A31 direction Toul et demi-tour à l'échangeur de Velaine N°17 d'A31 pour récupérer ensuite la bifurcation A31 vers A33 Strasbourg.
2	Du 15 au 19 septembre	Du PR 253+000 au PR 249+500 Sens 2 LUXEMBOURG/ BEAUNE	- circulation sur chaussée fraisée, signalisation horizontale provisoire (jaune)	Vitesse limitée à 70 km/h
3	Nuits du : 19 au 20, 20 au 21, 21 au 22, 22 au 23, 23 au 24 septembre, Horaires: de 21h à 6h	Du PR 255+100 au PR 2+000 d'A33 Sens 2 LUXEMBOURG/ BEAUNE	- Basculement de la circulation du sens Luxembourg/Beaune sur le sens Beaune /Luxembourg entre les ITPC située au PR 253+400 et au PR 1+000 d'A33 Dans le sens Luxembourg/Beaune, la bretelle de sortie de l'autoroute A31 vers l'échangeur n°19 de Laxou-Gentilly sera coupée à la circulation, ainsi que la bifurcation A31 Metz vers Toul La bretelle d'entrée de Laxou (échangeur n°18) vers A33 Strasbourg sera également fermée	Circulation sur une voie dans les 2 sens de circulation avec limitation de vitesse à 90 km/h et ponctuellement à 50 km/h au droit des 2 bascullements de chaussées. Mise en place d'une déviation en poursuivant sur A33 jusqu'à l'échangeur de Brabois n°2 pour reprendre A33 en direction de Metz et soit sortir à l'échangeur n°18 en direction de Laxou, soit prendre la bifurcation A33 Strasbourg vers A31 Toul Mise en place d'une déviation via A31 direction Toul et demi-tour à l'échangeur de Velaine N°17 d'A31 pour récupérer ensuite la bifurcation A31 vers A33 Strasbourg.
3 bis	Journées du 20, 21, 22, et 23 septembre	Du PR 253+000 au PR 249+500 Sens 2 LUXEMBOURG/ BEAUNE	- circulation sur chaussée fraisée, signalisation horizontale provisoire (jaune) - voie spéciale PL neutralisée	- VD maintenue à 3,50 m - VG réduite à 2,80 m - vitesse limitée à tous les véhicules à 70 km/h - interdiction de doubler pour les + de 3,5 T
4	Nuits du : 26 au 27, 27 au 28, 28 au 29, 29 au 30 septembre, Horaires: de 21h à 6h	Du PR 255+100 au PR 2+000 d'A33 Sens 2 LUXEMBOURG/ BEAUNE	- Basculement de la circulation du sens Luxembourg/Beaune sur le sens Beaune /Luxembourg entre les ITPC située au PR 253+400 et au PR 1+000 d'A33 Dans le sens Luxembourg/Beaune, la bretelle de sortie de l'autoroute A31 vers l'échangeur n°19 de Laxou-Gentilly sera coupée à la circulation, ainsi que la bifurcation A31 Metz vers Toul. La bretelle d'entrée de Laxou (échangeur n°18) vers A33 Strasbourg sera également fermée.	Circulation sur une voie dans les 2 sens de circulation avec limitation de vitesse à 90 km/h et ponctuellement à 50 km/h au droit des 2 bascullements de chaussées. Mise en place d'une déviation en poursuivant sur A33 jusqu'à l'échangeur de Brabois n°2 pour reprendre A33 en direction de Metz et soit sortir à l'échangeur n°18 en direction de Laxou, soit prendre la bifurcation A33 Strasbourg vers A31 Toul. Mise en place d'une déviation via A31 direction Toul et demi-tour à l'échangeur de Velaine N°17 d'A31 pour récupérer ensuite la bifurcation A31 vers A33 Strasbourg.

Article 4 : En cas d'intempéries ou de problèmes techniques, les travaux prévus à l'article 2 sont susceptibles d'être reportés du nombre de jours d'intempéries ou nécessaires à la résolution des problèmes techniques. Ces dispositions sont aussi applicables au phasage des travaux de l'article 3.

Les dispositions d'exploitation de la circulation cesseront à la fin effective des travaux concrétisée par la levée de la signalisation.

Article 5 : Ce chantier fera l'objet des mesures de publicité et d'information du public suivantes :

- affichage à chaque extrémité de la zone des travaux,
- mise en place de la signalisation de police conforme aux instructions contenues dans le présent arrêté,
- diffusion de l'information aux usagers par l'intermédiaire des médias et d'un communiqué de presse.

Article 6 : La signalisation du chantier sera conforme à l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 relatif à la signalisation des routes et des autoroutes et ses arrêtés modificatifs, à l'instruction interministérielle sur la signalisation routière approuvée par l'arrêté du 7 juin 1977, et aux Manuels de Chef de Chantier (routes bidirectionnelles ou routes à chaussées séparées selon les cas) et guides thématiques spécifiques (SETRA, CERTU).

La signalisation du chantier sera mise en place conformément aux mentions figurant sous l'article 2 du présent arrêté.

Article 7 : Pendant les périodes d'inactivité des chantiers, notamment de nuit et les jours non ouvrables, les signaux en place seront déposés quand les motifs ayant conduit à les implanter auront disparu (présence de personnel, d'engins ou d'obstacles).

Article 8 : Toute contravention au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

Article 9 : Les dispositions du présent arrêté prennent effet le jour de la signature du présent arrêté et prendront fin conformément aux dispositions des articles 3 et 4 ci-dessus et en tout état de cause pas avant la fin effective des travaux concrétisée par la levée de la signalisation.

Article 10 : Monsieur le Secrétaire général de la Préfecture de Meurthe et Moselle, Monsieur le Directeur Interdépartemental des Routes – Est, Monsieur le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de Meurthe et Moselle, Monsieur le Commandant de la CRS autoroutière Lorraine-Alsace, Monsieur le Commandant du Groupement Départemental de Gendarmerie de Meurthe et Moselle sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Une ampliation sera adressée pour information à :

- Monsieur le Commandant de la Région Militaire de Défense Nord-Est,
- Monsieur le Directeur du Centre Régional d'Information et de Coordination Routières Est,
- Monsieur le Directeur Départemental du Territoire (DDT) de Meurthe et Moselle,
- Monsieur le Président du Conseil Général de Meurthe et Moselle,
- Monsieur le Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours de Meurthe et Moselle,
- Monsieur le Directeur Départemental du Service d'Aide Médicale Urgente de Meurthe et Moselle,
- Monsieur le Directeur de l'hôpital de Nancy responsable du SMUR,
- Monsieur le Directeur de Eurovia,
- Monsieur le responsable de la cellule juridique de la DIR-Est.

Le Préfet du Département de la Meurthe et Moselle,
Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur de la DIR-Est,
Georges TEMPEZ

AGENCE REGIONALE DE SANTE DE LORRAINE

DELEGATION TERRITORIALE DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Etablissements de santé

Arrêté ARS-DT 54 N° 119/2011 du 6 septembre 2011 modifiant l'arrêté N° 117/2011 du 31 août 2011, portant fixation des tarifs de prestations applicables au Centre Hospitalier de Briey au 1er juillet 2011 - N° FINESS Entité juridique : 540 000 767 - N° FINESS Etablissement : 540 001 070

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de la sécurité sociale, notamment les articles L.162-22-12, L.162-22-14, L.174-1, L.174-4, L.162-22-16, R.162-32 à R.162-32-2 ;

VU le code de la santé publique, notamment les articles L.6145-1 et suivants ;

VU la loi n°2003-1199 du 18 décembre 2003 modifiée et notamment son article 33 ;

VU la loi n°2009-879 du 21 juillet 2009, portant réforme de l'Hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires ;

VU la loi n°2010-1594 du 20 décembre 2010 de financement de la sécurité sociale pour 2011 ;

VU l'ordonnance n° 2005-406 du 2 mai 2005 simplifiant le régime juridique des établissements de santé ;

VU le décret n° 2005-30 du 14 janvier 2005 modifié, relatif au budget des établissements de santé ;

VU le décret n° 2005-840 du 20 juillet 2005, relatif à la sixième partie (dispositions réglementaires) du code de la santé publique et modifiant certaines dispositions de ce code ;

VU le décret n° 2005-1474 du 30 novembre 2005, relatif à l'état des prévisions de recettes et de dépenses des établissements de santé ;

VU l'arrêté du 1er mars 2011, fixant pour l'année 2011, les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L.162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;

VU le décret n° 2010-425 du 29 avril 2010 relatif à l'organisation financière et à l'investissement immobilier des établissements de santé ;

VU l'arrêté du 29 mars 2011 fixant pour l'année 2011 les dotations régionales mentionnées à l'article L.174-1-1 du code de la sécurité sociale et les dotations régionales de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation ;

VU la circulaire n° DGOS/R1/2011/125 du 30 mars 2011 relative à la campagne tarifaire 2011 des établissements de santé ;

VU l'arrêté ARS/DT 54 N°28 /2011 du 5 mai 2011 fixant les produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versés au centre hospitalier de Briey pour l'exercice 2011 ;

VU l'arrêté ARS n° 2011/265 en date du 11 juillet 2011, portant délégation de signature du directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine ;

VU le courrier d'approbation du 31 août 2011 du directeur général de l'agence régionale de Santé de Lorraine ;

VU l'arrêté ARS-DT54 N° 117/2011 du 31 août 2011 portant fixation des tarifs de prestations applicables au centre hospitalier de Briey à effet du 1er juillet 2011 ;

ARRETE

Article 1er : L'article 1er de l'arrêté ARS-DT N° 117/2011 du 31 août 2011, susvisé, est modifié ainsi qu'il suit :

A partir du 1er juillet 2011 seront appliqués pour la facturation des soins, l'hébergement des malades non couverts par les régimes d'assurance maladie et pour le calcul de la participation laissée à la charge des assurés, les tarifs journaliers de prestations suivants :

Hospitalisation complète	
11 : Médecine et spécialités médicales	1 012.00 €
20 : Unité de soins continus	1 296.00 €
12 : Chirurgie et spécialités chirurgicales	1 250.00 €
13 : Psychiatrie	638.00 €
30 : Soins de suite	435.00 €
31 : Médecine physique et réadaptation	798.00 €
Hospitalisation incomplète	
33 : Psychiatrie- placement familial thérapeutique	444.00 €
54 : Psychiatrie –hospitalisation de jour adultes	571.00 €
55 : Psychiatrie –hospitalisation de jour enfants	571.00 €
56 : Médecine physique et réadaptation	529.00 €
60 : Psychiatrie –hospitalisation de nuit	213.00 €
50 : Hospitalisation de jour	983.00 €
90 : Chirurgie ambulatoire	1 250.00 €
Transports médicalisés	
SMUR terrestre (par demi-heure médicalisée)	420.44 €

Article 2 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au greffe du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale (4, rue Bénit - 54035 – NANCY CEDEX), dans un délai d'un mois franc à compter de sa notification ou de sa publication conformément aux dispositions des articles L 351-1 à L 351-8 du code de l'action sociale et des familles.

Article 3 : Le Délégué Territorial de Meurthe et Moselle et la Directrice du centre hospitalier de Briey, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié aux Organismes de Sécurité Sociale et inséré au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe et Moselle.

Pour le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine et par délégation,
Le Délégué Territorial,
Philippe ROMAC

Arrêté ARS-DT 54 N° 120/2011 du 6 septembre 2011 modifiant l'arrêté N° 110 du 19 août 2011, portant fixation du tarif de prestation applicable au Centre Hospitalier de Toul au 1er août 2011 - N° FINESS Entité juridique : 540 000 049 - N° FINESS Etablissement : 540 000 023

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de la sécurité sociale, notamment les articles L.162-22-12, L.162-22-14, L.174-1, L.174-4, L.162-22-16, R.162-32 à R.162-32-2 ;
VU le code de la santé publique, notamment les articles L.6145-1 et suivants ;
VU la loi n°2003-1199 du 18 décembre 2003 modifiée et notamment son article 33 ;
VU la loi n°2009-879 du 21 juillet 2009, portant réforme de l'Hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires ;
VU la loi n°2010-1594 du 20 décembre 2010 de financement de la sécurité sociale pour 2011 ;
VU l'ordonnance n° 2005-406 du 2 mai 2005 simplifiant le régime juridique des établissements de santé ;
VU le décret n° 2005-30 du 14 janvier 2005 modifié, relatif au budget des établissements de santé ;
VU le décret n° 2005-840 du 20 juillet 2005, relatif à la sixième partie (dispositions réglementaires) du code de la santé publique et modifiant certaines dispositions de ce code ;
VU le décret n° 2005-1474 du 30 novembre 2005, relatif à l'état des prévisions de recettes et de dépenses des établissements de santé ;
VU l'arrêté du 1er mars 2011, fixant pour l'année 2011, les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L.162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;
VU le décret n° 2010-425 du 29 avril 2010 relatif à l'organisation financière et à l'investissement immobilier des établissements de santé ;
VU l'arrêté du 29 mars 2011 fixant pour l'année 2011 les dotations régionales mentionnées à l'article L.174-1-1 du code de la sécurité sociale et les dotations régionales de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation ;
VU la circulaire n° DGOS/R/1/2011/125 du 30 mars 2011 relative à la campagne tarifaire 2011 des établissements de santé ;
VU l'arrêté ARS/DT 54 N°27 /2011 du 5 mai 2011 fixant les produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versés au centre hospitalier de Toul pour l'exercice 2011 ;
VU l'arrêté ARS n° 2011/265 en date du 11 juillet 2011, portant délégation de signature du directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine ;
VU le courrier d'approbation du 4 août 2011 du directeur général de l'agence régionale de Santé de Lorraine ;
VU l'arrêté ARS-DT54 N° 110/2011 du 19 août 2011, portant fixation des tarifs de prestations applicables au centre hospitalier de Toul, à effet du 1er août 2011 ;

ARRETE

Article 1er : L'article 1er de l'arrêté N° 110/2011 du 19 août, susvisé, est modifié ainsi qu'il suit :

A partir du 1er août 2011 seront appliqués pour la facturation des soins, l'hébergement des malades non couverts par les régimes d'assurance maladie et pour le calcul de la participation laissée à la charge des assurés, les tarifs journaliers de prestations suivants:

Hospitalisation complète	
11 : Médecine	604.00 €
12 : Chirurgie et gynécologie obstétrique	906.00 €
Hospitalisation de jour	
90 : Chirurgie ambulatoire	749.00 €
50 : Médecine ou gynéco-obstétrique	521.00 €
Transports médicalisés	
SMUR terrestre (par demi-heure médicalisée)	618.00 €

Article 2 : Les malades admis dans les conditions prévues à l'article R. 1112-18 du Code de la Santé Publique sont redevables envers le Centre hospitalier de Toul d'une majoration tarifaire fixée à

* 40.00 € par jour pour le supplément régime particulier

* 40.00 € par jour pour la structure libérale d'hospitalisation

Article 3 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au greffe du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale (4, rue Bénit - 54035 – NANCY CEDEX), dans un délai d'un mois franc à compter de sa notification ou de sa publication conformément aux dispositions des articles L 351-1 à L 351-8 du code de l'action sociale et des familles.

Article 4 : Le Délégué Territorial de Meurthe et Moselle et le Directeur du centre hospitalier de Toul, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié aux Organismes de Sécurité Sociale et inséré au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe et Moselle.

Pour le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine et par délégation,
Le Délégué Territorial,
Philippe ROMAC

DIRECTION DE LA PERFORMANCE ET DE LA GESTION DU RISQUE
Service produits de santé et biologie

Arrêté ARS n° 2011/299 du 17 août 2011 relatif à la fermeture de la pharmacie à usage intérieur des Hôpitaux Maringer Villemain Fournier - CHU de Nancy - sis à Nancy - N° FINESS Entité juridique : 54 000 207 8 - N° FINESS Etablissement : 54 000 302 7

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le Code de la Santé Publique, notamment les articles L. 5126-7, L. 5126-14, L.6141-7-1, R. 5126-1 à R. 5126-3, R. 5126-8 à R. 5126-21 ;
VU l'arrêté ministériel du 22 juin 2001 relatif aux bonnes pratiques de pharmacie hospitalière ;
VU les Bonnes Pratiques de Préparation (bulletin officiel n° 2007/7 bis) ;
VU la licence n° 141 accordée par le Préfet de Meurthe-et-Moselle aux Hospices civils de Nancy, pour exploiter une officine de pharmacie, en date du 24 décembre 1946 ;
VU l'arrêté ARH n°78 du 2 décembre 2004 relatif à l'autorisation de la vente au public de spécialités pharmaceutiques par les pharmacies à usage intérieur des établissements de santé, accordée aux Hôpitaux Maringer Villemain Fournier de Nancy ;
CONSIDÉRANT la demande de suppression de la pharmacie à usage intérieur Hôpitaux Maringer Villemain Fournier située au 34-36 quai de la Bataille à Nancy, présentée par le Centre Hospitalier Universitaire de Nancy ;
CONSIDÉRANT le projet de restructuration du Centre Hospitalier Universitaire de Nancy impliquant la fermeture du site des Hôpitaux Maringer Villemain Fournier situé à Nancy ;
CONSIDÉRANT le rapport d'instruction du 16 août 2011 établi par le Pharmacien Inspecteur de Santé Publique de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine ;

ARRETE

Article 1er : La pharmacie à usage intérieur des Hôpitaux Maringer Villemain Fournier, établissements du Centre Hospitalier Universitaire de Nancy, est fermée à compter du 1er octobre 2010. Son autorisation de fonctionnement est abrogée à la même date.

Article 2 : Toutes dispositions contraires au présent arrêté sont abrogées.

Article 3 : Les dispositions du présent arrêté pourront faire l'objet d'un recours dans un délai de deux mois :

- auprès du Ministre du Travail, de l'Emploi et de la Santé – Direction générale de l'offre de soins – 14 avenue Duquesne – 75350 PARIS 07 SP – pour le recours hiérarchique,
- devant le Tribunal Administratif de Nancy – 5, place Carrière – 54036 NANCY CEDEX – pour le recours contentieux.

Article 4 : Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au Directeur de l'établissement et au Directeur général de l'AFSSAPS, et publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 17 août 2011

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,
Jean-François BENEVEISE

Arrêté ARS n° 2011/300 du 17 août 2011 relatif à la fermeture de la pharmacie à usage intérieur de l'Hôpital Jeanne d'Arc - CHU de Nancy - sis à Dommartin-lès-Toul - N° FINESS Entité juridique : 54 000 207 8 - N° FINESS Etablissement : 54 000 208 6

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le Code de la Santé Publique, notamment les articles L. 5126-7, L. 5126-14, L.6141-7-1, R. 5126-1 à R. 5126-3, R. 5126-8 à R. 5126-21 ;
VU l'arrêté ministériel du 22 juin 2001 relatif aux Bonnes Pratiques de Pharmacie Hospitalière ;
VU les Bonnes Pratiques de Préparation (bulletin officiel n° 2007/7 bis) ;
VU la licence n°357 accordée par le Préfet de Meurthe-et-Moselle à l'Hôpital Jeanne d'Arc sis à Dommartin-lès-Toul, établissement du Centre Hospitalier Régional de Nancy, pour ouvrir une pharmacie réservée à son usage particulier intérieur, en date du 8 mai 1970 ;
VU l'arrêté ARH n°81 du 2 décembre 2004 relatif à l'autorisation de la vente au public de spécialités pharmaceutiques par les pharmacies à usage intérieur des établissements de santé, accordée à l'Hôpital Jeanne d'Arc de Dommartin-lès-Toul ;
CONSIDÉRANT la demande de suppression de la pharmacie à usage intérieur de l'Hôpital Jeanne d'Arc située Route nationale 4 – BP 90303 à Toul (54201) présentée par le Centre Hospitalier Universitaire de Nancy ;
CONSIDÉRANT le projet de restructuration du Centre Hospitalier Universitaire de Nancy impliquant la fermeture du site de l'Hôpital Jeanne d'Arc situé à Dommartin-lès-Toul ;
CONSIDÉRANT le rapport d'instruction du 16 août 2011 établi par le Pharmacien Inspecteur de Santé Publique de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine ;

ARRETE

Article 1er : La pharmacie à usage intérieur de l'Hôpital Jeanne d'Arc à Dommartin-lès-Toul est fermée à compter du 1er février 2011. Son autorisation de fonctionnement est abrogée à la même date.

Article 2 : Toutes dispositions contraires au présent arrêté sont abrogées.

Article 3 : Les dispositions du présent arrêté pourront faire l'objet d'un recours dans un délai de deux mois :

- auprès du Ministre du Travail, de l'Emploi et de la Santé – Direction générale de l'offre de soins – 14 avenue Duquesne – 75350 PARIS 07 SP – pour le recours hiérarchique,
- devant le Tribunal Administratif de Nancy – 5, place Carrière – 54036 NANCY CEDEX – pour le recours contentieux.

Article 4 : Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au Directeur de l'établissement et au Directeur général de l'AFSSAPS, et publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle

Nancy, le 17 août 2011

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,
Jean-François BENEVEISE

**DIRECTION REGIONALE DES ENTREPRISES, DE LA CONCURRENCE,
DE LA CONSOMMATION, DU TRAVAIL ET DE L'EMPLOI DE LORRAINE**

Arrêté n° 46/2011 du 12 septembre 2011 portant subdélégation de signature en faveur du Responsable de l'Unité Territoriale de Meurthe-et-Moselle de la Direccte Lorraine

Le Directeur Régional des Entreprises, de la Concurrence, de la Consommation, du Travail et de l'Emploi de Lorraine,

VU le code du travail ;

VU le code de commerce ;

VU le code de la consommation ;
VU le code du tourisme ;
VU le code de la sécurité sociale ;
VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;
VU la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'Etat ;
VU la loi d'orientation n° 92-125 du 6 février 1992 modifiée relative à l'administration territoriale de la République ;
VU le décret n° 92-604 du 1er juillet 1992 modifié portant charte de la déconcentration ;
VU le décret n° 97-34 du 15 janvier 1997 relatif à la déconcentration des décisions administratives individuelles ;
VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004, modifié par le décret n° 2010-146 du 16 février 2010, relatif aux pouvoirs des Préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et les départements ;
VU le décret n° 2009-360 du 31 mars 2009 relatif aux emplois de direction de l'administration territoriale de l'Etat ;
VU le décret n° 2009-1377 du 10 novembre 2009 relatif à l'organisation et aux missions des directions régionales des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi ;
VU le décret du 25 novembre 2010 nommant M. Christian GALLIARD de LAVERNEE, Préfet de la région Lorraine, Préfet de la zone de défense et de sécurité Est, Préfet de la Moselle ;
VU le décret du Président de la République du 22 juillet 2011 nommant M. Raphaël BARTOLT, Préfet de Meurthe-et-Moselle ;
VU l'arrêté de la ministre de l'économie, de l'industrie et de l'emploi et du ministre du travail, des relations sociales, de la famille, de la solidarité et de la ville en date du 9 février 2010 nommant M. Serge LEROY, Directeur Régional des Entreprises, de la Consommation, de la Concurrence, du Travail et de l'Emploi de Lorraine ;
VU l'arrêté n° 2011-20 en date du 03 janvier 2011 du Préfet de la Région Lorraine portant délégation de signature à M. Serge LEROY, Directeur Régional des Entreprises, de la Consommation, de la Concurrence, du Travail et de l'Emploi de Lorraine relative au fonctionnement du service ;
VU l'arrêté préfectoral n° 11.BI.88 du 22 août 2011 du Préfet de Meurthe-et-Moselle portant délégation de signature à M. Serge LEROY, en qualité de Directeur Régional des Entreprises, de la Consommation, de la Concurrence, du Travail et de l'Emploi de Lorraine ;
VU l'arrêté interministériel du 30 mai 2011 nommant M. Philippe SOLD, responsable de l'Unité Territoriale de Meurthe-et-Moselle de la Direccte Lorraine ;

ARRETE

Article 1er : Délégation est donnée à M. Philippe SOLD, Responsable de l'Unité Territoriale de Meurthe-et-Moselle de la Direccte Lorraine, à l'effet de signer les actes, décisions et correspondances relevant des attributions de la Direction Régionale des Entreprises, de la Consommation, de la Concurrence, du Travail et de l'Emploi (Direccte) de Lorraine dans les domaines visés au paragraphe 1 -travail/emploi- de l'article 1er de l'arrêté susvisé n° 11.BI.88 du 22 août 2011 du Préfet de Meurthe-et-Moselle.

Article 2 : Délégation est donnée à M. Philippe SOLD, Responsable de l'Unité Territoriale de Meurthe-et-Moselle de la Direccte Lorraine à l'effet de signer les actes, décisions et correspondances relevant des attributions de la Direction Régionale des Entreprises, de la Consommation, de la Concurrence, du Travail et de l'Emploi de Lorraine et relatives à la gestion des personnels dans les domaines suivants :

- affectation fonctionnelle des personnels au sein de l'unité territoriale ;
- gestion courante des personnels de l'unité territoriale notamment, organisation générale, attribution des congés annuels, de maladie, de formation professionnelle ;
- imputabilité des accidents du travail au service ;
- établissement des cartes d'identité des fonctionnaires ;
- décisions d'attribution des éléments de rémunération accessoires des agents de catégories B et C.

Article 3 : Sont exclues de la présente délégation les correspondances adressées :

- 1) à la présidence de la République et au Premier Ministre
 - 2) aux Ministres
 - 3) aux Parlementaires
- ainsi que les correspondances adressées sous forme personnelle :
- 4) au Préfet de Région et au Président du Conseil Régional
 - 5) au Président du Conseil Général

Article 4 : En cas d'absence ou d'empêchement de M. Philippe SOLD, Responsable de l'Unité Territoriale de Meurthe-et-Moselle de la Direccte Lorraine, la délégation de signature qui lui est conférée sera exercée par :

- M. Claude ROQUE, Secrétaire Général de l'Unité Territoriale de Meurthe-et-Moselle ;
- M. Christian HALLINGER, Directeur Adjoint de l'Unité Territoriale de Meurthe-et-Moselle ;
- M. Raymond DAVID, Responsable du Pôle Entreprise et Emploi de l'Unité Territoriale de Meurthe-et-Moselle.

Article 5 : L'arrêté de subdélégation de signature n° 34/2011 en date 26 août 2011 est abrogé.

Article 6 : Le directeur régional des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi de Lorraine et le responsable de l'unité territoriale de Meurthe-et-Moselle, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 12 septembre 2011

Le Directeur Régional,
Serge LEROY

Arrêté n° 47/2011 du 12 septembre 2011 portant subdélégation de signature, en matière d'ordonnancement secondaire des recettes et dépenses de l'Etat, en faveur du Responsable de l'Unité Territoriale de Meurthe-et-Moselle de la Direccte Lorraine

Le Directeur Régional des Entreprises, de la Concurrence, de la Consommation, du Travail et de l'Emploi de Lorraine,

VU la loi organique n° 2001-692 du 1er août 2001 relative aux lois de finances ;
VU la loi d'orientation n° 92-125 du 6 février 1992 modifiée relative à l'administration territoriale de la République ;
VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;
VU le décret n° 62-1587 du 29 décembre 1962 portant règlement général sur la comptabilité publique, modifié par le décret n° 92-1369 du 29 décembre 1992 ;
VU le décret n° 92-604 du 1er juillet 1992 modifié portant charte de la déconcentration ;
VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004, modifié par le décret n° 2010-146 du 16 février 2010, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et les départements ;
VU le décret n° 2005-54 du 27 janvier 2005 relatif au contrôle financier au sein des administrations de l'Etat ;
VU le décret n° 2009-360 du 31 mars 2009 relatif aux emplois de direction de l'administration territoriale de l'Etat ;
VU le décret n° 2009-1377 du 10 novembre 2009 relatif à l'organisation et aux missions des directions régionales des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi ;
VU l'arrêté du 31 décembre 2009 portant règlement de comptabilité au Ministère du travail, des relations sociales, de la famille, de la solidarité et de la ville et au Ministère de l'économie, de l'industrie et de l'emploi pour la désignation des ordonnateurs secondaires et de leurs délégués ;
VU le décret du 25 novembre 2010 nommant M. Christian GALLIARD de LAVERNEE, Préfet de la région Lorraine, Préfet de la zone de défense et de sécurité Est, Préfet de la Moselle ;
VU le décret du Président de la République du 22 juillet 2011 nommant M. Raphaël BARTOLT, Préfet de Meurthe-et-Moselle ;

VU l'arrêté de la ministre de l'économie, de l'industrie et de l'emploi et du ministre du travail, des relations sociales, de la famille, de la solidarité et de la ville en date du 9 février 2010 nommant M. Serge LEROY, Directeur Régional des Entreprises, de la Consommation, de la Concurrence, du Travail et de l'Emploi de Lorraine ;

VU l'arrêté n° 2011-19 en date du 03 janvier 2011 du Préfet de la Région Lorraine portant délégation de signature à M. Serge LEROY, Directeur Régional des Entreprises, de la Consommation, de la Concurrence, du Travail et de l'Emploi de Lorraine relative à la gestion des budgets opérationnels de programme, des unités opérationnelles, et pour l'ordonnancement secondaire des recettes et dépenses s'y rattachant ;

VU l'arrêté préfectoral n° 11.OSD.16 du 22 août 2011 du Préfet de Meurthe-et-Moselle portant délégation de signature à M. Serge LEROY, en qualité de Directeur Régional des Entreprises, de la Consommation, de la Concurrence, du Travail et de l'Emploi de Lorraine, en matière d'ordonnancement secondaire des recettes et dépenses de l'Etat ;

VU l'arrêté interministériel du 30 mai 2011 nommant M. Philippe SOLD, responsable de l'Unité Territoriale du département de Meurthe-et-Moselle de la Direccte Lorraine

ARRETE

Article 1er : Délégation est donnée à M. Philippe SOLD, Responsable de l'Unité Territoriale de Meurthe-et-Moselle de la Direccte Lorraine, à l'effet de signer les actes, décisions et correspondances relevant des attributions de la Direction Régionale des Entreprises, de la Consommation, de la Concurrence, du Travail et de l'Emploi (Direccte) de Lorraine dans les domaines visés à l'article 1er de l'arrêté préfectoral n° 11.OSD.16 du 22 août 2011 du Préfet de Meurthe-et-Moselle en matière d'ordonnancement secondaire, des recettes et dépenses de l'Etat imputées sur les titres 3, 5 et 6 relevant des programmes 102, 103, 111 et 155.

Article 2 : Sont exclus de la présente subdélégation :

- les arrêtés ou conventions passés avec les collectivités territoriales (article 59 du décret 2004-374 du 29 avril 2004) ;
- les réquisitions du comptable public (article 66 du décret n° 62-1587 du 29 décembre 1962) ;
- l'engagement de la procédure du « passer-outré » prévu par le décret n° 2005-54 du 27 janvier 2005 relatif au contrôle financier au sein des administrations de l'Etat.

Article 3 : En cas d'absence ou d'empêchement de M. Philippe SOLD, Responsable de l'Unité Territoriale de Meurthe-et-Moselle, la délégation de signature qui lui est conférée sera exercée par :

- M. Claude ROQUE, Secrétaire Général de l'Unité Territoriale de Meurthe-et-Moselle ;
- M. Christian HALLINGER, Directeur Adjoint de l'Unité Territoriale de Meurthe-et-Moselle ;
- M. Raymond DAVID, Responsable du Pôle Entreprise et Emploi de l'Unité Territoriale de Meurthe-et-Moselle.

Article 4 : L'arrêté de subdélégation de signature n° 35/2011 en date 26 août 2011 est abrogé.

Article 5 : Le directeur régional des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi de Lorraine et le responsable de l'unité territoriale de Meurthe-et-Moselle, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 12 septembre 2011

Le Directeur Régional,
Serge LEROY

DIRECTION DEPARTEMENTALE DES FINANCES PUBLIQUES

Arrêté du 2 septembre 2011 relatif au régime d'ouverture au public

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU les articles 1 et 3 du décret n°71-69 du 26 janvier 1971 relatif au régime d'ouverture au public des services extérieurs de l'Etat ;

VU le décret n°71-72 du 26 janvier 1971 portant abrogation des articles 632 et 644 du Code Général des Impôts ;

VU les articles 26 et 43 du décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des Préfets, à l'organisation et à l'action des Services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU le décret n°2008-309 du 3 avril 2008 portant dispositions transitoires relatives à la direction générale des finances publiques ;

VU le décret n°2009-707 du 16 juin 2009 relatif aux services déconcentrés de la direction générale des finances publiques ;

SUR proposition de la directrice départementale des finances publiques ;

ARRETE

Article 1er : Les services de la direction départementale des finances publiques du département de Meurthe-et-Moselle seront fermés à titre exceptionnel le 31 octobre 2011.

Article 2 : Le secrétaire général de la préfecture et la directrice départementale des finances publiques sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera affiché et publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture et des services déconcentrés de l'Etat.

Nancy, le 2 septembre 2011

Pour le Préfet,
et par délégation,
Le Secrétaire Général,
François MALHANCHE

DIRECTION DEPARTEMENTALE DES TERRITOIRES

AGRICULTURE - FORET - CHASSE

Arrêté DDT/AFC/Association foncière/2011/338 du 30 août 2011 approuvant les statuts de l'association foncière de Blémerey

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU l'ordonnance n° 2004-632 du 1er juillet 2004 relative aux associations syndicales des propriétaires et notamment son article 60 ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU le décret n°2006-504 du 03 mai 2006 portant application de l'ordonnance n° 2004-632 du 1er juillet 2004 et notamment ses articles 13,19,20,40 et 102 ;

VU les dispositions du code rural en vigueur au 31 décembre 2005 ;

VU l'arrêté préfectoral en date du 22 août 2011 portant délégation de signature à M. Philippe SAFFREY, sous-préfet de l'arrondissement de Lunéville ;

VU l'arrêté préfectoral en date du 24 novembre 1981 portant institution de l'association foncière de BLEMEREY ;

VU la proposition du bureau de l'association foncière de BLEMEREY en date du 17 mars 2011 ;

VU la délibération de l'assemblée des propriétaires de l'association foncière de BLEMEREY en date du 07 juillet 2011 portant adoption des statuts proposés par le bureau de l'association ;

VU les statuts de l'association foncière de BLEMEREY ;

VU le courrier du président de l'association foncière transmettant les statuts de l'association, reçu à la direction départementale des territoires de Meurthe-et-Moselle le 05 août 2011 ;
SUR proposition du directeur départemental des territoires de Meurthe-et-Moselle ;

ARRETE

Article 1er : Les statuts de l'association foncière de BLEMEREY, tels qu'adoptés par l'assemblée de ses propriétaires par délibération du 07 juillet 2011, sont approuvés.

Article 2 : Le sous-préfet de Lunéville et le directeur départemental des territoires de Meurthe-et-Moselle sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera affiché à la mairie de BLEMEREY, adressé au président de l'association foncière de BLEMEREY, à qui il appartiendra de le notifier avec les statuts aux différents propriétaires et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.
Lunéville, le 30 août 2011

Pour le Préfet et par délégation,
Le Sous-Préfet de Lunéville,
Philippe SAFFREY

Délais et voies de recours : Le bénéficiaire d'une décision qui désire la contester peut saisir le tribunal administratif compétent d'un recours contentieux dans les DEUX MOIS à partir de la notification de la décision considérée. Il peut également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision. Cette démarche prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse (l'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite).

Arrêté DDT/AFC/Association foncière/2011/339 du 30 août 2011 approuvant les statuts de l'association foncière de Verdental

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU l'ordonnance n° 2004-632 du 1er juillet 2004 relative aux associations syndicales des propriétaires et notamment son article 60 ;
VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;
VU le décret n°2006-504 du 03 mai 2006 portant application de l'ordonnance n° 2004-632 du 1er juillet 2004 et notamment ses articles 13,19,20,40 et 102 ;
VU les dispositions du code rural en vigueur au 31 décembre 2005 ;
VU l'arrêté préfectoral en date du 22 août 2011 portant délégation de signature à M. Philippe SAFFREY, sous-préfet de l'arrondissement de Lunéville ;
VU l'arrêté préfectoral en date du 15 décembre 1997 portant institution de l'association foncière de VERDENAL ;
VU la proposition du bureau de l'association foncière de VERDENAL en date du 17 mars 2011 ;
VU la délibération de l'assemblée des propriétaires de l'association foncière de VERDENAL en date du 15 juin 2011 portant adoption des statuts proposés par le bureau de l'association ;
VU les statuts de l'association foncière de VERDENAL ;
VU le courrier du président de l'association foncière transmettant les statuts de l'association, reçu à la direction départementale des territoires de Meurthe-et-Moselle le 05 août 2011 ;
SUR proposition du directeur départemental des territoires de Meurthe-et-Moselle ;

ARRETE

Article 1er : Les statuts de l'association foncière de VERDENAL, tels qu'adoptés par l'assemblée de ses propriétaires par délibération du 15 juin 2011, sont approuvés.

Article 2 : Le sous-préfet de Lunéville et le directeur départemental des territoires de Meurthe-et-Moselle sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera affiché à la mairie de VERDENAL, adressé au président de l'association foncière de VERDENAL, à qui il appartiendra de le notifier avec les statuts aux différents propriétaires et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.
Lunéville, le 30 août 2011

Pour le Préfet et par délégation,
Le Sous-Préfet de Lunéville,
Philippe SAFFREY

Délais et voies de recours : Le bénéficiaire d'une décision qui désire la contester peut saisir le tribunal administratif compétent d'un recours contentieux dans les DEUX MOIS à partir de la notification de la décision considérée. Il peut également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision. Cette démarche prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse (l'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite).

Arrêté DDT/AFC/2011-341 du 31 août 2011 portant modification de la composition de la commission départementale d'orientation agricole de Meurthe-et-Moselle

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code rural, notamment les articles R-313-1 et suivants ;
VU la loi n° 99-574 du 9 juillet 1999 ;
VU la loi n° 2010-874 du 27 juillet 2010 de modernisation de l'agriculture et de la pêche, notamment l'article 71, et le décret n° 2010-1683 du 29 décembre 2010 fixant les conditions de participation des chambres départementales d'agriculture à la politique d'installation en agriculture ;
VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets et à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et les départements ;
VU le décret n° 2006-672 du 8 juin 2006 relatif à la création, à la composition et au fonctionnement de commissions administratives à caractère consultatif ;
VU le décret n° 2006-665 du 7 juin 2006 relatif à la réduction du nombre et à la simplification de la composition de diverses commissions administratives ;
VU l'arrêté préfectoral du 4 septembre 2009 fixant la composition de la commission départementale d'orientation agricole ;
VU l'arrêté préfectoral DDT54/AFC/2010/n° 372 du 25 octobre 2010 portant modification de la commission départementale d'orientation agricole de Meurthe-et-Moselle ;
SUR proposition de Monsieur le secrétaire général de la préfecture ;

ARRETE

Article 1er : L'article 1 de l'arrêté préfectoral du 4 septembre 2009 fixant la composition de la commission départementale d'orientation agricole, modifié par l'arrêté préfectoral DDT54/AFC/2010/n° 372 du 25 octobre 2010 portant modification de la commission départementale d'orientation agricole de Meurthe-et-Moselle, est modifié comme suit :

Au titre des personnes qualifiées :

Titulaires :

- Monsieur Louis CHRETIEN - 54385 TREMBLECOURT

- Monsieur le directeur de l'établissement public local d'enseignement et de formation professionnelle agricoles de Meurthe et Moselle ou son représentant

Article 2 : L'article 2 de l'arrêté préfectoral du 4 septembre 2009 fixant la composition de la commission départementale d'orientation agricole, modifié par l'arrêté préfectoral DDT54/AFC/2010/n° 372 du 25 octobre 2010 portant modification de la commission départementale d'orientation agricole de Meurthe-et-Moselle, est modifié comme suit :

Sont nommés à titre d'expert, à titre consultatif, :

- Monsieur le directeur de la Chambre d'agriculture ou son représentant
- Monsieur le directeur de la FDSEA
- Maître Philippe CLAUDEL – Notaire B.P. 12 - 54120 BACCARAT
- Monsieur le représentant du Crédit agricole de Lorraine - 54017 NANCY Cedex
- Monsieur le représentant de la Banque populaire de Lorraine et de Champagne - 57021 METZ Cedex 1
- Monsieur le représentant du Crédit mutuel – B.P. 5023 - 57071 METZ Cedex 3
- Monsieur le représentant du CIC – 54011 NANCY Cedex
- Monsieur Pierre-Alain ROUSSEL – ADHEO 109

Le président peut appeler à participer aux travaux de la CDOA, à titre consultatif, tout autre expert compétent sur les objets à traiter.

Article 3 : délais et voie de recours

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Nancy dans un délai de deux mois à compter de sa publication au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Article 4 : Le secrétaire général de la préfecture, le directeur départemental des territoires de Meurthe-et-Moselle sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 31 août 2011

Le Préfet,
Raphaël BARTOLT

Arrêté DDT/AFC/2011/344 du 7 septembre 2011 portant modification de la commission départementale d'orientation agricole de Meurthe-et-Moselle - section « structures et économie des exploitations agricoles »

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code rural, notamment les articles R-313-1 et suivants ;

VU la loi n° 99-574 du 9 juillet 1999 ;

VU la loi n° 2010-874 du 27 juillet 2010 de modernisation de l'agriculture et de la pêche, notamment l'article 71, et le décret n° 2010-1683 du 29 décembre 2010 fixant les conditions de participation des chambres départementales d'agriculture à la politique d'installation en agriculture ;

VU le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets et à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;

VU le décret n°2006-672 du 08 juin 2006 relatif à la création, à la composition et au fonctionnement de commissions administratives à caractère consultatif ;

VU le décret n°2006-665 du 07 juin 2006 relatif à la réduction du nombre et à la simplification de la composition de diverses commissions administratives ;

VU l'arrêté préfectoral du 2 juillet 2007 fixant la liste des organisations syndicales du département de Meurthe-et-Moselle répondant aux critères des décrets n° 90-187 du 28 février 1990 et n° 2000-139 du 16 février 2000 ;

VU l'arrêté préfectoral 2009/DDEA54/AFC/458 du 08 septembre 2009 portant composition de la commission départementale d'orientation agricole de Meurthe-et-Moselle - SECTION « STRUCTURES ET ECONOMIE DES EXPLOITATIONS AGRICOLES » ;

VU l'arrêté préfectoral DDT54/AFC/2010/n° 397 du 5 novembre 2010 portant modification de la commission départementale d'orientation agricole de Meurthe-et-Moselle - « STRUCTURES ET ECONOMIE DES EXPLOITATIONS AGRICOLES » ;

VU l'arrêté préfectoral du 31 août 2011 portant modification de la commission départementale d'orientation agricole ;

SUR proposition de Monsieur le secrétaire général de la préfecture ;

ARRETE

Article 1er : L'article 1 de l'arrêté préfectoral du 8 septembre 2009 fixant la composition de la commission départementale d'orientation agricole - SECTION « STRUCTURES ET ECONOMIE DES EXPLOITATIONS AGRICOLES », modifié par l'arrêté préfectoral DDT54/AFC/2010/n° 397 du 5 novembre 2010 portant modification de la commission départementale d'orientation agricole de Meurthe-et-Moselle - « STRUCTURES ET ECONOMIE DES EXPLOITATIONS AGRICOLES », est modifié comme suit :

Au titre des personnes qualifiées :

Titulaires :

- Monsieur Louis CHRETIEN - 54385 TREMBLECOURT
- Monsieur le directeur de l'établissement public local d'enseignement et de formation professionnelle agricoles de Meurthe et Moselle ou son représentant

Article 2 : L'article 2 de l'arrêté préfectoral du 8 septembre 2009 fixant la composition de la commission départementale d'orientation agricole - SECTION « STRUCTURES ET ECONOMIE DES EXPLOITATIONS AGRICOLES », modifié par l'arrêté préfectoral DDT54/AFC/2010/n° 397 du 5 novembre 2010 portant modification de la commission départementale d'orientation agricole de Meurthe-et-Moselle - « STRUCTURES ET ECONOMIE DES EXPLOITATIONS AGRICOLES », est modifié comme suit :

Sont nommés à titre d'expert, à titre consultatif, :

- Monsieur le directeur de la Chambre d'agriculture ou son représentant
- Monsieur le directeur de la FDSEA
- Maître Philippe CLAUDEL – Notaire B.P. 12 - 54120 BACCARAT
- Monsieur le représentant du Crédit agricole de Lorraine - 54017 NANCY Cedex
- Monsieur le représentant de la Banque populaire de Lorraine et de Champagne - 57021 METZ Cedex 1
- Monsieur le représentant du Crédit mutuel – B.P. 5023 - 57071 METZ Cedex 3
- Monsieur le représentant du CIC – 54011 NANCY Cedex
- Monsieur Pierre-Alain ROUSSEL – ADHEO 109

Le président peut appeler à participer aux travaux de la CDOA, à titre consultatif, tout autre expert compétent sur les objets à traiter.

Article 3 : délais et voie de recours

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Nancy dans un délai de deux mois à compter de sa publication au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Article 4 : Le secrétaire général de la préfecture, le directeur départemental des territoires de Meurthe-et-Moselle sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 7 septembre 2011

Le Préfet,
Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
François MALHANCHE

Arrêté DDT/AFC/2011/345 du 7 septembre 2011 portant modification de la commission départementale d'orientation agricole de Meurthe-et-Moselle - section « agriculture et territoire »

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code rural, notamment les articles R-313-1 et suivants ;
VU la loi n° 99-574 du 9 juillet 1999 ;
VU la loi n° 2010-874 du 27 juillet 2010 de modernisation de l'agriculture et de la pêche, notamment l'article 71, et le décret n° 2010-1683 du 29 décembre 2010 fixant les conditions de participation des chambres départementales d'agriculture à la politique d'installation en agriculture ;
VU le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets et à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et les départements ;
VU le décret n°2006-672 du 08 juin 2006 relatif à la création, à la composition et au fonctionnement de commissions administratives à caractère consultatif ;
VU le décret n°2006-665 du 07 juin 2006 relatif à la réduction du nombre et à la simplification de la composition de diverses commissions administratives ;
VU l'arrêté préfectoral du 2 juillet 2007 fixant la liste des organisations syndicales du département de Meurthe-et-Moselle répondant aux critères des décrets n° 90-187 du 28 février 1990 et n° 2000-139 du 16 février 2000 ;
VU l'arrêté préfectoral 2009/DDEA54/AFC/459 du 08 septembre 2009 portant composition de la commission départementale d'orientation agricole de Meurthe-et-Moselle - SECTION « AGRICULTURE ET TERRITOIRE »
VU l'arrêté préfectoral DDT54/AFC/2010/n° 396 du 05 novembre 2010 portant modification de la commission départementale d'orientation agricole de Meurthe-et-Moselle - SECTION « AGRICULTURE ET TERRITOIRE »
VU l'arrêté préfectoral du 31 août 2011 portant modification de la commission départementale d'orientation agricole ;
SUR proposition de Monsieur le secrétaire général de la préfecture ;

ARRETE

Article 1er : L'article 1 de l'arrêté préfectoral du 8 septembre 2009 fixant la composition de la commission départementale d'orientation agricole - SECTION « AGRICULTURE ET TERRITOIRE », modifié par l'arrêté préfectoral DDT54/AFC/2010/n° 396 du 05 novembre 201 portant modification de la commission départementale d'orientation agricole de Meurthe-et-Moselle - SECTION « AGRICULTURE ET TERRITOIRE », est modifié comme suit :

Au titre des personnes qualifiées :

Titulaires :

- Monsieur Louis CHRETIEN - 54385 TREMBLECOURT

- Monsieur le directeur de l'établissement public local d'enseignement et de formation professionnelle agricoles de Meurthe et Moselle ou son représentant

Article 2 : L'article 2 de l'arrêté préfectoral du 8 septembre 2009 fixant la composition de la commission départementale d'orientation agricole - SECTION « AGRICULTURE ET TERRITOIRE », modifié par l'arrêté préfectoral DDT54/AFC/2010/n° 396 du 05 novembre 201 portant modification de la commission départementale d'orientation agricole de Meurthe-et-Moselle - SECTION « AGRICULTURE ET TERRITOIRE », est modifié comme suit :

Sont nommés à titre d'expert, à titre consultatif, :

- Monsieur le directeur de la Chambre d'agriculture ou son représentant

- Monsieur le directeur de la FDSEA

- Maître Philippe CLAUDEL – Notaire B.P. 12 - 54120 BACCARAT

- Monsieur le représentant du Crédit agricole de Lorraine - 54017 NANCY Cedex

- Monsieur le représentant de la Banque populaire de Lorraine et de Champagne - 57021 METZ Cedex 1

- Monsieur le représentant du Crédit mutuel – B.P. 5023 - 57071 METZ Cedex 3

- Monsieur le représentant du CIC – 54011 NANCY Cedex

- Monsieur Pierre-Alain ROUSSEL – ADHEO 109

Le président peut appeler à participer aux travaux de la CDOA, à titre consultatif, tout autre expert compétent sur les objets à traiter.

Article 3 : délais et voie de recours

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Nancy dans un délai de deux mois à compter de sa publication au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Article 4 : Le secrétaire général de la préfecture, le directeur départemental des territoires de Meurthe-et-Moselle sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 7 septembre 2011

Le Préfet,
Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
François MALHANCHE

Arrêté DDT/AFC/2011-346 du 8 septembre 2011 fixant les dates d'ouverture des vendanges

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU les articles 407 et 408 du code général des impôts,
VU le décret du 31 mars 1998 relatif à l'appellation d'origine contrôlée "Côtes de Toul",
VU l'article 2 du décret n° 68-807 du 13 septembre 1968, modifié par le décret n° 72-309 du 1er avril 1972,
VU le règlement CE n° 1282/2001 du 28 juin 2001 de la commission européenne,
VU l'article 1er du décret n° 70-175 du 2 mars 1970,
VU le décret 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des Préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements,
VU les propositions du Délégué Territorial Adjoint de l'Institut National de l'Origine et de la Qualité en date du 30 août 2011,
SUR proposition de M. le Secrétaire général de la Préfecture,

ARRETE

Article 1er : Pour les vins d'appellation d'origine contrôlée "Côtes de Toul", les dates d'ouverture des vendanges, en Meurthe-et-Moselle, sont fixées comme suit :

- au 15 septembre 2011 pour les cépages AUXERROIS et PINOT NOIR

- au 19 septembre 2011 pour le cépage GAMAY.

Si l'état sanitaire ou la maturité le nécessite, des prévendanges peuvent être réalisées sur demande individuelle écrite auprès du service régional de l'Institut National de l'Origine et de la Qualité (INAO) – 12, avenue de la Foire aux Vins – 68012 à COLMAR, au minimum 24 heures avant la récolte.

Toute demande de dérogation particulière sera examinée par les Services de l'INAO.

Article 2 : Les déclarations de récoltes devront être faites par tous les viticulteurs pour le 25 novembre 2011, dernier délai. Elles seront souscrites sur des imprimés présentés en liasses carbonées, dont un exemplaire sera conservé en Mairie et dont un exemplaire sera remis au déclarant pour valoir récépissé.

Les autres exemplaires seront, le jour même du dépôt de la déclaration, adressés ou remis, par les soins des Mairies, auprès de l'administration des douanes et droits indirects - Service Régional de la Viticulture - 150, rue Alfred Krug 54052 NANCY.

Le relevé nominatif des déclarations, établi d'après l'ordre de leur réception, sera affiché en Mairie.

Article 3 : Seuls pourront être mis en vente et circuler en vue de la vente, sous l'appellation "Côtes de Toul", accompagnés de la mention « Appellation d'Origine Contrôlée », les vins qui, bénéficiant - en vertu du décret du 3 avril 1942 portant application de la loi du 3 avril 1942 sur les appellations contrôlées complétée par le décret du 21 avril 1948 - de cette appellation d'origine, seront assortis d'un label dans les conditions fixées par le décret du 31 mars 1998. Mention de ce label sera portée sur les titres de mouvement.

Article 4 : Les fabrications de piquettes et vins de sucre sont interdites.

Article 5 : Le secrétaire général de la préfecture, les sous-préfets, le directeur départemental des territoires, le directeur Régional des douanes et droits indirects, le directeur départemental de la protection des populations, les maires sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 8 septembre 2011

Le Préfet,
Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
François MALHANCHE

Arrêté n° 2011/349 du 5 septembre 2011 modifiant l'emplacement de la réserve de chasse et de faune sauvage de l'association communale de chasse agréée de Rosières-aux-salines

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU les articles L 422-23 et R 422-65 à R 422-68 du code de l'environnement ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU la décision préfectorale du 3 octobre 1974 portant constitution de la réserve de chasse et de faune sauvage de l' ACCA de Rosières-aux-Salines ;

VU les décisions motivées adoptées par les assemblées générales de l' ACCA de Rosières-aux-Salines du 6 mai 2011 et du 30 juillet 2011

VU la réunion à la préfecture de Meurthe-et-Moselle du 16 mai 2011 suite à des dégâts justifiant le changement d'emplacement de la réserve de chasse et de faune sauvage ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture,

ARRETE

Article 1er : La liste des parcelles constituant la réserve de chasse et de faune sauvage de l'association communale de chasse agréée de Rosières-aux-Salines est modifiée comme suit :

commune	section	parcelles cadastrales
Rosières-aux-Salines	AS	3 – 6 à 9 – 47 – 50 – 65 à 67 – 69
	AV	15 à 16 – 21 à 26
	AY	1 à 4 – 28 à 29 – 36 – 40 – 45 – 48 – 54 – 56 - 91 à 92 – 94 – 97 à 99
	BE	122 à 124 – 132 – 135 – 141 à 152 – 179
	BL	186 à 191
	BO	7 à 15
	BP	1 à 16 - 57

représentant une superficie totale de **99 ha 44 a 48 ca.**

Article 2 : Tout acte de chasse est strictement interdit en tout temps sur la réserve ainsi constituée.

Toutefois pour préserver un bon équilibre entre la faune et le milieu, le préfet peut décider la réalisation de plans de chasse, de capture de gibier vivant ou de destruction d'animaux nuisibles.

Article 3 : La réserve devra être signalée sur le terrain d'une façon apparente par les soins de l'association communale de chasse agréée de Rosières-aux-Salines.

Article 4 : La présente décision, dont l'exécution est confiée au président de l'association communale de chasse agréée de Rosières-aux-Salines sera affichée pendant 1 mois dans la commune de Rosières-aux-Salines par les soins du maire.

Article 5 : Le secrétaire général de la préfecture, le maire de la commune de Rosières-aux-Salines sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et dont une ampliation sera adressée aux :

- président de l'association communale de chasse agréée de Rosières-aux-Salines,
- chef du service départemental de l'office national de la chasse et de la faune sauvage,
- président de la fédération départementale des chasseurs.

Nancy, le 5 septembre 2011

Le Préfet,
Pour le Préfet et par délégation,
P/le directeur départemental,
La directrice adjointe,
Mme FOTRE-MULLER

AMENAGEMENT DURABLE, URBANISME ET RISQUES

Arrêté d'approbation du 25 août 2011 du plan de prévention des risques naturels prévisibles (PPR) inondation sur le territoire de Blâmont

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code de l'environnement, notamment son article L.562-1 et suivants et R.562-1 et suivants ;

VU l'arrêté préfectoral du 12 janvier 2006 prescrivant un PPR inondation sur la commune de BLAMONT ;

VU l'avis réputé favorable du conseil municipal du 18 avril 2011 ;

VU les avis réputés favorables de la chambre d'agriculture et du centre régional de la propriété forestière ;

VU le rapport et les conclusions motivées de monsieur le commissaire - enquêteur du 26 mai 2011 ;
VU le rapport de monsieur le directeur départemental des territoires ;
SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle,

ARRETE

Article 1er : Le plan de prévention des risques naturels prévisibles (PPR) inondation sur le territoire de la commune de BLAMONT tel qu'il est annexé au présent arrêté est approuvé.

Article 2 : Le présent arrêté sera publié dans le journal ci-dessous désigné :

- L'Est Républicain

Article 3 : Le présent arrêté sera affiché à la mairie de BLAMONT pendant une période qui ne saurait être inférieure à un mois. Il sera également publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Article 4 : Le PPR approuvé sera tenu à la disposition du public à la mairie de BLAMONT, à la direction départementale des territoires de Meurthe-et-Moselle et à la préfecture, aux jours et heures habituels d'ouverture.

Article 5 : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif de Nancy, dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

Article 6 : Les services de l'Etat et le maire de la commune susvisée, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à :

- Monsieur le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement ;

- Monsieur le chef du service interministériel de la défense et de la protection civile.

Nancy, le 25 août 2011

Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
François MALHANCHE

HABITAT

Décision du 22 août 2011 portant délégation de signature au délégué territorial adjoint de l'Agence Nationale pour la Rénovation Urbaine du département de Meurthe-et-Moselle

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle, délégué territorial de l'ANRU,

VU le code de la construction et de l'habitation ;

VU la loi n° 2003-710 du 1er août 2003 d'orientation et de programmation pour la ville et la rénovation urbaine ;

VU la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et aux responsabilités locales ;

VU le décret n° 62-1587 du 29 décembre 1962 modifié portant règlement général sur la comptabilité publique ;

VU le décret n° 2004-123 du 9 février 2004 relatif à l'Agence Nationale pour la Rénovation Urbaine ;

VU le décret n° 2004-1005 du 24 septembre 2004 relatif aux majorations des subventions accordées par l'Agence Nationale pour la Rénovation Urbaine ;

VU le décret 2006-1308 du 26 octobre 2006 modifiant certaines dispositions du décret n° 2004-123 du 9 février 2004 relatif à l'Agence nationale pour la rénovation urbaine ;

VU la circulaire n° 2004-56 UHC/IUH2 du 25 octobre 2004 relative aux aides au logement dans les territoires d'intervention de l'Agence Nationale pour la Rénovation Urbaine ;

VU la décision de délégation de pouvoir au délégué territorial de l'ANRU en Meurthe-et-Moselle du 20 décembre 2004 ;

VU le décret du 1er août 2008 portant nomination de M. Pierre SALLENAVE en qualité de Directeur Général de l'Agence Nationale pour la Rénovation Urbaine ;

VU le décret du 22 juillet 2011 portant nomination de M. Raphaël BARTOLT, préfet du département de Meurthe-et-Moselle ;

VU la décision du 26 février 2007 portant nomination, sur proposition du préfet, de M. Michel MARTY, en tant que délégué territorial adjoint de l'agence nationale pour la rénovation urbaine du département de Meurthe-et-Moselle ;

VU la décision du 22 décembre 2009 portant délégation de signature du directeur général de l'Agence au préfet de Meurthe-et-Moselle, délégué territorial, pour l'ordonnancement des subventions ;

VU l'arrêté du 9 juillet 2010 portant approbation de la modification du règlement général de l'Agence nationale pour la rénovation urbaine ;

VU le règlement comptable et financier de l'Agence approuvé par le ministre du budget en date du 6 janvier 2010 ;

DECIDE

Article 1er : de donner délégation de signature à M. Michel MARTY, directeur départemental des territoires, délégué territorial adjoint de l'agence nationale pour la rénovation urbaine, dans le cadre de son ressort territorial et de ses attributions et compétences, à l'effet d'instruire, de proposer ou de signer les décisions suivantes :

- Instruction des opérations éligibles aux aides de l'agence nationale pour la rénovation urbaine selon les conditions et modalités d'attribution définies par les textes en vigueur, le règlement général et les directives de l'ANRU.
- Décisions de subvention concernant les opérations conventionnées conformément au tableau financier annexé à la convention qui précise notamment leurs conditions de réalisation physique, de durée et de montant dans la limite de l'opération financière à laquelle elles se rattachent.
- Par anticipation à la signature de la convention, les décisions de subvention concernant les opérations pré conventionnées répertoriées dans l'avis du Comité d'Engagement de l'Agence selon les modalités définies par le tableau financier annexé à la convention qui précise notamment leurs conditions de réalisation physique de durée et de montant dans la limite de l'opération financière à laquelle elles se rattachent.
- Décisions concernant les subventions et agréments pour la construction, et l'acquisition de logements locatifs aidés (prêts locatifs à usage social « PLUS », prêts locatifs à usage social pour la démolition construction « PLUS CD » et prêts locatifs aidés d'intégration « PLAI ») : annulation, autorisation de commencer les travaux avant délivrance de la décision, modification, dérogations, prorogation des délais d'achèvement des travaux, dépassement des prix de référence, transfert des prêts (art. R 331-1 à R 331-16 du code de la construction et de l'habitation).
- Décisions relatives aux subventions pour majoration de surcharges foncières : annulation, dérogations au plafonnement de l'assiette et au taux de la subvention (art. R 331-24 à R 331-31 et art. R 381-1 à R 381-6 du code de la construction et de l'habitation).
- Décisions relatives aux subventions et agréments pour l'amélioration de logements à usage locatif et social (PALULOS) : autorisation de commencer les travaux avant délivrance de la décision, dérogations au montant des travaux éligibles et au taux de la subvention, prorogation de délais d'achèvement des travaux (art. R 323-1 à R 323-12 du code de la construction et de l'habitation).
- Liquidation (calcul) et ordonnancement du montant des sommes à payer au titre des avances, acomptes et soldes conventionnels fondés sur la vérification et l'attestation des pièces justificatives produites.
- Certification de la réalité et de la conformité des prestations ou des travaux réalisés par rapport aux opérations isolées ou urgentes en vue de leur ordonnancement et du paiement par l'agent comptable de l'Agence Nationale pour la Rénovation Urbaine.

Article 2 : de donner délégation de signature, en cas d'empêchement du délégué territorial adjoint, à Mme Marie-Jeanne FOTRÉ-MULLER, directrice départementale adjointe des territoires.

Le Directeur Général de l'Agence Nationale pour la Rénovation Urbaine, et le Préfet de Meurthe-et-Moselle sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au recueil des actes administratifs de la préfecture du département.

Nancy, le 22 août 2011

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle, délégué territorial de l'ANRU,
Raphaël BARTOLT

AUTRES SERVICES

TRIBUNAL ADMINISTRATIF DE NANCY

Décision du 1er septembre 2011 portant délégation de signatures

La Présidente du Tribunal administratif de Nancy,

VU l'ordonnance n° 59-2 du 2 janvier 1959 ;

VU le décret n° 62-1587 du 29 décembre 1962 ;

VU l'arrêté du 29 janvier 1991 nommant le vice-président du Conseil d'Etat ordonnateur principal des recettes et des dépenses du Conseil d'Etat et des juridictions administratives ;

VU le décret n° 91-208 du 22 février 1991, complétant le décret n° 89-915 du 19 décembre 1989 et instituant les présidents, chefs de juridiction des tribunaux administratifs et cours administratives d'appel, ordonnateurs secondaires des dépenses de fonctionnement de la juridiction qu'ils président ;

DECIDE :

Article 1er : En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Claire SERRE, présidente du Tribunal administratif de NANCY, les vice-présidentes du Tribunal administratif dont les noms suivent sont habilitées à signer tous documents relatifs à l'engagement, à la liquidation et au mandatement des dépenses de fonctionnement du tribunal :

- Mme Annick WOLF,

- Mme Dominique MARGINEAN-FAURE.

Article 2 : En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Claire SERRE, présidente du Tribunal administratif, de Mme Annick WOLF et de Mme Dominique MARGINEAN-FAURE, vice-présidentes du Tribunal administratif, Mme Marie-Pierre BELLOMO, greffière en chef, est habilitée à signer tous documents relatifs à l'engagement, à la liquidation et au mandatement des dépenses de fonctionnement du tribunal.

Article 3 : La présente délégation ne concerne ni les décisions de "passez outre", ni les réquisitions du comptable qui restent soumises à la signature de la présidente du Tribunal administratif.

Article 4 : Le présent arrêté prend effet à compter de sa date de publication.

Article 5 : Les signatures de Mme Annick WOLF, de Mme Dominique MARGINEAN-FAURE et de Mme Marie-Pierre BELLOMO seront accréditées auprès de M. le trésorier-payeur général de Meurthe-et-Moselle.

Article 6 : La présidente du Tribunal administratif, le trésorier-payeur général sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au recueil des actes administratifs du département.

Nancy, le 1er septembre 2011

La Présidente,
Claire SERRE

AVIS ET COMMUNICATIONS

SERVICES DECONCENTRES DE L'ETAT

DIRECTION DEPARTEMENTALE DES TERRITOIRES

AMENAGEMENT DURABLE, URBANISME, RISQUES

Avis de parution de l'arrêté préfectoral n° 45039 du 2 septembre 2011 autorisant Electricité de France à exécuter des travaux sur la commune de Saint-Ail

Par arrêté préfectoral n° 45039 en date du 2 septembre 2011, Electricité de France a été autorisée à exécuter les travaux en vue pV HTA Batilly - LUXSOLIS 9372 KV, sur la commune de Saint-Ail.

Avis de parution de l'arrêté préfectoral n° 51313 du 2 septembre 2011 autorisant EFFIM à exécuter des travaux sur la commune de Longwy

Par arrêté préfectoral n° 51313 en date du 2 septembre 2011, EFFIM, 22 rue de la Libération à 88460 DOCELLES, a été autorisée à exécuter les travaux en vue de l'extension du réseau électrique pour l'alimentation de 3 bâtiments collectifs de 28 logements pour la compte de la SCI Résidences Bel Arbre, sur la commune de Longwy.

Avis de parution de l'arrêté préfectoral n° 54417 du 2 septembre 2011 autorisant EFFIM à exécuter des travaux sur la commune de Mont-Saint-Martin

Par arrêté préfectoral n° 54417 en date du 2 septembre 2011, EFFIM, 22 rue de la Libération à 88460 DOCELLES, a été autorisée à exécuter les travaux en vue de l'extension du réseau électrique pour le raccordement d'un comptage tarif jaune 60 kva pour le compte du restaurant "La Roseraie" avec la création d'un poste de transformation électrique 1 bld du 8 mai 1945, sur la commune de Mont-Saint-Martin.

Avis de parution de l'arrêté préfectoral n° 55621 du 5 septembre 2011 autorisant Electricité de France à exécuter des travaux sur la commune de Thiaucourt-Regnieville

Par arrêté préfectoral n° 55621 en date du 5 septembre 2011, Electricité de France a été autorisée à exécuter les travaux en vue de l'alimentation lotissement d'activités économiques 13 lots - communauté de communes des 3 Vallées - RD 3C lieu-dit "cimetière allemand" parcelle 81, sur la commune de Thiaucourt-Regnieville.

Avis de parution de l'arrêté préfectoral n° 58430 du 2 septembre 2011 autorisant Electricité de France à exécuter des travaux sur la commune de Velaine-en-Haye

Par arrêté préfectoral n° 58430 en date du 2 septembre 2011, Electricité de France a été autorisée à exécuter les travaux en vue de la dépose CH rue Moselly, sur la commune de Velaine-en-Haye.

AUTRES SERVICES

CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE DE NANCY

DIRECTION DES RESSOURCES HUMAINES

Bureau des concours et du recrutement

Avis d'examen professionnel d'ouvrier professionnel qualifié (au titre de l'année 2011) en date du 1er septembre 2011

En application du décret n° 91.45 du 14 janvier 1991 modifié, portant statuts particuliers des personnels ouvriers, des conducteurs ambulanciers et des personnels d'entretien et de salubrité de la fonction publique hospitalière, le Centre Hospitalier Universitaire de NANCY organise un examen professionnel en vue de pourvoir :

☐ **3 postes d'Ouvriers Professionnels Qualifiés au C.H.U. de NANCY**

I - MODALITÉ DE CANDIDATURES

Peuvent faire acte de candidature les agents d'entretien qualifiés ayant atteint au moins le 4ème échelon et comptant trois ans de services effectifs dans le grade à la date du 31 décembre 2010.

II - MODALITÉS D'EXAMEN

- L'examen comporte une épreuve écrite et anonyme permettant d'évaluer les connaissances professionnelles et techniques du candidat.
- Le jury établit par ordre alphabétique la liste des candidats retenus qui seront inscrits à un tableau annuel d'avancement après avis de la CAP.

III - RÉCEPTION ET CLÔTURE DES INSCRIPTIONS

La demande d'inscription à cet examen est à envoyer à :

C.H.U. de NANCY
Direction des Ressources Humaines
Unité G.P.E. - Service Concours - Bureau n° 11
29 Avenue du Maréchal de Lattre de Tassigny - C.O. n° 60034
54035 NANCY CEDEX

- ☐ par lettre recommandée avec A.R.
ou
- ☐ par dépôt au service concours contre la remise d'une attestation de dépôt.

**UN DÉLAI D'UN MOIS EST IMPARTI POUR DÉPOSER LE DOSSIER D'INSCRIPTION
À COMPTER DE LA DATE DE PUBLICATION DE CET AVIS**

Nancy, le 1er septembre 2011

La directrice des ressources humaines,
Diane PETTER

Avis de concours interne sur titres de maître ouvrier en date du 12 septembre 2011

En application du décret n° 91-45 du 14 janvier 1991 modifié, le Centre Hospitalier Universitaire de NANCY organise un Concours Interne sur Titres de Maître Ouvrier afin de pourvoir :

- ☐ **5 postes : Spécialité Restauration**
- ☐ **3 postes : Spécialité Blanchisserie**
- ☐ **1 poste : Spécialité Sécurité**
- ☐ **1 poste : Spécialité Peinture**
- ☐ **1 poste : Spécialité Serrurerie**
- ☐ **1 poste : Spécialité Electricité**

I - CONDITIONS D'INSCRIPTION

Peuvent faire acte de candidature les ouvriers professionnels qualifiés ainsi que les conducteurs ambulanciers de 2ème catégorie titulaires d'un diplôme de niveau V ou d'un diplôme au moins équivalent et comptant au moins deux ans de services effectifs dans leur grade respectif.

* dans la spécialité conduite de véhicule : permis A, B, C et D en cours de validité selon les véhicules de l'établissement.

II - RÉCEPTION ET CLOTURE DES INSCRIPTIONS

Le dossier d'inscription à ce concours est à retirer ou à demander par courrier, contre l'envoi d'une enveloppe à vos nom et adresse – affranchie au tarif en vigueur - format 21 x 29,7 à :

C.H.U. de NANCY
Direction des Ressources Humaines
Unité G.P.E. - Service Concours - Bureau n° 11
29 Avenue du Maréchal de Lattre de Tassigny - C.O. n° 60034
54035 NANCY CEDEX

et à adresser, dûment rempli et accompagné de toutes pièces justificatives, à cette même adresse :

- ☐ par lettre recommandée avec A.R.
ou
- ☐ par dépôt au Service Concours - Bureau n°11 contre la remise d'une attestation de dépôt

**UN DÉLAI D'UN MOIS EST IMPARTI POUR DÉPOSER LE DOSSIER D'INSCRIPTION
À COMPTER DE LA DATE DE PUBLICATION DE CET AVIS**

Nancy, le 12 septembre 2011

La directrice des ressources humaines,
Diane PETTER

Avis de concours externe sur titres de maître ouvrier en date du 12 septembre 2011

En application du décret n° 91-45 du 14 janvier 1991 modifié, le Centre Hospitalier Universitaire de NANCY organise un Concours Externe sur Titres de Maître Ouvrier afin de pourvoir :

- ☐ **2 postes : Spécialité Restauration**
- ☐ **1 poste : Spécialité Maintenance Restauration**
- ☐ **1 poste : Spécialité Maintenance Blanchisserie**
- ☐ **1 poste : Spécialité Qualité Blanchisserie**
- ☐ **1 poste : Spécialité Plomberie**

I - CONDITIONS D'INSCRIPTION

Peuvent faire acte de candidature les personnes titulaires, soit :

- de deux diplômes de niveau V ou de deux qualifications reconnues équivalentes ;
- de deux certifications inscrites au répertoire national des certifications professionnelles délivrées dans une ou plusieurs spécialités ;
- de deux équivalences délivrées par la commission instituée par le décret du 13 février 2007 relatif aux équivalences de diplômes requis pour se présenter aux concours d'accès aux corps et cadres d'emploi de la fonction publique, permettant de se présenter à ce concours ;
- de deux diplômes au moins équivalents figurant sur une liste arrêtée par le ministre chargé de la santé.

* dans la spécialité conduite de véhicule : permis A, B, C et D en cours de validité selon les véhicules de l'établissement.

II - RÉCEPTION ET CLOTURE DES INSCRIPTIONS

Le dossier d'inscription à ce concours est à retirer ou à demander par courrier, contre l'envoi d'une enveloppe à vos nom et adresse – affranchie au tarif en vigueur - format 21 x 29,7 à :

C.H.U. de NANCY
Direction des Ressources Humaines
Unité G.P.E. - Service Concours - Bureau n° 11
29 Avenue du Maréchal de Lattre de Tassigny - C.O. n° 60034
54035 NANCY CEDEX

et à adresser, dûment rempli et accompagné de toutes pièces justificatives, à cette même adresse :

- ☐ par lettre recommandée avec A.R.
ou
- ☐ par dépôt au Service Concours - Bureau n°11 contre la remise d'une attestation de dépôt

**UN DÉLAI D'UN MOIS EST IMPARTI POUR DÉPOSER LE DOSSIER D'INSCRIPTION
À COMPTER DE LA DATE DE PUBLICATION DE CET AVIS**

Nancy, le 12 septembre 2011

La directrice des ressources humaines,
Diane PETTER

MATERNITE REGIONALE UNIVERSITAIRE DE NANCY**RESSOURCES HUMAINES****Avis de recrutement d'agents des services hospitaliers qualifiés en date du 9 septembre 2011**

En application du décret n°2007.1188 du 3 août 2007 modifié par le décret 2010.169 du 22 février 2010 portant statut particulier des aides-soignants et agents de services hospitaliers de la fonction publique hospitalière, la Maternité Régionale Universitaire organise un recrutement d'agents de services hospitaliers qualifiés en vue de pourvoir 8 postes.

Les demandes de participation à ce recrutement doivent comporter une lettre de candidature accompagnée d'un curriculum vitae détaillé incluant les formations suivies et leur expérience professionnelle.

Elles doivent être adressées par lettre recommandée avec accusé de réception le cachet de la poste faisant foi ou déposées au secrétariat des Ressources Humaines de l'établissement :

MATERNITE REGIONALE UNIVERSITAIRE de NANCY
Service des Ressources Humaines – concours
10, rue du Docteur Heydenreich
CS 74213
54 042 NANCY cedex.

Un délai de deux mois est imparti pour déposer sa candidature à compter de la date de publication de cet avis.

Après présélection des dossiers de candidature, seuls les candidats présélectionnés seront convoqués à un entretien auprès d'une commission prévue et instituée pour ce recrutement.

Nancy, le 9 septembre 2011

Pour le Directeur,
La Directrice Adjointe,
Clémence MAINPIN

Avis de concours sur titres d'ouvrier professionnel qualifié en date du 26 août 2011

En application du décret 91.45 du 14 janvier 1991 modifié, un concours sur titres d'ouvrier professionnel qualifié aura lieu à la Maternité Régionale Universitaire de Nancy en vue de pourvoir 2 postes d'ouvriers professionnels qualifiés à partir du 14 octobre 2011 dans la spécialité suivante :

- manutention

Peuvent faire acte de candidature à ce concours les personnels titulaires :

- d'un diplôme niveau V ou d'une qualification reconnue équivalente

Ou

- d'une certification, inscrite au répertoire nationale des certifications professionnelles délivrées dans une ou plusieurs spécialités

Ou

- d'une équivalence délivrée par la commission instituée par le décret n°2007-196 du 13 février 2007 relatif aux équivalences de diplômes requises pour se présenter aux concours d'accès aux corps et cadres d'emplois de la fonction publique

Ou

- d'un diplôme au moins équivalent figurant sur la liste arrêtée par le ministère chargé de la santé

Les demandes de participation à ce concours doivent être adressées par lettre recommandée avec accusé de réception, le cachet de la poste faisant foi, ou déposées au secrétariat du service des Ressources Humaines au plus tard le 14 octobre 2011.

Les demandes devront comporter un curriculum vitae et de la copie d'un des diplômes sus-cités.

Elles seront adressées à :

MATERNITE REGIONALE UNIVERSITAIRE de NANCY
Service des Ressources Humaines – concours
10, rue du Docteur Heydenreich
CS 74213
54 042 NANCY cédex

Nancy, le 26 août 2011

Le Directeur,
Philippe BOULANGE

UNIVERSITE NANCY 2

DIRECTION DES RESSOURCES HUMAINES

Avis de recrutements externes d'adjoints techniques de recherche et de formation

En application de l'article 51 du décret n° 85-1534 du 31 décembre 1985 modifié relatif aux dispositions statutaires applicables aux ingénieurs et aux personnels techniques et administratifs de recherche et formation du ministère de l'éducation nationale, des recrutements externes sans concours d'adjoints techniques de recherche et de formation des établissements relevant du ministère de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche auront lieu, au titre de l'année 2011, dans les établissements publics d'enseignement supérieur et les établissements publics administratifs sous la responsabilité des présidents ou des directeurs de ces établissements.

Ces recrutements sont organisés par branche d'activité professionnelle et par emploi type.(cf tableau ci-dessous)

Branche d'activité professionnelle	Emploi-type	Établissement/Localisation	Nombre de postes ouverts au recrutement 2011
Gestion et pilotage « BAP J »	Adjoint en gestion administrative	Université Nancy II	5

Aucune condition de titre ou de diplôme n'est exigée de la part des candidats souhaitant se présenter à ces recrutements.

Les registres d'inscription sont ouverts dès la date de publication du présent avis au Recueil des Actes Administratifs du Département de la Meurthe et Moselle, soit le 12/09/11. Ils seront clos dans le délai d'un mois après cette publication, cette date constituant la date limite de retour des dossiers d'inscription, soit le 13/10/11.

Les dossiers de candidature sont constitués d'une lettre de candidature et d'un curriculum vitae détaillé indiquant le niveau d'étude ainsi que le cas échéant, le contenu et la durée des formations suivies et des emplois occupés.

Ils doivent être adressés à :

Etablissement	Adresse	Téléphone	Fax
Université NANCY II	Direction des Ressources Humaines Pôle Concours RSC Bureau 102 91 Avenue de la Libération BP 454 54 001 NANCY Cedex	03 54 50 40 98 03 54 50 40 67 03 54 50 40 66	03 54 50 40 82

Chaque université affectataire arrête la création d'une commission de sélection chargée d'examiner les candidatures. Cette commission est composée d'au moins trois membres désignés par l'autorité chargée de la direction de l'établissement dont au moins un membre est extérieur à l'établissement.

La commission de sélection examine les dossiers de chaque candidat. Au terme de l'examen des dossiers de candidature déposés dans le délai fixé ci-dessus, la commission procède à la sélection des candidats puis à l'audition des candidats retenus.

A l'issue de la procédure de sélection, la commission établit la liste des candidats admis ou placés sur une liste complémentaire. Les candidats recrutés au 1^{er} décembre 2011 bénéficient d'un contrat de droit public d'un an, à l'issue duquel une commission les auditionne et se prononce sur leur aptitude professionnelle. S'ils sont déclarés aptes, ils sont titularisés après avis de la commission administrative paritaire du corps concerné. Dans le cas contraire, ou bien leur contrat peut être renouvelé pour une durée maximum d'un an avant un nouvel examen par la commission, ou bien le contrat n'est pas renouvelé.

Pour tout renseignement complémentaire, vous devez vous adresser à l'établissement.

Avis de recrutement externe de travailleurs handicapés adjoints techniques de recherche et de formation

En application du décret n°95-979 du 25 août 1995 relatif au recrutement des travailleurs handicapés dans la fonction publique pris pour l'application de l'article 27 de la loi n°84-16 du 11 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique d'état, des recrutements de travailleurs handicapés auront lieu, au titre de l'année 2011, dans les établissements publics d'enseignement supérieur et les établissements publics administratifs sous la responsabilité des présidents ou des directeurs de ces établissements.

Ces recrutements sont organisés par branche d'activité professionnelle et par emploi type.(cf tableau ci-dessous)

Branche d'activité professionnelle	Emploi-type	Établissement/Localisation	Nombre de postes ouverts au recrutement 2011
Gestion et pilotage « BAP J »	Adjoint en gestion administrative – Catégorie C	Université Nancy II	3

Aucune condition de titre ou de diplôme n'est exigée de la part des candidats souhaitant se présenter à ces recrutements.

Les registres d'inscription sont ouverts dès la date de publication du présent avis au Recueil des Actes Administratifs du Département de la Meurthe et Moselle, soit le 12/09/11. Ils seront clos dans le délai d'un mois après cette publication, cette date constituant la date limite de retour des dossiers d'inscription, soit le 13/10/11.

Les dossiers de candidature sont constitués d'une lettre de candidature, d'un curriculum vitae détaillé indiquant le niveau d'étude ainsi que le cas échéant, le contenu et la durée des formations suivies et des emplois occupés et d'un justificatif de la reconnaissance du handicap.

Ils doivent être adressés à :

Etablissement	Adresse	Téléphone	Fax
Université NANCY II	Direction des Ressources Humaines Pôle Concours RTH Bureau 102 91 Avenue de la Libération BP 454 54 001 NANCY Cedex	03 54 50 40 98 03 54 50 40 67 03 54 50 40 66	03 54 50 40 82

Chaque université affectataire arrête la création d'une commission de sélection chargée d'examiner les candidatures. Cette commission est composée d'au moins trois membres désignés par l'autorité chargée de la direction de l'établissement dont au moins un membre est extérieur à l'établissement.

La commission de sélection examine les dossiers de chaque candidat. Au terme de l'examen des dossiers de candidature déposés dans le délai fixé ci-dessus, la commission procède à la sélection des candidats puis à l'audition des candidats retenus.

A l'issue de la procédure de sélection, la commission établit la liste des candidats admis ou placés sur une liste complémentaire. Les candidats recrutés au 1^{er} décembre 2011 bénéficient d'un contrat de droit public d'un an, à l'issue duquel une commission les auditionne et se prononce sur leur aptitude professionnelle. S'ils sont déclarés aptes, ils sont titularisés après avis de la commission administrative paritaire du corps concerné. Dans le cas contraire, ou bien leur contrat peut être renouvelé pour une durée maximum d'un an avant un nouvel examen par la commission, ou bien le contrat n'est pas renouvelé.

Pour tout renseignement complémentaire, vous devez vous adresser à l'établissement.

